

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE

LA CONCILIATION

ET DE L'ARBITRAGE

dans les conflits collectifs industriels en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 23 mai 1898, à 8 heures 1/2

Par **Raoul STRAUSS**

Président : M. JAY

Suffragants : { M. BEAUREGARD
M. DESCHAMPS

PARIS

IMPRIMERIE DES ÉCOLES HENRI JOUVE
15, RUE RACINE, 15

—
1898

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE

LA CONCILIATION

ET DE L'ARBITRAGE

dans les conflits collectifs industriels en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 23 mai 1898, à 8 heures 1/2

Par **Raoul STRAUSS**

Président : M. JAY

*Suffragants : { M. BEAUREGARD
 { M. DESCHAMPS*



PARIS

IMPRIMERIE DES ÉCOLES HENRI JOUVE

15, RUE RACINE, 15

—
1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A

MONSIEUR LOUIS BIZARELLI

Député de la Drôme

Questeur de la Chambre des Députés.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA

CONCILIATION ET DE L'ARBITRAGE

Dans les conflits collectifs industriels

en France

INTRODUCTION

Isolé en face du patron, l'ouvrier, après que la Révolution eut aboli la tyrannie des corporations anciennes, s'est trouvé tout d'abord dans une situation inégale au point de vue économique vis-à-vis de ce dernier. C'est à l'association secrète qu'il eut alors recours pour appuyer ses revendications.

Le législateur comprit le péril d'une telle situation (1), chercha à y remédier par différents moyens dont les succès furent relatifs, enfin après bien des

1. « La prohibition légale n'empêche pas les coalitions, elle les rend seulement plus difficiles, plus sauvages par l'exaspération même des ouvriers, elle leur communique cette saveur de ré-

hésitations le droit de coalition, qui lui avait été si longtemps refusé, fut reconnu à l'ouvrier (1), comme « une garantie nécessaire de sa dignité d'homme et de sa liberté économique (2). » Le travailleur se trouva ainsi de par la loi avoir entre les mains une arme redoutable pour défendre ses droits. Par la cessation de travail, par la grève, il va pouvoir mettre le patron dans l'alternative, ou d'accéder à ses réclamations, ou de fermer son usine. La grève apparaîtra ainsi comme le remède souverain à la solution de tout conflit qui s'élèvera entre le capital et le travail (3). En est-il toujours ainsi?

Une grève doit-elle infailliblement conduire au triomphe des revendications ouvrières? Je ne voudrais pas formuler une opinion trop absolue, je n'irai pas jusqu'à prétendre comme quelques-uns n'hésitent pas à l'affirmer : que la grève est toujours nuisible, qu'il est rare que les ouvriers tirent aucun fruit de ces tentati-

volte, que goûtent fort les mauvais sujets, elle les transforme en insurrection. » Leroy-Beaulieu.

1. Les lois de 1864 et du 21 mars 1884 mirent fin à l'isolement dans lequel la loi de 1791 avait placé l'ouvrier, isolement qui présentait pour lui d'aussi graves inconvénients que le despotisme du régime corporatif.

2. Fontaine. *Les grèves et la conciliation*, page 14.

3. La grève est une démonstration par le fait qu'entrepreneurs et ouvriers ne peuvent se passer les uns des autres ; qu'en gros, mais non en détail leurs intérêts sont communs ». Maurice Block (*Révision des doctrines économiques*, tome II).

ves tumultueuses et violentes, qui n'aboutissent en général à rien autre chose qu'au châtement et à la ruine des chefs de l'émeute (1).

Mais je dirai que la grève est une arme dangereuse, elle l'est autant pour celui qui l'emploie, que pour celui contre qui elle est dirigée. Souvent, après une lutte vaine, à bout de ressources, l'ouvrier se voit dans l'inéluctable nécessité de reprendre sa tâche aux conditions antérieures, sans avoir en rien obtenu une amélioration à sa situation, devenue quelquefois pire, les charges de famille se trouvant accrues, le chômage ayant grossi les dettes. La prolongation d'une grève peut également entraîner la ruine complète d'une industrie, l'usine fermée ne se rouvrira plus, voilà toute une cité, toute une région plongée dans la plus affreuse détresse (2) toute une population ouvrière contrainte de s'expatrier.

En France les grèves ont causé des pertes considérables, depuis 1870 leur nombre n'a cessé de suivre

1. Adam Smith. *Richesse des nations*.

2. « Les ouvriers qui se coalisent se nuisent à eux-mêmes, la misère est le seul fruit qu'ils recueillent. Ils nuisent encore à ceux d'entre eux dont l'ouvrage est lié au leur et qui voudraient continuer de travailler. Les coalitions diminuent le revenu général du pays en interrompant la production ; elles font souvent passer à l'étranger des commandes faites à l'Industrie Nationale ; enfin elles menacent gravement la paix publique étant sujettes à dégénérer en violence et même en émeutes ». De Vatimesnil.

une progression constante, pour atteindre son point culminant en 1893, année où l'on a compté jusqu'à 634 grèves englobant plus de 170.000 ouvriers et faisant chômer 3.000.000 de journées.

En 1894 le chiffre des grèves s'abaisse à 391, pour remonter à 405 en 1895, comprenant 45.801 grévistes. Enfin l'année suivante éclatent 476 grèves, auxquelles prennent part 49.851 grévistes. 20.000.000 de journées de travail perdues, tel est le bilan des grèves, d'après les calculs de M. Turquan pour notre pays, durant ces vingt dernières années (1).

Il est évident que toutes ces grèves, n'ont pas sans exception échoué dans leur but. Certaines ont donné gain de cause aux ouvriers. Dans sa déposition devant la commission d'enquête parlementaire, M. Carnescasse fournit le résultat des grèves qui de 1879 à 1883, ont eu une solution favorable aux travailleurs. Il signale notamment la grève des parqueteurs, qui leur a valu une augmentation de salaire de 10 0/0 ; celle des ouvriers en talons Louis XV leur a fait gagner 0 fr. 10 par heure, les menuisiers du meuble sculpté ont également gagné 15 centimes par heure. Le rapporteur ne se plaçait qu'au point de vue du taux du salaire. A d'autres points de vue tout aussi importants, les ouvriers ont parfois obtenu de sérieux avantages (2).

1. La grève des mineurs d'Anzin (Nord), en 1879 aurait à elle seule coûté aux grévistes la somme de 5.000.000 de francs.

2. « On se tromperait, en croyant que considérée en soi, la grève

Je n'en demeure pas moins convaincu que si la grève est un mal nécessaire, elle n'en est pas moins un mal et qu'il y a lieu de rechercher s'il n'y aurait pas possibilité de trouver une solution plus pacifique aux conflits qui peuvent surgir entre le Capital et le Travail. Ce n'est pas tant au point de vue purement matériel que je me place pour condamner la grève, certes les pertes que souvent elle entraîne sont considérables, je ne veux pas cependant m'effrayer outre mesure des chiffres accusés par les statistiques sur les ruines accumulées durant ces vingt-cinq dernières années par les cessations brusques de travail, elles ne sauraient être de nature à influencer sérieusement sur le revenu général du Pays. On a calculé en effet que, si pour une année moyenne, on compte actuellement en France, un chômage de grève de 1.500.000 journées ; si, d'autre part, on réfléchit que nos 4.000.000 de travailleurs industriels, à raison de 250 journées seulement par travailleur, chiffre plutôt faible, pourraient fournir chaque année un milliard de journées de travail, on voit que la perte de main d'œuvre ne s'élève qu'à la sept cen-

ait nui à la classe ouvrière. Elle a certainement contribué à faire respecter davantage les ouvriers par les patrons, à prévenir beaucoup d'abus de détail, toutes sortes de modes d'exploitation ou de dégradation.... A vrai dire, ce sont moins les grèves effectives, qui ont eu ces résultats que la simple crainte, la simple possibilité de grèves. » Paul Leroy-Beaulieu : *Essai sur la Répartition des richesses*.

tième partie de l'activité industrielle de la Nation, soit à un tiers de journées de chômage général. Non ce n'est pas en considération des pertes matérielles, que je me place pour déplorer un état économique tel qu'il mettrait l'ouvrier dans l'obligation d'abandonner la fabrique, pour donner plus de chances de succès à ses réclamations. C'est au point de vue social que j'estime la grève comme dangereuse et menaçante pour la sécurité publique. Les grèves ne font qu'envenimer les rapports déjà si tendus entre les ouvriers et les patrons, elles avivent et excitent les haines entre les classes de citoyens ; elles laissent toujours derrière elles un ferment de discorde. Elles font obstacle au rapprochement si désirable dans l'intérêt de tous, du Capital et du Travail. Le péril ne réside pas dans les pertes matérielles que telle ou telle grève est susceptible d'entraîner, il est tout entier dans cet esprit de haine et d'envie qui se développe à l'occasion des grèves. C'est à celui-là qu'il s'agit de trouver un remède. Ce remède se trouvera-t-il dans la suppression du droit de grève ? Nous savons par l'expérience que ce droit, acquis après bien des luttes, a donné en quelque sorte une allure plus pacifique aux conflits soulevés par les ouvriers, conflits qui auparavant, avant que le droit de grève ne fut légalement reconnu, prenaient aussitôt comme un caractère de révolte. Du reste, l'ouvrier tire des avantages de la grève, c'est en définitive le seul moyen qu'il a de résister aux exigences parfois exagé-

rées du patron. Rapprocher patrons et travailleurs me semble être la solution du problème. Les mettre en présence les uns des autres, leur faire saisir la connexité de leurs intérêts. Puis les amener à discuter sans passion, sans parti pris, avec de part et d'autre, le désir sincère, vrai, loyal, d'arriver par une entente cordiale au règlement de tout conflit. Voilà le but à atteindre. Le rêve est-il réalisable ? Patientons, nous sommes prêts du succès. Le problème qui nous absorbe est à l'heure actuelle l'objet des préoccupations de tous les gouvernements. Partout on s'efforce d'aboutir. Des réformes sont tentées en ce sens dans la plupart des législations étrangères. Bien que venus en retard, nos législateurs à leur tour se sont appliqués à nous donner une loi, dans la pensée de résoudre pacifiquement les conflits collectifs industriels. Ont-ils réussi dans leurs efforts, leur science économique a-t-elle été à la hauteur de leur bonne volonté ? Voilà ce que nous dira l'analyse des résultats acquis depuis la promulgation de la loi du 27 décembre 1892.

J'ai tenu, avant d'aborder l'étude de ce sujet, à donner un aperçu rapide de la condition de l'ouvrier sous le régime corporatif. On comprendra plus facilement pourquoi le problème qui nous occupe à l'heure actuelle n'aurait pu trouver place dans la période antérieure à la réforme apportée par la Révolution dans la sphère économique.

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LA PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA RÉVOLUTION.

I

RÉGIME DES CORPORATIONS.

Si nous vivons sous le régime de la liberté de travail, il n'en a pas toujours été ainsi. Avant 1789 l'industrie était soumise à une réglementation des plus sévères. Les métiers étaient organisés en corporations. A la corporation se rattachaient, les maîtres, les compagnons et les apprentis. La corporation en tant que personne morale ne comprenait que les maîtres seuls. L'apprentissage est limité par un contrat entre le patron et l'ouvrier. Ce contrat est écrit, de plus il doit être déposé aux archives de la corporation, à laquelle incombe la mission d'en surveiller l'exécution. Le maître jouit d'un grand pouvoir sur son apprenti, pouvoir qui peut être comparé à celui du père sur le fils. Pour devenir compagnon ou ouvrier, l'apprenti est dans l'obligation

de subir un examen devant le syndic de la corporation qui lui délivrera un brevet de compagnon. Le compagnon peut travailler au jour ou à la semaine, cependant l'engagement le plus fréquent et celui qui a lieu à l'année. Etienne Boileau, dans son livre des métiers, nous apprend que le compagnon peut aspirer à la maîtrise, sous deux conditions : 1° il doit avoir de quoi ; 2° savoir le métier.

La première condition n'était pas trop dure, à l'époque en effet, le capital de premier établissement pour fonder un métier était assez faible. L'examen, au début, était en quelque sorte une simple formalité, il était passé sous l'œil très bienveillant des maîtres eux-mêmes. C'est l'âge d'or du régime corporatif. Mais cette situation ne se maintint pas. La condition matérielle de l'ouvrier ne tarde pas à se gêner (1). A dater du xiv^e siècle, les patrons n'ont plus en vue que leur intérêt personnel, ils se liguent entre eux pour restreindre le nombre des aspirants à la maîtrise. On élève déjà des barrières à la légitime ambition du compagnon. On impose la confection d'un chef-d'œuvre qui va non seulement réclamer de longs mois de labeur, mais souvent

1. La production industrielle fut alors réglementée au profit exclusif des maîtres seuls. Les compagnonnages, dont l'origine est très ancienne, s'organisèrent à cette époque en sociétés de résistance contre la corporation représentée par les maîtres. Ces sociétés fomentèrent des grèves, mirent à l'index certains ateliers et causèrent même des troubles graves.

l'avance de capitaux importants. L'exigence des maîtres grandit chaque jour pour l'admission à la maîtrise, qui devient déjà le privilège de la classe aisée. La Royauté se trouve même dans l'obligation d'intervenir. Un édit de 1581 pose de nouvelles règles pour les formalités à remplir pour la réception du maître. Entre autres conditions, cet édit décide que le chef-d'œuvre ne devait pas exiger un travail supérieur à trois mois. De plus, il accordait au compagnon qui s'était vu refuser, la possibilité de pouvoir faire appel devant le tribunal royal. Les besoins du trésor poussent bientôt le pouvoir royal à créer des abus qui portent la plus grave atteinte au régime corporatif. Désormais le nouveau titulaire sera tenu d'acheter au roi le métier, par le paiement d'une redevance. C'est la fin des corporations, l'esprit qui avait contribué à leur création se trouve alors être absolument faussé.

II

CAUSES DE LA FIN DU RÉGIME DES CORPORATIONS

Au XVIII^e siècle nous n'avons plus qu'une mauvaise caricature de la corporation. Le régime corporatif va se heurter contre deux oppositions qui vont en hâter la chute : 1^o La mode ; 2^o les théories physiocratiques.

Les réglementations les plus étroites étaient imposées aux corporations ; la fabrication de certains tis-

sus était interdite, ainsi que celle des toiles peintes, par exemple. Aucune corporation n'avait le droit de les fabriquer, on se trouvait dans la nécessité de s'adresser à l'industrie étrangère. Les corporations font alors entendre les protestations les plus vives, et réussissent à obtenir une ordonnance prohibant cette importation. Voilà un premier grief contre le régime de l'industrie. Le terrain se trouvait être admirablement préparé aux théories de l'école physiocratique, pour lesquelles, il n'est pas de meilleure base d'une bonne constitution économique que la liberté du commerce ; ce qui impliquait la liberté du travail. Turgot porte les premiers coups au régime corporatif. Par son édit de février 1776 il supprime les maîtrises et jurandes et devance l'Assemblée Constituante en interdisant toutes les associations professionnelles. La suppression ne dura que quelques mois, un édit d'août 1776 rétablit les corporations, mais sur un plan nouveau.

L'œuvre de Turgot fut reprise par l'Assemblée Constituante. Les corporations furent enfin supprimées par le décret des 2-17 mars 1790.

III

L'OUVRIER SOUS LE RÉGIME CORPORATIF.

Quelle était sous le régime des corporations la condition de l'ouvrier vis-à-vis du patron ? D'abord il n'y

a pas place pour la libre discussion entre l'ouvrier et le patron. L'un et l'autre sont étroitement enchaînés par les mesures réglementaires, les tarifs, auxquels ils se seraient heurtés, s'ils avaient été tentés d'apporter quelques modifications dans leurs relations.

Ainsi les pourparlers, les discussions n'étaient pas possibles entre eux. Les Compagnons (1), ainsi que je

1. « Le nom même du compagnon exprime son état. Chaque maître travaille lui-même, en se faisant aider par un ou deux ouvriers au plus. Ceux-ci sont parfois engagés à la journée, mais le plus souvent, et les statuts corporatifs l'ordonnaient en plus d'un corps d'état, l'engagement est à plus long terme ; au mois ou à l'année. Il ne peut dans ce cas être rompu que du consentement des deux parties ou pour des causes graves dont est juge ordinairement une sorte de conseil de prud'hommes composé à la fois de maîtres et de compagnons.

« Nul maître ne prendra un compagnon qui n'est pas porteur de son congé d'acquit. La stabilité est du reste le caractère de cette époque, comme l'instabilité et la marque de la nôtre. Le jeune homme travaille comme ouvrier dans la ville où il a été apprenti et où il espère devenir maître, et dans les professions à longs engagements, il change peu de patrons. Sa vie est toute réglée. La cloche de matines, celle des vêpres et l'Angelus marquent le commencement et la fin du travail. Les heures supplémentaires, les moments de presse excessive, n'étaient guère connus alors, non plus que le travail du dimanche. La journée finissait le samedi vers deux heures de l'après-midi, comme encore aujourd'hui en Angleterre. On voulait laisser à l'ouvrier et surtout à l'ouvrière, bien qu'il y eut moins de métier occupant des femmes qu'il y en a aujourd'hui, le loisir de s'occuper des soins du ménage, afin

l'ai déjà dit ne font pas partie de la maîtrise, ils ne sont jamais appelés à donner leur avis, on ne les consulte pas sur l'opportunité des modifications à introduire ; non seulement ils ne peuvent délibérer avec les maîtres, mais il leur est formellement interdit de délibérer entre eux. Si leurs intérêts ne concordent pas avec ceux du patron, il y a de grandes chances qu'ils soient nécessairement sacrifiés. Les ouvriers ne pouvaient demander que des modifications soient apportées aux conditions de travail qui leur étaient imposées, cette interdiction se conçoit aisément si on se rappelle que ces conditions étaient reconnues par les ordonnances contre lesquelles il n'était pas permis de s'élever, sans paraître immédiatement faire acte de révolutionnaire.

d'avoir entière la liberté du dimanche. Le maître avant d'engager un compagnon, devait s'assurer qu'il avait une tenue convenable : on exigeait dans certains métiers qu'il eût plusieurs robes. Il était souvent lorsque l'engagement était à long terme, logé et nourri chez le maître, comme le sont encore nos journaliers des campagnes, c'est d'ailleurs ce qu'exprime le mot même de compagnon (*cum pane*) et c'était une chose qui contribuait singulièrement à maintenir le bon accord entre ouvriers et patrons ce qui nous apparaît aujourd'hui comme une sorte d'idéal de plus en plus éloigné ». (Hubert Valleroux).

SITUATION ECONOMIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE APRÈS LA RÉVOLUTION

I

L'OUVRIER SOUS LE RÉGIME DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL.

La Révolution brise toutes les chaînes et fait de l'ouvrier un homme libre. Eut-il à se féliciter de sa conquête ? Les résultats immédiats furent une scission complète entre le patron et l'ouvrier, celui-ci se trouva en quelque sorte isolé en face du capitaliste, dénué de tout moyen de résister à ses exigences. Jadis il existait un lien entre le patron et l'ouvrier. La fête du patron réunissait à la même table patron et ouvrier (1). La Société française était reliée de l'échelon le plus bas à l'échelon le plus haut, par des dégradations insensibles, sans aucune solution frappante de continuité. Autrefois l'ouvrier laborieux et rangé devenait aisé-

1. *La question ouvrière au XIX^e siècle.* Paul Leroy-Beaulieu.

ment patron. La réforme de la Révolution venait-elle à son heure? Elle arrivait à un moment de transformation complète dans l'outillage industriel. C'est l'apparition de la grande industrie. Il faut alors d'énormes capitaux pour prendre la direction d'une entreprise industrielle. Le patron va disparaître pour faire place à une société anonyme, la rupture est complète entre l'employeur, qui ne mérite plus la qualification de patron, et celui qu'il occupe (1).

Nous venons de voir que sous le régime des corporations, l'ouvrier avait une liberté très limitée, les coalitions étaient absolument interdites. Les lettres patentes du 2 janvier 1749 contiennent un article 3 par lequel il est dit : « Faisons défense à tous compagnons
« et ouvriers de s'assembler en corps, sous prétexte
« de confrérie ou autrement, de cabaler entre eux
« pour se placer les uns les autres chez des maîtres
« ou pour en sortir ; ni d'empêcher de quelque manière que ce soit, les dits maîtres de choisir eux-

1. « On ne peut guère espérer un retour complet aux pratiques anciennes de patronage intelligent au profit de l'ouvrier, et de soumission confiante de la part de celui-ci. La nature des rapports entre le capital et le travail est totalement changée, ces rapports n'impliquent plus d'un côté protection, de l'autre déférence. Ce sont des rapports accidentels et instables où la partie autrefois la plus faible aspire à traiter d'égal à égal. La rupture des liens de patronage a fait dégénérer le contrat de prestation de travail en contrat d'intérêt purement pécuniaire. » Cauwès.

« mêmes leurs ouvriers, soit français ou étrangers, à
« peine de 100 livres contre lesdits compagnons et ou-
« vriers payables par corps ». L'ouvrier ne peut éga-
lement débattre le prix de son salaire, en entrant dans
la corporation il accepte *ipso facto* les conditions qui
lui sont imposées par les dispositions statutaires. Pour
l'ouvrier n'y a-t-il aucune compensation à cet enchaî-
nement de la Liberté. J'estime que la corporation lui
procure bien au contraire de sérieuses garanties. D'a-
bord et en premier lieu elle lui assure un droit au
travail tant qu'il en existe dans la corporation à la-
quelle il est attaché. Son salaire aura l'avantage sé-
rieux de ne point être influé comme il l'est de nos jours
par les oscillations qui sont la résultante de la loi de
l'offre et de la demande. On peut même affirmer que
sa situation matérielle était supérieure à celle de l'ou-
vrier moderne. La rémunération annuelle, calculée sur
250 jours de travail, débutait au xiv^e siècle à 782 francs
et atteignait 860 francs puis 1040 francs entre les années
1376 et 1400, un peu plus tard elle s'abaisse et s'élève
entre 1200 et 1300 francs. Or de nos jours, en 1896, la
moyenne pour un travail de 300 jours n'atteint que
1020 francs. Il y a donc une différence d'autant plus
sensible que les conditions de la vie sont à notre épo-
que de beaucoup plus onéreuses qu'alors. De plus l'ou-
vrier moderne n'est pas toujours occupé durant 300
jours de l'année, il est souvent astreint au chômage.
Ne calcule-t-on pas qu'à Paris, il y a en moyenne pour

100 places à donner 115 ouvriers, c'est-à-dire qu'il se trouve à toute époque de l'année 15 pour cent des ouvriers sans travail (1).

Son labeur était aussi moins pénible ; les heures de travail sont moins nombreuses que sous notre régime industriel, la moyenne n'était guère supérieure à 9 heures par jour (2). Il y avait chaque année 30 à 40 jours fériés de plus qu'aujourd'hui. (En 1577, on comptait à Lyon 47 fêtes obligatoires ; après 1778, ce nombre n'est que de 32) (3). En résumé on peut se convaincre facilement en parcourant les nombreuses dispositions contenues dans le règlement des corporations, qu'en moyenne on travaillait beaucoup moins qu'à notre époque. Il faut ajouter que le séjour de l'atelier était de beaucoup moins dangereux que celui de l'usine actuelle

1. Vicomte G. d'Avenel. *Revue des Deux-Mondes*.

2. Blanc.

3. On a pu dire que l'Eglise à cette époque fut la Providence de l'ouvrier. Pour contrebalancer les journées de travail trop longues, elle avait institué de nombreux jours fériés durant lesquels le travail était interdit. Ainsi on a pu reconstituer la liste des jours où tout labeur était interdit, le total de ces jours est de 141. (Franklin. *Comment on devenait patron*. tome X). Ces 141 jours se décomposaient ainsi :

Dimanche :	52.	Fêtes fixes :	22.
Veilles :	26.	Veilles :	11.
Fêtes mobiles :	4.	Fêtes patronales :	6.
Veilles :	2.	Veilles :	3.
		Divers :	15.

L'atelier du moyen-âge, c'était en réalité la famille où des liens d'affection souvent unissaient le patron à ses ouvriers. La femme est très protégée, certains travaux lui sont interdits. De plus l'ouvrier réduit au chômage trouvait aide et assistance auprès de la corporation qui venait à son secours (1).

Ce régime, bien que certains économistes aient affirmé le contraire (2), n'était pas trop défavorable à la classe des travailleurs. Il pouvait avoir et il présentait même au point de vue économique de gros désavanta-

1. Le régime corporatif a été utile. Le compagnon était à l'abri du péril d'une concurrence illimitée ; n'était pas compagnon tout ouvrier voulant travailler ; on ne le devenait qu'à certaines conditions de temps, d'apprentissage, de moralité, quelquefois d'épargne, et les maîtres ne pouvaient employer que des compagnons. En ce sens il est vrai que le compagnon se trouvait jusqu'à un certain point à l'abri des chômages, qu'il était d'ordinaire assuré d'avoir de l'ouvrage plus que l'ouvrier contemporain (Sauzet).

Les chômages périodiques, celle plaie de notre industrie moderne, étaient inconnus ; en dehors des grandes crises qui arrêtent la vie ordinaire, l'ouvrier incorporé était assuré d'avoir du travail (Hubert-Valleroux).

2. Le monopole n'était pas organisé également dans l'intérêt des patrons et des ouvriers, le monopole profitait surtout aux maîtres. Des maîtres étaient groupés, puisant ainsi dans l'association toute la force qui fait défaut à l'individu, pouvant opposer aux prétentions des compagnons la résistance dont l'union est capable, le compagnon, lui, est voué à l'isolement... ou plutôt à l'association secrète, (Sauzet).

ges, mais ce que l'on ne saurait contester, c'est qu'il a laissé au sein des travailleurs de véritables regrets. Ainsi en 1871, il fut procédé à une enquête sur le travail, le rapporteur M. Ducarre constata avec douleur que tous les vœux de réforme n'ont pour but que de ramener au rétablissement plus ou moins complet du régime corporatif. M. Corbon, dans son étude *Le secret du peuple de Paris*, affirme de son côté que le peuple de Paris regrette la corporation et la désire à nouveau. Je suis dans l'obligation de constater la réalité de ce retour en arrière. Les théories si en faveur sur la constitution du syndicat obligatoire, ne sont-elles pas, en quelque sorte, l'affirmation du désir d'un retour aux règlements corporatifs ?

Cependant il n'y aurait pas lieu de penser que cette époque fût un temps de félicité absolue pour le monde des travailleurs. Les grèves y furent connues, ce qui est la démonstration la plus évidente que l'ouvrier n'était pas toujours satisfait de son sort. En 1279 les tisserands de Douai quittent leurs métiers, cette grève fut réprimée avec la dernière violence. Provins en 1280 voit éclater une grève de drapiers. Sous François 1^{er} en 1541, Lyon vit surgir une grève des imprimeurs contre laquelle des mesures d'extrême rigueur furent exercées (1). En 1744 le vicomte de Lautrec y réprima également une grève des ouvriers en soie. Au

1. Etienne Boileau, *Livre des Métiers*.

reste, cette ville ainsi que Paris et Rouen se distinguent comme les centres dans lesquels les grèves eurent le plus de retentissement. Les garçons boulangers employaient si souvent les menaces et la violence contre leurs patrons et leurs compagnons, qu'un édit royal dut prononcer des peines sévères (M. Levasseur. *Histoire des classes ouvrières en France, depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution*, tome II). D'Argenson nous apprend qu'en 1752, 40.000 ouvriers des manufactures de fusils de Saint-Etienne se mettaient en grève, on dut les garder à vue pour les empêcher de passer à l'étranger.

En définitive, les grèves à cette époque, où les fortes agglomérations ouvrières n'existaient pas, étaient encore un événement rare. Il y a aussi une remarque d'une très grande importance à noter, c'est le caractère particulier que présentaient ces soulèvements ouvriers si dissemblables des réclamations de nos travailleurs. Aujourd'hui l'ouvrier a la prétention de traiter d'égal à égal avec celui qui l'emploie, les manifestations auxquelles il se livre revêtent toujours un caractère de luttes de classe. Jadis l'ouvrier se rebellait non contre la situation prépondérante du patron, mais seulement contre la tyrannie de la réglementation à laquelle il était astreint. On ne prévoyait point encore l'antagonisme du travail et du capital.

La révolution opérée dans le domaine économique a été peut-être trop brutale. Il n'entre pas dans ma

pensée de m'élever contre la réforme accomplie, mais j'estime que l'espace franchi d'un bond a été trop grand, qu'il eût été plus rationnel d'améliorer ce qui existait déjà; il aurait fallu assouplir la corporation, élargir sa base, lui donner plus de liberté, la rendre en quelque sorte plus adéquate aux exigences de l'époque. Améliorations transitoires si l'on veut, mais qui auraient sinon évité, du moins atténué le conflit qui a creusé une scission si profonde entre le capital et le travail.

Je ferai également remarquer que la liberté du travail, proclamée à la suite de l'abolition des corps de métiers par la loi des 2-17 mars 1791, aurait dû avoir pour conséquence de permettre aux ouvriers de s'entendre entre eux pour obtenir l'amélioration des conditions du travail, de quitter les chantiers, ateliers ou usines, de faire grève, il n'en fut rien. Le 14 juin 1791 fut rendue une loi prohibant toute coalition entre les citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers. L'esprit de cette loi se retrouve tout entier dans cette phrase du rapport de Chapelier : « Sans doute il doit être permis à tous les citoyens de s'assembler ; mais il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporations dans l'Etat; il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général ». L'Assemblée Constituante perdait de vue que les coa-

litions et les corporations étaient choses toutes différentes, que le contrat de travail étant libre, tout ce qui peut assurer à chaque partie contractante l'indépendance de son consentement, doit être vu avec faveur et que c'était le mauvais usage seulement de cette liberté qu'il fallait empêcher. Près de quatre-vingts ans se passeront avant que la légitimité de l'action collective soit admise.

On s'explique aisément l'acte du législateur. Nombreux étaient en effet les vices inhérents au régime corporatif. Nous connaissons les mesures vraiment ridicules, qui entravaient d'une façon si grande tout progrès industriel, nous n'ignorons pas les mesquines querelles qui sans cesse s'élevaient entre chaque corporation qui mutuellement émettait la prétention de s'interdire la production de certains articles dont chacune revendiquait le monopole. Des procès interminables furent engagés à ce sujet. Aussi en était-on arrivé à avoir presque l'horreur du système qui du reste avait été complètement faussé sous l'influence des temps. Ce fut avec allégresse qu'on accueillit la suppression des corporations (14 juin 1791).

Nous arrivons à l'époque des grandes découvertes scientifiques qui vont apporter une modification bien plus profonde dans le régime économique. L'industrie se développe tout à coup dans des proportions jusqu'alors inconnues entraînant l'accroissement considérable du nombre des ouvriers ; le changement est radi-

cal, la petite industrie va diminuant au profit de la grande industrie; les rapports, quoique déjà bien faibles, qui unissaient les salariés au patron vont s'atténuant de plus en plus. Dans la grande industrie, l'ouvrier n'a aucun lien social avec le maître (1). Cette antithèse est vraie surtout à l'origine où le compagnon est comme l'associé du patron (2). Le patronage qui dans la petite industrie était la force conservatrice et régulatrice a disparu dans les grands centres industriels. La transformation a été si subite, si imprévue, que l'ouvrier tout-à-coup, s'est trouvé complètement isolé vis-à-vis du patron, sans aucun moyen de résister à ses exigences, mais il s'est ressaisi bientôt. Il a compris parfaitement que si réduit à ses forces, il ne pouvait rien, de puissantes associations lui permettraient d'aboutir au but poursuivi (3). Alors se formèrent ces groupements: Trades-Unions, Syndicats, Chevaliers du Travail, qui vont se dresser contre le capital. La lutte est désormais déclarée entre les deux classes; toutes les mesures de rigueur demeureront vaines devant l'évolution accomplie (4).

1. Cauwès (Cours de 1895-1896).

2. Sauzet. *Revue d'économie politique*, avril 1892, p. 381 et s.

3. Les salariés ont acquis le sentiment de leur force collective (Cauwès).

4. L'évolution industrielle impose comme une nécessité le contrat collectif, la cause, c'est le passage du petit atelier à la

Ainsi de 1853 à 1862 le ministère public fut dans l'obligation de poursuivre 749 coalitions d'ouvriers, comprenant 4522 prévenus dont 613 seulement furent acquittés et 89 coalitions de patrons réunissant 629 personnes dont 237 furent acquittées (1). Les résultats de ces mesures de rigueur furent d'amener une très grande surexcitation des esprits. Le gouvernement fut conduit à user de la plus large clémence vis-à-vis des

grande industrie. Cette évolution a d'abord amené la séparation des intérêts du patron et de l'ouvrier. Quand celui-ci n'était qu'un stagiaire espérant devenir patron à son tour, ses intérêts n'étaient que momentanément séparés de ceux de son patron. Aujourd'hui l'ouvrier n'est plus un stagiaire, sa condition est celle de toute sa vie. Il a pris conscience de ses intérêts séparés ordinairement, bien que quelquefois ils soient communs (chômage)... Il faut donc une représentation des intérêts ouvriers pour négocier et conclure une entente. L'évolution industrielle impose une *représentation collective*. Dans bien des cas le marché individuel du travail n'est plus possible. Il faut le remplacer par le marché collectif. Supposons qu'il soit possible de mettre en présence un directeur et un de ses ouvriers dans une usine de 1000 ouvriers. L'irrégularité fera fatalement que le Directeur, le patron imposera ses conditions à cet ouvrier représentant le 1/1000 du personnel. Les ouvriers ont compris de plus en plus cette situation. D'abord ils ont organisé la *grève* qui est le refus collectif du travail ; puis ils ont établi la période diplomatique, *qui est le contrat collectif*, surtout répandu en Angleterre.

1. *Office du travail. De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'Etranger.* Page 496 et suivantes.

délinquants. Enfin, sous la pression de l'opinion publique un projet de loi qui devait accorder la liberté de coalition fut déposé le 19 mars 1864. De ce projet sortit la loi des 25-27 mai 1864. On lui fit le plus bienveillant accueil, mais on s'aperçut bientôt de l'impossibilité de son application. En effet le droit de coalition sans deux libertés complémentaires : la liberté de réunion et la liberté d'association, ne saurait utilement s'exercer. Or, malgré l'esprit libéral qui l'avait inspirée et que l'on retrouve à chaque page du rapport de M. Emile Ollivier, ainsi que dans toutes ses déclarations, la loi nouvelle laissait la porte ouverte à l'arbitraire, les articles 291 et suivants du code pénal et les articles 1 et 2 de la loi du 10 avril 1834 subsistant. Qu'est-ce qu'en effet la coalition permise ? c'est l'entente, le concert entre les intéressés ; mais pour s'entendre, pour se concerter, il est de toute nécessité de se réunir. Or, par suite du maintien des articles précités, l'administration pouvait seule autoriser les réunions de 20 personnes. La coalition ou du moins les réunions destinées à la préparer étaient donc soumises à l'autorisation préalable, au bon plaisir des préfets. Cela avait été formellement spécifié par le rapporteur de la loi devant le Sénat : « *La loi maintient formellement les dispositions qui soumettent à des formes déterminées les associations et les réunions* ».

Au cours de la discussion Garnier-Pagès avait fait remarquer mais, en vain, cette lacune : « Le droit de

réunion et de coalition sont identiques et inséparables ; il faut les donner tous les deux ou n'en donner aucun..... Dans la législation actuelle, disait-il plus loin, tout est clair du moins ; il n'y a aucune liberté, et cela par votre fait ; je comprends cela, mais je ne comprends pas les lois qui ne sont que des fictions, qui induisent à faire d'un côté ce qu'on défend de l'autre. Cela est dangereux pour le gouvernement, pour tout le monde».

Ces prévisions ne tardèrent pas à être justifiées par les événements. La lutte recommença plus vive que jamais. Les ouvriers de Saint-Etienne avaient en 1865, voté la cessation de travail, dans une réunion autorisée, et constitué un comité de 16 membres pour exécuter cette décision. Six d'entre eux furent traduits en police correctionnelle et condamnés pour association illicite.

Le mécontentement était général parmi les ouvriers, qui déclaraient la loi de 1864 dérisoire, parce qu'elle n'était pas complétée par le droit de réunion et d'association (1). Les patrons, de leur côté ne se montraient

1. Cependant il est juste de reconnaître que la loi de 1864 eut un résultat. C'est que après sa promulgation, la grève devint une guerre au grand jour, tandis qu'avant 1864 la grève avait toujours les allures d'une conspiration. « De même que la guerre ne sera vaincue qu'à force de civilisation et de lumière, la grève aussi ne sera vaincue qu'à force de liberté et d'instruction ». On a dit aussi avec raison, que cette loi de 1864, était un premier pas dans la voie du retour au régime des corporations. C'est à partir

pas plus satisfaits de celle-ci, à laquelle ils faisaient remonter la cause des grèves et des troubles.

On voulut améliorer une aussi déplorable situation, on promulgua la loi du 6 juin 1868, qui autorisait les réunions publiques autres que celles ayant pour but de traiter de questions politiques et religieuses, sous la seule condition qu'elles fussent précédées d'une déclaration faite au moins 3 jours à l'avance et signée par sept citoyens domiciliés. Mais l'article 19 de la nouvelle loi venait en quelque sorte révoquer la concession faite, en donnant au Préfet de police à Paris, et aux Préfets dans les départements, le pouvoir d'ajourner toute réunion qu'ils jugeraient de nature à troubler l'ordre ou à compromettre la sécurité publique. Les grèves ne diminuèrent pas (1). Enfin fut votée la loi du 21 mars 1884, qui reconnut également ce qui déjà existait en effet, en supprimant l'article 416. Depuis cette loi, en droit comme en fait, les coalitions professionnelles sont permises, pourvu qu'elles ne soient pas délictueuses. Toute coalition est libre de se manifester publiquement, de s'organiser, de recruter et de rete-

de cette époque que vont se développant les premiers syndicats ouvriers chargés de veiller aux intérêts généraux de la profession. Il va appartenir à la troisième république d'abroger la loi de 1791.

1. De 1861 à 1865 : 53 affaires, 234 prévenus ; de 1866 à 1870 : 42 affaires, 155 prévenus.

nir ses adhérents. La victoire de l'ouvrier fut ainsi complète; après la liberté de travail, il conquiert le droit d'association.

Le premier résultat de la réforme apportée par le législateur a été de mettre fin à l'isolement dans lequel la loi de 1791 tenait l'ouvrier, isolement qui à certains points de vue présentait d'aussi graves inconvénients pour lui que la tyrannie où l'avait si longtemps maintenu le régime des anciennes corporations. Cette loi bienfaisante n'échappa cependant pas aux critiques. Certains ont prétendu qu'elle était un véritable retour en arrière, elle n'a, disent-ils, que fait ressusciter une institution du passé. C'est là une erreur. Les différences sont grandes à la vérité entre la corporation ancienne et le syndicat moderne. La corporation était un corps fermé ne vivant que par le privilège. Le syndicat juste le contraire, une société ouverte, qui ne saurait exister sans la liberté.

Désormais le patron n'aura plus devant lui un humble travailleur, mais toute une collectivité qui ayant conscience de sa force, émettra la prétention de traiter d'égal à égal avec le maître. Travail et capital vont se trouver souvent aux prises, des luttes terribles s'engageront, leur issue au point de vue social sera, ainsi que je l'ai déjà dit, toujours nuisible au pays. Indiquer à l'ouvrier et au patron la voie à suivre pour obtenir sans violence l'apaisement de tout conflit et en cas de désaccord, trouver enfin le médiateur le plus apte à

obtenir une solution pacifique qui sauvegarde les intérêts de chacun; telle sera la mission qui va être de nouveau confiée au législateur.

Je vais analyser les efforts qui ont été tentés dans ce but en France, pour en arriver ensuite à l'étude de la loi du 27 décembre 1892.

ARBITRAGE ET CONCILIATION

Le développement de la grande industrie a eu pour conséquence immédiate, en ce qui touche plus particulièrement la situation économique de l'ouvrier, de creuser de plus en plus le fossé qui sépare la direction des travaux de leur exécution, les conflits tout en étant plus graves sont devenus plus fréquents. Le législateur français a compris que la répression violente des grèves, l'interdiction faite aux travailleurs de former des associations, sont des mesures sur lesquelles il n'est pas bon de s'appuyer (1); il a pensé qu'il était plus sage de permettre la constitution des syndicats de patrons ou d'ouvriers, institutions qui peuvent à un moment donné jouer le rôle de soupape de sûreté destinée à prévenir les explosions soudaines et violentes que déchaîne fatalement un régime d'excessive compression. En France, la liberté de coalition et l'action des syndi-

1. Les lois répressives (1799-1800), ne réussirent pas plus en Angleterre.

cats, encore si faibles, n'ont pas été suffisants pour pacifier les rapports du capital et du travail, pour amortir les chocs et empêcher la croissance des grèves si dangereuses pour l'ordre social. Pour établir cette paix sociale dans la mesure du possible, le législateur ne doit-il pas faire un pas de plus ? Ne doit-il pas par des institutions appropriées, faciliter la conciliation qui prévient les grèves, ou lorsque celles-ci éclatent malgré les tentatives de conciliation demeurées vaines, faciliter la solution prompte et équitable des conflits qui leur ont donné naissance, par l'organisation de commissions ou conseils d'arbitrage : conseils dont les décisions feraient loi pour l'avenir entre les patrons et les ouvriers intéressés, ou jouiraient tout au moins par la publicité dont elles seraient entourées, d'une autorité morale, telle que l'opinion publique en imposerait le respect aux patrons comme aux ouvriers. Le législateur français a résolu ce double problème de la meilleure législation applicable, tant aux conflits individuels qu'aux conflits collectifs, en instituant dès le commencement du siècle, pour les conflits individuels, d'ordre juridique, une juridiction élective et mixte, celle des prud'hommes et en organisant récemment (Loi du 27 décembre 1892) une juridiction arbitrale facultative, appelée à résoudre pacifiquement les conflits collectifs qui naissent en dehors de toute violation de contrat.

En France l'histoire de la conciliation ne remonte pas au-delà de 1848, et l'on remarquera combien nous

avons tardé, pour obtenir cette loi du 27 décembre 1892, alors que nous sommes en quelque sorte les initiateurs de l'arbitrage et de la conciliation dont il faut rechercher les sources dans la constitution de nos conseils de prud'hommes. L'explication de ce phénomène est facile, l'arbitrage ne peut en effet se développer que si la liberté d'association existe. Les Anglais qui l'obtinrent longtemps avant nous, s'adonnèrent également avant nous à l'étude des problèmes que soulevaient l'arbitrage et la conciliation. C'est de 1824 que date la législation anglaise sur l'arbitrage. A cette époque à la suite d'une enquête faite par un comité de la Chambre des communes sur la situation industrielle, il fut reconnu que l'interdiction des associations ouvrières, bien loin d'assurer la tranquillité et de maintenir l'ordre, n'aboutissait qu'à donner naissance à la formation de sociétés secrètes, dont les actes étaient nuisibles au pays. Le remède apporté au mal fut la liberté. On permit les associations et une loi fut votée organisant l'arbitrage. Qu'établissait cette loi ? En cas de conflit et lorsqu'il en était requis le juge de paix dressait une liste d'arbitres pris parmi les patrons et ouvriers. Le patron choisissait un arbitre, l'ouvrier faisait de même, ceux-ci prononçaient leur sentence que le juge de paix n'avait plus qu'à confirmer. Si l'accord ne pouvait être établi entre les arbitres, le juge décidait. Constatant le peu de faveur qui rencontrait la loi et son peu de succès M. Mackinnon présenta en 1859 un projet insti-

tuant des *Cours de conciliation* (1) ; cette proposition ne fut pas agréée par la Chambre des Lords qui la repoussa. Les efforts législatifs n'aboutissaient ainsi qu'à des échecs. Mais pendant ce temps, les associations ouvrières devenues puissantes par la liberté dont elles jouissaient grâce à la loi, apportaient leur précieux concours et parvenaient à obtenir une constitution régulière de la conciliation et de l'arbitrage (2). L'initiative privée arrivait à des résultats que le gouvernement avait été impuissant à obtenir (3).

1. La loi de 1824 peu en honneur auprès des ouvriers qui se refusaient à se présenter devant le juge de paix et qui n'avaient pas confiance dans le choix des arbitres par le magistrat devait subir les modifications suivantes. Les patrons et ouvriers nommeraient à l'avenir leurs arbitres, ceux-ci seraient appelés à choisir un président qui aurait voix prépondérante. Une autre particularité de la nouvelle réforme ; le tribunal ainsi composé serait nommé, non pour une affaire déterminée, mais pour une certaine période de temps. En somme c'était une imitation de nos conseils de prud'hommes.

2. Le Conseil d'arbitrage des potiers de Glasgow composé de trois patrons et d'un nombre égal d'ouvriers, déclare dans un rapport fait en 1860, que sur 100 affaires soumises à son examen, 90 avaient été conciliées grâce à son intervention.

3. A propos de la non observation des lois promulguées en Angleterre en 1824 et en 1867, établissant des conseils équitables de conciliation, ainsi qu'en 1872 (loi improprement appelée loi *Mun'della*, établissant les cours permanentes d'arbitrage) et en 1896, Crompton s'exprime ainsi : « Dans mon opinion ; la loi est impuissante, une complète liberté est tout ce qu'on demande ici ».

Les véritables causes du progrès des moyens de conciliation et d'arbitrage en Angleterre reposent sur la liberté d'association. Dès que celle-ci est accordée nous assistons au réveil des idées d'arbitrage et de conciliation. Ce même phénomène se représente en France. En 1848 la liberté d'association existe de fait durant une courte période de quelques mois, et aussitôt se font jour les dispositions à la conciliation et à l'arbitrage. Le premier soin du Gouvernement Provisoire fut d'instituer une Commission de travail, cette commission prit le nom de Commission du Gouvernement pour les travailleurs. Elle tint ses réunions au Luxembourg sous la présidence de Louis Blanc. La conciliation fut à l'ordre du jour. La Commission prêta un concours très actif à l'élaboration de diverses conventions qui furent faites entre patrons et ouvriers. Parmi celles-ci, il convient de signaler plus spécialement la convention établie par les ouvriers mécaniciens de l'établissement Cail, ainsi que celles des ouvriers en papiers peints, des paveurs, des débardeurs, des cochers de place, des plombiers, des zingueurs, des scieurs de pierres (1). Les résultats acquis furent de peu de durée. La fin prématurée de la République arrêta ce mouvement généreux.

1. A. Crouzel : *Etude sur les coalitions et les grèves dans l'industrie.*

Cons. *Moniteur* des 26-29-31 mars, 2 avril 1848.

Louis Blanc. *Histoire de la Révolution de 1848.*

C'est lors de la discussion de la loi des 25-27 mai 1864, que pour la première fois on préconisa les avantages qui pourraient être retirés d'un recours à la conciliation dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers. Le rapporteur, M. Emile Ollivier, non seulement était partisan de la conciliation, mais voulait qu'un essai d'arrangement devant le conseil de prud'homme, fut rendu obligatoire, avant toute déclaration de grève : « La majorité de votre Commission a cherché elle-même, disait-il, s'il ne serait pas possible d'organiser un préservatif contre la production instantanée des grèves. Avant de plaider on est obligé de comparaître en conciliation devant le Juge de paix ; la tentative d'ordre amiable se place avant l'ordre judiciaire : d'après le *Congrès de Paris*, la guerre doit être précédée d'un essai de médiation. Pourquoi, s'est dit la majorité de votre Commission, la guerre industrielle ne serait-elle pas, comme la guerre judiciaire, comme la guerre politique, précédée d'un essai de conciliation ? Souvent la division naît d'un malentendu que des propos mal rapportés enveniment, que l'amour-propre rend irréconciliable. L'obligation de comparaître devant des tiers désintéressés, d'expliquer les griefs réciproques aurait tout au moins l'avantage de dissiper les malentendus de ne laisser debout que les motifs réels de désaccord. Un peu de temps serait ainsi gagné. A l'emportement des premières impressions, succéderait

« peut-être le calme des dispositions conciliantes. Si
« malgré tous ces efforts, la réconciliation ne s'opérait
« pas, la coalition du moins serait une lutte à armes
« loyales, et non une surprise organisée dans des con-
« ciliabules souterrains. Les conseils de prud'hommes
« semblent créés pour remplir cet office. A leur ori-
« gine de 1806 à 1810, ils n'avaient pas d'autre rôle
« que celui de conciliateurs, depuis que leurs décisions
« sont devenues obligatoires, ils ont toujours mis leur
« honneur à concilier beaucoup plus qu'à juger. Ou-
« vriers et patrons les respectent également. Aucune
« intervention ne saurait être plus efficace. *Le seul*
« *danger serait qu'elle voulut le devenir trop*, qu'elle
« tendit à la constitution d'un tribunal des salaires. On
« rendrait cette tentative impossible en défendant aux
« prud'hommes d'émettre un avis en cas de non conci-
« liation. Ils se borneraient à dresser un procès-verbal
« constatant sans aucun détail que les parties ayant
« comparu n'ont pu s'entendre. Pour augmenter encore
« les chances de rapprochement, on pourrait ne consi-
« dérer l'intervention des prud'hommes que comme
« une nécessité subsidiaire, *et autoriser* les parties à
« choisir elles-mêmes les personnes devant *lesquelles*
« *elles désirent comparaitre*. Enfin le système serait
« complété par une peine plutôt morale qu'afflictive,
« prononcée contre ceux qui commenceraient une coa-
« lition sans s'être préalablement soumis à la tenta-
« tive de conciliation. L'article suivant nous avait

« paru une formule suffisante de ces diverses idées.

« Seront punis d'une amende de 16 à 200 francs et
« de la privation des droits politiques pendant un an
« au moins et six ans au plus, tous les ouvriers ou
« entrepreneurs d'ouvrages, qui par suite d'un plan
« concerté auront cessé ou fait cesser le travail, sans
« avoir eu préalablement recours à une tentative de
« conciliation. La tentative de conciliation aura lieu
« devant les personnes désignées d'un commun accord
« par les parties ; à défaut d'accord devant le conseil
« des prud'hommes ; lorsqu'il n'existera pas de conseil
« de prud'hommes, devant une commission mixte,
« composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers
« et formée par le Président du Tribunal de com-
« merce.

« *Si la tentative de conciliation échoue, soit parce*
« *qu'il a été impossible de s'entendre, soit parce que*
« *les parties appelées n'ont pas comparu, il sera*
« *dressé procès-verbal faisant sommairement men-*
« *tion que les parties n'ont pu s'accorder.*

Aussi dans son projet, Emile Ollivier voulant augmenter les chances de rapprochement, ne s'opposait pas à ce que l'intervention des conseils de prud'hommes fût considérée comme une nécessité subsidiaire, il ne voyait aucun obstacle à ce que l'autorisation fût donnée aux parties de choisir elles-mêmes les personnes devant lesquelles elles désiraient comparaître. Afin de lever les scrupules de ceux qui s'opposaient au vote

de son projet par crainte de voir les conseils de prud'hommes s'ériger en quelque sorte en tribunal des salaires, il interdisait à ceux-ci d'émettre un avis en cas de non conciliation. Leur rôle devait dans ce cas se borner à dresser un procès-verbal constatant simplement que les parties n'avaient pu s'entendre ; malgré ces restrictions la proposition fut repoussée par le Gouvernement et par les commissaires du conseil ; on ne voulut pas admettre le principe de la conciliation obligatoire. Ainsi que nous l'avons vu précédemment on se borna à voter la liberté de coalition ; le droit de grève fut admis par la loi, mais avec de telles entraves, que son exercice en fut rendu impossible.

En 1872, la Société des Ingénieurs civils nomma une commission, avec mission de rechercher les moyens propres à prévenir les grèves. Cette commission, qui comptait parmi ses membres les industriels les plus importants (1), n'hésita pas à reconnaître aux ouvriers le droit de se concerter pour discuter des salaires et des règlements du travail. Cette décision fut prise à l'unanimité. La Société adopta le rapport qui lui fut présenté.

1. MM. Deligny-Forquenot, Gibon Directeur des forges de Commentry, Grand, Marché, Normand, Directeur des ateliers de constructions navales du Havre et Périssé formaient cette commission.

2. Voir le *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils*, année 1872.

Il serait inexact, disait entre autre le rapport, de prétendre que ce droit de s'entendre serait contraire avec le principe de la liberté du travail ; il en est au contraire la conséquence et la confirmation, il en est l'exercice collectif.

« Vue de la position désintéressée que nous occu-
« pons, il nous paraît évident que pour les ouvriers de
« la grande industrie, la *collectivité seule* garantit
« la vraie liberté du travail basée sur la liberté de la
« discussion des prix. Le patron de 1.000 ouvriers pos-
« sède par rapport à chacun d'eux pris isolément, une
« force, une autorité qui est dans le rapport de 1000
« à 1. Il n'y a pas équilibre, il peut y avoir oppression.
« Si au contraire les 1.000 ouvriers peuvent discuter
« collectivement, l'équilibre est rétabli, au lieu de
« conditions et de prix imposés, il y a convention libre-
« ment acceptées, au lieu d'antagonisme, il y a har-
« monie, et la vraie condition naturelle du concours
« mutuel du capital et du travail se trouve réalisée au
« mieux des intérêts réciproques.

« Nous avons tous reconnu que la faculté de se *réu-*
« *nir* et de se *concerter* temporairement qui est seule
« tolérée dans l'état actuel de la législation, est non
« seulement *insuffisante*, mais *dangereuse* pour l'exer-
« cice convenable du droit de se concerter. Elle est
« insuffisante parce qu'elle ne donne pas le temps né-
« cessaire pour mûrir les résolutions et pour éviter
« les entraînements ; elle est dangereuse, parce que

« dans les réunions improvisées d'hommes mécontents,
« les exaltés et les audacieux ont trop beau jeu pour
« l'emporter sur les conseils de la modération.

« Au contraire, une *association, reconnue ostensi-*
« *ble*, publique, libre enfin, pourra toujours discuter et
« débattre ses intérêts avec sagesse et modération.

« Votre commission a été unanime sur la nécessité
« de fixer les conditions dans lesquelles l'entente et le
« concert des ouvriers associés ou simplement réunis
« devront s'effectuer lorsqu'ils penseront devoir arri-
« ver jusqu'à la cessation collective du travail.

« La cessation de travail qu'elle provienne des ou-
« vriers ou des patrons, devient quelquefois le seul
« moyen de terminer une discussion jusque-là sans
« issue ».

Comme conclusion de ses travaux, la commission
présenta les propositions suivantes :

1° Toute suspension ou interruption collective du
travail, ayant pour but d'en changer le prix ou les con-
ditions devait être précédée d'un avis signifié 15 jours
à l'avance.

2° Dans les 15 jours qui suivraient la déclaration de
suspension ou de cessation de travail, les parties inté-
ressées porteraient le débat devant une chambre de
conciliation. Cette chambre nommée chaque année et
par *chaque corps d'état*, serait composée d'un nombre
égal de patrons et d'ouvriers, son président serait

nommé par elle, ou en cas de partage, serait de droit le juge de paix du canton.

Ainsi instituée cette chambre de conciliation, recevrait les dires contradictoires, chercherait et proposerait les termes d'une convention.

3° Si dans le délai de quinze jours, la conciliation n'était pas obtenue, mais cependant présentait une sérieuse probabilité de réussite, la chambre pourrait prolonger le délai obligatoire de 15 jours au plus.

Ce n'est que 12 ans plus tard que les vœux si sages émis par la société des Ingénieurs civils reçurent en partie satisfaction par le vote de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats qui reconnaissait enfin le droit d'association. Cette loi cependant ne s'occupait en rien de la pratique de la conciliation et de l'arbitrage.

Mais il est juste de reconnaître que des efforts privés furent tentés dans ce but et je dois constater qu'il furent couronnés de succès. En 1873 se forme le premier conseil permanent de conciliation. Dès cette époque les associations ouvrières sont déjà assurées du plus encourageant accueil auprès des pouvoirs publics. La chambre syndicale patronale et la chambre syndicale ouvrière de la papeterie résolurent de tirer partie des dispositions si bienveillantes du gouvernement, elle conçurent l'idée de fonder le « Conseil syndical mixte de la papeterie » qui n'était en réalité pas autre chose qu'un comité de conciliation, 5 patrons et un nombre égal d'ouvriers composaient cette assemblée. La

mission de ce conseil était de concilier tout différend qui éclaterait à raison du travail entre le patron et l'ouvrier. En cas où un conflit collectif surgirait, le conseil mixte devait se réunir et tenter tous ses efforts pour rétablir la paix. En 1884 et en 1889 le Conseil syndical mixte de la papeterie a révisé ses statuts. Le Conseil syndical n'a pas pensé devoir recourir à l'application de peines disciplinaires pour ceux qui se refuseraient à se soumettre à ses décisions. Il est à remarquer que jusqu'ici son autorité morale a été suffisante.

D'une lettre du 2 janvier 1892 adressée par M. Choquet président de la Chambre syndicale du papier, il résulte que les espérances des fondateurs du syndicat n'ont pas été déçues. Cette institution, dit M. Choquet, a donné les meilleurs résultats ; j'en trouve la preuve dans ce fait qu'aucune grève générale ou partielle ne s'est produite dans la corporation papetière depuis sa fondation en 1874.

Dans l'état actuel de notre législation, le rôle de ce conseil devait s'appliquer principalement à écarter les causes de différends susceptibles de survenir entre les patrons et les ouvriers, rôle essentiellement préventif et qui a été admirablement rempli. La réglementation amiable des salaires, des us et coutumes corporatifs, des heures de travail, etc., fixée d'un commun accord, par les soins de ce comité, n'est point restée à l'état d'œuvre absolument platonique, mais a donné lieu à des informations et des avertissements

envoyés par circulaires aux intéressés qui s'y sont généralement conformés, eu égard à l'autorité du groupe dont ils émanaient. M. E. Choquet ajoute que cette considération dont jouit le syndicat il l'a doit à son esprit démocratique qui a eu pour conséquence de resserrer aussi étroitement que possible les relations entre les patrons et les ouvriers.

L'excellent exemple donné par le syndicat mixte de la papeterie ne fut pas perdu. Dès le 1^{er} mai 1877, les délégués patrons et ouvriers typographes de Rouen constituèrent à leur tour une commission arbitrale, composée de 3 patrons et de 3 ouvriers à laquelle était dévolue la mission d'établir entre la chambre syndicale patronale et celle des ouvriers ; « des rapports réguliers pour tout ce qui concerne les besoins de l'imprimerie et de juger les différends qui viendraient à s'élever au sein de la typographie ». Elle devait connaître spécialement : « de toutes les contestations qui pouvaient lui être soumises, soit à l'occasion des dispositions contenues dans le tarif des prix de main-d'œuvre, soit de tous les cas non prévus se rattachant à ses principes ». Dans une lettre qu'il adresse au directeur de l'Office du travail, à la date du 5 octobre 1892, le Président du syndicat, M. G. Robert, se félicite hautement des résultats acquis.

C'est à la suite d'une grève dont les conséquences furent désastreuses pour leurs intérêts, que toutes les professions se rattachant à l'industrie du livre résolu-

rent de former une sorte de fédération pour la sauvegarde de leurs intérêts communs. Le principe de la nécessité d'une tentative de la conciliation fut posé dans les statuts : « Art. 6. Lorsqu'il y aura dissentiment dans une section entre les patrons et les ouvriers pour la revision du tarif, le comité de section devra avant d'ordonner la mise-bas, en informer le comité central.

Aucune grève ne devra être déclarée avant que tous les moyens de conciliation aient été épuisés.

L'accord étant reconnu impossible, le comité central donnera l'autorisation de mise-bas, si la présentation du nouveau tarif a eu lieu avec son assentiment.

Le comité central pourra, quand cela sera reconnu nécessaire, déléguer un ou plusieurs de ses membres pour faciliter l'entente ou au besoin, pour faire partie du comité-directeur de la grève ; mais il devra toujours l'envoyer sur la demande formelle de la section.

Toute grève déclarée sans l'autorisation du comité central restera à la charge de la section ; toutefois, en cas d'urgence absolue et s'il y a abaissement du salaire moyen, la grève pourra être reconnue après avis donné au comité central. »

« Le comité central déclare qu'il n'appuiera que les grèves suscitées par des tentatives faites contre des droits acquis et préalablement approuvées par lui. »

Ainsi par son action modératrice la Fédération a empêché de nombreuses grèves. En effet dès que des

indices de grèves apparaissent et sont signalés, le délégué du comité central est immédiatement envoyé sur le point menacé. Il entre aussitôt en relation avec la section locale et les patrons. Si les revendications ne lui paraissent pas justifiées, il s'oppose à la grève. En 1882 une grève fut ainsi évitée à Nancy. Il en fut de même à Nîmes.

Le Comité central combat de toutes ses forces les grèves irréflechies. L'organe du Comité, la Typographie française, s'exprime ainsi à ce sujet : « Un enseignement
« d'une grande importance se dégage des dernières
« grèves : c'est la nécessité absolue de faire pénétrer
« chez tous les travailleurs du livre le sentiment de la
« discipline aux règles statutaires, le devoir pour tous
« de subordonner toute mesure collective ou individuelle au jugement du comité syndical ou fédéral. Ce
« que nous pouvons constater, c'est que la notion parfois
« inexacte des droits est bien plus prédominante, la revendication des avantages bien plus ardente que le désir
« de remplir consciencieusement les devoirs. Et trop
« souvent nos camarades s'imaginent qu'il suffit d'appartenir à une organisation syndicale, sans remplir aucune obligation, pour que leur droit à la grève soit
« reconnu et que leur situation s'améliore comme par enchantement. Il nous faut réagir sans faiblesse
« contre cette dangereuse erreur. Les conflits qui viennent d'éclater dans plusieurs localités ont révélé le
« même état d'esprit et la méconnaissance des condi-

« tions actuelles de la lutte, comme des exigences de la
« de la situation économique. La défense moderne des
« intérêts ouvriers se fera mieux dans l'avenir par les né-
« gociations, par la diplomatie, ce mot n'est pas trop pré-
« tentieux, par l'arbitrage appuyé sur de gros bataillons
« de syndiqués disciplinés, ponctuels dans l'accomplis-
« sement de leurs devoirs autant que conciliants, mais
« fermes dans leurs revendications, plutôt que par des
« grèves fréquentes, trop souvent ruineuses, et qui
« sont la source de déplorables hostilités ouvertes ou
« latentes entre patrons et ouvriers.

« Le Comité central doit donc intervenir sans hési-
« tation pour arrêter les sections dans cette voie dan-
« gereuse où elles pourraient s'engager. Une tâche
« immense reste encore à accomplir pour faire l'édu-
« cation des travailleurs, au point de vue du véritable
« rôle des syndicats et de leurs membres dans les con-
« flits entre patrons et ouvriers. Nous devons tous tra-
« vailler avec persévérance à cette éducation qui sera
« la base de la cohésion, de la puissance et de la légi-
« time autorité de toute organisation ouvrière sérieu-
« se (1) ».

Enfin en 1884, les ouvriers typographes de Marseille émirent l'idée de créer une commission arbitrale mixte. Ils furent suivis dans cet esprit à Alger, Nice,

1. *Journal de la Typographie française*. N° du 16 octobre 1890. M. Keufer.

Paris, Rouen où leurs collègues en typographie résolurent la même création. A Lille, les patrons se refusèrent à adhérer aux propositions qui leur étaient faites par la chambre syndicale ouvrière, estimant de peu d'utilité la constitution d'un conseil d'arbitrage permanent. Nous verrons souvent que ce n'est pas du côté des salariés que l'on rencontre le plus d'obstacles à constituer des organes réguliers de conciliation et d'arbitrage. Cependant grâce à cette institution de commission arbitrale mixtes de nombreuses grèves ont été évitées. Le comité central veille toujours à ce que les grèves ne soient déclarées qu'avec la prudence la plus extrême. Les ouvriers d'une imprimerie d'Amiens le 10 janvier 1889 s'étant mis en grève avant l'arrivée du délégué du comité central, le comité central à cette occasion rappelle encore une fois aux sections l'obligation d'agir avec circonspection dans les conflits.

«... Il est irrégulier de laisser se produire des conflits
« sans que le comité central se soit prononcé, autrement ce dernier ne serait plus qu'un comité d'enregistrement, ayant à payer les grèves déclarées sans
« précaution ni réflexion suffisantes, et alors, sous
« prétexte que le conflit existe, il faut le soutenir quand
« même (1) ».

La fédération nationale des travailleurs du livre d'une part, l'union des maîtres imprimeurs de France, d'autre

1. *Journal de la Typographie Française*, 16 février 1889.

part, réunies en un congrès décident en 1895, l'institution d'une commission mixte, composée de neuf patrons et de neuf ouvriers recrutés dans toute la France. Cette commission se réunira à Paris tous les ans. Une sous-commission permanente pourra être nommée, c'est la première institution de ce genre qui aura été instaurée en notre pays.

A côté de ces commissions arbitrales s'en forment d'autres. C'est ainsi que les délégués des Chambres syndicales, (ouvriers et patrons) s'assemblèrent le 26 octobre 1891 à la mairie de Boulogne-sur-Seine pour arrêter d'un commun accord les us et coutumes sous lesquels s'exerce le travail manuel dans les établissements de blanchisserie. Un véritable code corporatif fut élaboré, il réunit les suffrages de toutes les chambres syndicales qui le reconnurent comme devant à l'avenir régir le travail dans les blanchisseries. La convention contenait en outre, différents articles qui étaient une véritable innovation.

L'article 13 des statuts disait : « Il est formé dans chaque grand centre de blanchissage une chambre dite du travail de la blanchisserie, sorte de commission arbitrale composée de deux patrons et de deux ouvriers. La Commission sera présidée par un délégué toujours révocable qui sera désigné par un comité de délégués élus en nombre égal par les chambres syndicales. En cas de partage des voix, le président

aura voix délibérative et départagera les membres de la commission.

Les membres de la commission seront choisis respectivement par les chambres syndicales intéressées. Ils siégeront à jour fixe et autant que possible au milieu du centre où leur action devra s'exercer.

Leurs fonctions seront purement honorifiques etc... »

L'article 14 de la convention règle le fonctionnement de cette commission arbitrale ; « cette commission arbitrale convoquera devant elle les parties, quand l'une d'elle l'aura saisie d'une contestation. Elle donnera son avis motivé et fera en sorte d'obtenir une conciliation chaque fois qu'elle le pourra et le jugera nécessaire. »

Si ces tentatives de conciliation échouent « la commission arbitrale fera signer une déclaration formelle comme quoi elles s'en remettent à son arbitrage.

La sanction se trouve dans l'article 16 ainsi conçu : « Tout patron ou ouvrier qui ne se sera pas conformé à la décision de la commission arbitrale, alors qu'au préalable il aura déclaré par écrit signé de sa main devoir s'y conformer, sera déféré au conseil des juges prud'hommes. L'arrêté de ce conseil sera exécutoire avant tout autre instance qui pourrait décider par la suite, en faveur de l'ouvrier ou du patron condamné une première fois. En d'autres termes le condamné devra s'exécuter avant de pouvoir poursuivre à son tour ».

Le 29 mai 1892, le syndicat national des ouvriers d'art tente la création d'un conseil permanent de conciliation et d'arbitrage. 1° un Comité de conciliation. 2° un bureau général ; 3° un arbitre permanent, constituant ce conseil. Seul le bureau général devant lequel sont portées les affaires qui n'ont pu être conciliées, peut rendre une décision arbitrale. Si l'accord n'est pas établi, l'arbitre permanent doit rendre une sentence qui devient définitive et obligatoire pour les parties.

Les Chambres syndicales, patronale et ouvrière, des coiffeurs de Paris établissent en 1894 une convention réglant les conditions du travail dans cette industrie. Une commission comprenant 10 patrons et un nombre égal d'ouvriers reçut d'après l'art. 4 des statuts la mission de concilier ou de juger à l'amiable les différends qui peuvent se produire entre patrons et ouvriers.

Enfin on compte de nombreuses Chambres syndicales ouvrières ou patronales qui ont inséré dans leurs statuts des clauses relatives à la conciliation et à l'arbitrage, 144 syndicats patronaux sur 1212, 648 syndicats ouvriers sur 1588, 24 syndicats mixtes sur 147, ont inséré cette clause dans leurs conventions (1).

Les patrons, ainsi que nous l'avons déjà vu, ne se montrent pas toujours les plus favorables à cette innovation. A Calais le Syndicat des Tullistes ayant émis

1. M. Lyonnais dans son rapport fait à la Chambre des Députés en 1889.

le vœu de la création d'un comité arbitral ; les patrons se refusent à accueillir cette ouverture sous l'étrange prétexte qu'il y aurait là un double emploi avec le Conseil des Prud'hommes. Cependant la confusion entre les deux organes est bien difficile à admettre.

Le 26 novembre 1893, M. Ed. Lozé propose et fait adopter à l'unanimité par les délégués du syndicat de mineurs du Nord assemblés à Sin-le-Noble l'ordre du jour suivant : « Après avoir entendu M. Ed. Lozé, qu'il « avait appelé pour lui fournir des renseignements « sur les comités de conciliation et d'arbitrage, fonctionnant depuis longtemps déjà, dans les grands centres industriels étrangers et en avoir délibéré.

« Le Congrès des délégués du syndicat des mineurs « du Nord ;

« Considérant qu'il y a lieu de faciliter la solution « des questions sociales, déclare plus que jamais nécessaire l'union de tous les ouvriers, et affirme sa « confiance en l'organisation syndicale, comme moyen « de rénovation et de justice sociale ;

« Répudie la violence et l'intolérance et devance les « patrons dans la voie de la modération ;

« Considérant en outre qu'une ère d'apaisement permettra d'examiner et de résoudre avec plus d'impartialité les questions ouvrières ;

« Est d'avis qu'il y a lieu d'organiser, dans le bas-sin houiller, des comités professionnels et perma-

« nents de conciliation et d'arbitrage, sur le pied d'une
« parfaite égalité entre patrons et ouvriers ;

« Espère que tous les bons citoyens se joindront à
« M. Lozé et au syndicat pour en propager l'idée et
« la faire accepter par les compagnies. »

Acceptées par un vote favorable du Congrès, ces propositions n'eurent pas le même sort auprès des Compagnies du Nord, auxquelles elles furent soumises. Le syndicat vit ses avances non accueillies. Les patrons basaient leur refus sur ce que :

1° La proposition venait du syndicat qui ne représentait pas la totalité des ouvriers ;

2° Quand un ouvrier a une réclamation à faire il peut s'adresser à l'ingénieur de son puits d'abord, au directeur de la mine ensuite ;

3° Dans les périodes de calme, ces comités de conciliation ne constitueraient que des parlotes inutiles ; dans les moments de troubles ; ils seraient impuissants à prévenir la grève.

4° Pourquoi propose-t-on cette nouvelle institution spécialement pour l'industrie des mines.

Le mauvais vouloir des Compagnies éclate avec évidence. Les arguments qu'elles opposent ne tiennent pas. Il est facile de les détruire. Les trades-unions anglaises sont là comme la preuve la plus évidente que l'institution projetée est d'une grande utilité et qu'elle serait appelée à rendre les services les plus appréciables. On peut dire que les compagnies recourent à la voie

hiérarchique, je n'en disconviens pas. Mais la voie hiérarchique est longue tandis que les comités de conciliation résolvent d'une façon bien plus rapide les difficultés dès qu'elles se produisent. J'estime également que dans la période de calme les comités de conciliation pourront appliquer toute leur activité à l'étude de questions à la résolution desquelles l'industrie sera intéressée. — Si les mineurs ont proposé cette innovation pour leur propre industrie, c'est qu'ils étaient attachés tout particulièrement à sa prospérité, ils n'avaient pas à se préoccuper des autres industries. La vérité qui ressort d'une façon évidente de ces oppositions systématiques, c'est que nos patrons répugnent à l'idée d'une intrusion étrangère dans leurs affaires dont ils entendent garder la direction exclusivement personnelle. Mais les temps sont venus, qu'on le veuille ou non, où la pratique de semblables théories ne saurait s'exercer.

Longtemps il nous faudra attendre, avant que les efforts laborieux de nos législateurs aboutissent à nous donner une loi capable de nous mettre à même de résoudre pacifiquement les conflits qui peuvent surgir entre patrons et ouvriers. Bien avant cependant que l'arbitrage ne fût réglé par une procédure officielle, des cas assez nombreux s'étaient présentés où les parties animées d'un même esprit de conciliation résolurent spontanément de s'en remettre à la décision de tierces personnes, qui se trouvaient n'avoir aucun inté-

rêt dans le différend, et dont par suite l'on ne pourrait suspecter le jugement. Souvent ce moyen ingénieux, réussit à terminer d'une façon heureuse des conflits qui, abandonnés à eux-mêmes, auraient pu avoir une solution moins pacifique. Les succès obtenus eurent alors un grand retentissement, ils furent à la fois et comme une indication et comme un encouragement à nos législateurs. Je crois que par leur importance, par l'influence qu'elles ont déterminée, ces grèves ont un très grand intérêt. Il convient dès lors de ne pas les passer sous silence.

GRÈVE DES OUVRIERS DE LA COMPAGNIE DES OMNIBUS
DE PARIS, (mai 1891).

Les employés et ouvriers de la compagnie des Omnibus de Paris, désirant bénéficier des prérogatives de la loi du 21 mars 1884 s'étaient formés en syndicat professionnel. Bientôt ce syndicat se heurta à une hostilité sourde de la part de la compagnie. Ayant voulu obtenir certaines réformes de nature à porter quelques tempéraments aux règlements, le syndicat donna mission à deux délégués d'obtenir une audience du conseil d'administration afin de lui exposer l'objet des réclamations. Ce fut par un refus qu'on répondit à cette démarche.

MM. Vacquerie, Mesureur et Pierre Lefèvre demandèrent alors au président du Conseil d'administration

« l'autorisation de lui présenter les membres du bureau du syndicat chargés par l'assemblée générale des employés et ouvriers de lui soumettre les revendications qu'elle avait formulées, de les examiner avec eux et d'en poursuivre la réalisation. »

M. Mesureur fut avisé qu'il serait reçu, en sa double qualité de *Député de la Seine et d'ancien conseiller municipal de Paris*. C'était très nettement indiquer que la Compagnie se refusait à entrer en pourparlers avec les délégués du syndicat. Le 24 mai 4.000 ouvriers réunis au Tivoli Vaux-Hall résolurent devant une attitude si peu conciliante de se mettre en grève. La Compagnie dans l'impossibilité absolue d'assurer le service dont elle était chargée, sollicita M. Levraud, président du conseil municipal de servir d'intermédiaire entre elle et les ouvriers. M. Levraud se rendit à la prière de la Compagnie. Après de longues discussions et de sérieux efforts, un accord fut établi entre les délégués ouvriers et les membres du conseil d'administration. La convention acceptée portait :

« 1° Les employés révoqués depuis le 10 mai seront réintégrés dans leurs fonctions ;

2° La durée de la journée de travail est fixée en principe à douze heures, depuis la sortie du dépôt jusqu'à la rentrée au dépôt, non compris le temps des repas fixé à une heure et demie. Le nouveau service fonctionnera à partir du 18 juin au plus tard ;

3° Les revendications formulées par les employés de

toutes catégories seront ultérieurement examinées et discutées entre les représentants de la Compagnie et ceux du syndicat légalement constitué. »

La reprise du travail fut générale. Quelques mois plus tard, les employés se plaignirent que la convention fut violée par la Compagnie. En fait, il avaient raison; car en décembre 1891 plusieurs constats d'huissiers établissaient que par suite de l'inauguration d'un nouveau service, certains employés fournissaient un travail quotidien de 12 heures 25 minutes et même 13 heures 39 minutes. Le syndicat agit en justice devant le Tribunal de commerce de la Seine. Dans son action il visait deux buts; il demandait: 1° que le Tribunal voulût bien assurer l'exécution de la convention; 2 qu'il allouât 50.000 francs de dommages-intérêts pour les violations de la convention.

Le Tribunal de Commerce lui a donné gain de cause sur le premier point, mais il a repoussé le second. Il a déclaré que dans le mois de la signification du jugement, la Compagnie ne fera travailler que 12 heures par jour, sinon et faute de ce faire, la condamne à payer 100 francs par jour de retard. Quant au second point, le jugement repousse la demande de dommages-intérêts pour le passé, parce qu'un syndicat professionnel ne peut citer en justice que pour la défense des intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé et, qu'en l'espèce, l'action du syndicat ne prenait pas sa base dans les intérêts communs et collectifs, mais

qu'il la prenait dans ce fait que certains de ses membres avaient travaillé quelques heures en dehors de la convention ; de préjudice, le syndicat n'en a pas personnellement souffert, mais certains syndiqués seulement, donc il n'y a pas d'intérêts communs.

Cette décision est du 4 février 1892 (1).

J'ai relaté ce jugement pour montrer qu'en certains cas des moyens coercitifs peuvent être par la loi attachés aux conventions collectives et aux sentences arbitrales (2).

GRÈVE DE LA COMPAGNIE DES MINES DE VICOIGNES (Nord).

Dans le département du Nord, la Compagnie des Mines de Vicoignes ayant, malgré l'opposition des ouvriers, apporté certaines modifications à l'organisation de la caisse de secours et de retraites, 600 ouvriers se mirent en grève. Pour trancher le différend la Compagnie accepta l'offre qui lui était faite de s'en remettre à la décision d'arbitres. Sur sa demande un arbitre fut envoyé par le Ministre des Travaux Publics, les ouvriers ayant de leur côté porté leur choix sur M. La-

1. Voir *Annuaire des syndicats professionnels. Revue des Sociétés* 1893, page 597.

2. Pour le jugement consulter également : *Office du Travail. Année 1893. De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'Etranger* page 529 et s.

mendin membre du Conseil supérieur du Travail et secrétaire général du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais. Tout d'abord la Compagnie refusa d'entrer en pourparlers, prétextant que M. Lamendin n'était pas ouvrier mineur à Vicoignes. La grève continua. Elle s'étendit bientôt à Marles. Quelques jours après, la question d'une grève générale fut agitée dans une réunion des délégués du Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais. On se plaignait de la diminution des salaires et surtout des tentatives de la compagnie, faites en vue de désorganiser le syndicat. 20.513 ouvriers furent appelés à prendre part au vote : 13.062 se déclarèrent pour la grève générale. 7315 demandèrent la continuation du travail. Dans une réunion tenue à Lens le 8 novembre furent formulées les revendications à faire valoir auprès des compagnies ; les mineurs voulaient une répartition plus équitable des salaires ; ils réclamaient une moyenne de 5 fr. 50 prime non comprise pour les ouvriers à la veine ; de plus une augmentation de 0 fr. 50 par jour pour les autres catégories d'ouvriers

En outre, la réorganisation des caisses de retraites et de secours était réclamée, ainsi que la fixation de la journée à 8 heures. Enfin, ils demandaient également la réintégration des ouvriers congédiés pour faits de grèves ou organisation du syndicat.

M. Lamendin, Secrétaire Général du Syndicat des ouvriers mineurs du Pas-de-Calais, reçut, dès le 13

novembre 1891, la réponse des compagnies à ces propositions. En ce qui concernait la répartition plus équitable des salaires, elles prétendaient ne pouvoir sous une forme aussi vague se faire une idée du grief allégué. « Elles ne peuvent non plus accepter la proposition d'élever aujourd'hui ces salaires à 5 fr. 50 plus une prime de 20 pour 100 ce qui porterait à 6 fr. 60 par jour », prétendant que depuis 1888, l'augmentation des salaires ressort à 20 pour 100. Pour ce qui regarde la réorganisation des caisses de retraites et de secours, les compagnies houillères attendent que le projet de loi voté déjà à la Chambre des Députés et qui doit répondre aux désirs de tous, aboutisse le plus vite possible.

Elles se refusent à admettre l'augmentation de 0 fr. 50 sollicitée en faveur des ouvriers des autres catégories.

En ce qui touche la durée de la journée de travail, elles affirment que le nombre d'heures de travail effectif est de 8 h. 8 minutes ; les ouvriers ont donc sur ce point entière satisfaction. Les compagnies repoussent la proposition concernant la réintégration des mineurs congédiés. L'ouvrier, disent-elles, pouvant toujours quitter la compagnie qui l'occupe, celle-ci doit pouvoir jouir de la même prérogative et pouvoir donner congé à ceux de ses ouvriers dont elle n'a pas besoin ou dont les services ne la satisfont pas. Cette réciprocité est juste et ne saurait être mise en discussion. En résumé, les compagnies ne répondaient que par des refus à toutes les demandes des mineurs.

Devant cette attitude moins que conciliante, la grève générale fut décidée : déclarée le 16 novembre, elle était dans son plein le 23 du même mois. La situation devenait grave, Le gouvernement interpellé par M. Clémenceau (1), promit d'intervenir et de faire tout ce qui dépendait de lui pour mettre fin à une situation dont il ne se dissimulait pas le danger. A cet effet le Ministre des Travaux Publics désigna cinq arbitres : 1 président de section au Conseil d'Etat ; 2 conseillers d'Etat ; 2 Ingénieurs des Mines. Les compagnies acceptèrent ces arbitres ; mais il n'en fut pas de même des ouvriers qui réclamèrent de vrais arbitres et non des juges, et qui refusaient énergiquement de se soumettre aux décisions d'une commission arbitrale dans laquelle ils ne seraient pas représentés, ajoutant qu'il appartenait aux parties de nommer leurs arbitres. Ils désignèrent donc cinq délégués (2), attendant que les compagnies imitassent cet exemple. Le comité des houillères vota alors la résolution suivante, dans une réunion tenue à Douai le 25 novembre. « Le comité des houillères nomme cinq délégués pour se mettre en rapport avec les délégués du syndicat ouvrier, à la condition que dans le cas où ils ne se mettraient pas d'accord, la commission de cinq membres nommés par le

1. Chambre des députés. Séance du 19 novembre 1891.

2. Basly, Lamendin, Paris, Beugnet, Jouveneau.

Ministre des travaux publics constitue le tiers arbitre (1).

Le 27 novembre les délégués tinrent une réunion. Quarante-huit heures après l'entente était conclue. En réalité, aucune des revendications ouvrières n'aboutit. Les compagnies se bornaient à leur donner l'assurance que les salaires ne subiraient aucune diminution malgré la baisse très accentuée des prix de vente. Elles promettaient en outre de ne point remettre de livret pour cause de la grève actuelle, mais elles réservaient toute leur liberté à l'égard de ceux de leurs ouvriers condamnés pour délits de droit commun. En ce qui concernait la réorganisation des caisses de secours et de retraites, elles émettaient le vœu que la loi soumise à l'examen du Parlement fut votée le plus tôt possible, déclarant qu'elles étaient prêtes à accepter tous les sacrifices qui pourraient leur être imposés par les dispositions du texte définitif de la loi. Toutes instructions utiles, promettaient-elles également, seront données à l'avenir aux porions, chefs porions, pour que les ouvriers n'eussent à se plaindre d'aucune partialité dans la répartition du travail et du salaire.

1. Les cinq délégués sur lesquelles s'était porté le choix des compagnies étaient : MM. Vuillemin, président du comité, directeur des mines d'Aniche, Kolb-Bernard, directeur des mines de Courrières ; Dumont, directeur des mines de Béthune ; Voisin, directeur des mines de Dourges ; Vialle, directeur des mines de Liévin. M. Dombre, directeur des mines de Douchy fut désigné comme membre suppléant.

La compagnie des mines de Lens traita directement avec les représentants des mines sur de semblables bases. La grève se termina et le 1^{er} décembre les puits recouvrèrent leur activité accoutumée.

Il y a un point sur lequel il convient de fixer l'attention : c'est que la fin d'une grève aussi considérable a été due à l'organisation puissante des parties en présence. C'est cette organisation qui a permis d'aboutir pacifiquement à la solution d'un conflit, qui sans elle aurait pu tourner d'une toute autre façon.

GRÈVES DE CARMAUX.

L'année suivante, deux grèves éclatèrent à Carmaux. Ces grèves empruntent un intérêt tout particulier en ce sens, que c'est à leur occasion que pour la première fois on eut recours aux procédés de l'arbitrage. Dans les grèves du Pas-de-Calais, on fit surtout appel à la conciliation. (1)

1. Les deux mots *conciliation* et *arbitrage*, sont souvent pris l'un pour l'autre. Il faut soigneusement les distinguer. *La conciliation se borne à mettre les parties en présence*, on espère arriver à l'entente, mais *la liberté des parties reste entière*. *L'arbitrage* est différent, il suppose que des parties ont voulu d'avance s'engager à accepter la décision de l'arbitre (M. Jay dans son cours de Législation industrielle, années 1896-1897).

Les rouleurs et les mécaniciens sollicitaient une augmentation de salaire, les mineurs s'unirent bientôt à eux. Ils décidèrent d'un commun accord de rassembler en un cahier les réclamations qu'ils avaient à formuler. Les propositions présentées ne furent point accueillies de la compagnie.

Les mineurs résolurent alors de recourir à l'intervention du Préfet du Tarn, ils lui demandèrent d'organiser un arbitrage. La Compagnie ne formula aucune objection. On procéda de part et d'autre à la nomination de délégués. Le choix des ouvriers se porta sur MM. Lamendin, député qui fut remplacé par M. Gaudial ; Riondet et Calvignac. MM. le Baron Reille, Albert Gigot et Humblot reçurent la mission de représenter la Compagnie. Après trois jours de séance, ainsi que nous l'apprend le procès-verbal, les arbitres reconnurent qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité d'aboutir sur tous les points en un accord définitif. En conséquence, ils résolurent à l'unanimité qu'il y avait lieu de recourir au tiers arbitrage. Ce tiers arbitrage serait confié à trois arbitres désignés, l'un par le Ministre des Travaux Publics, le second par les arbitres de la Compagnie, le troisième par les arbitres des ouvriers. Ces arbitres, ainsi qu'il fut décidé, siègeraient en présence de membres de la commission d'arbitrage chargés de donner leur appréciation sur chacun des points en litige. La réunion des tiers arbitres nouvellement nommés eut lieu aussitôt. Trois jours leur suffirent pour rendre

une sentence qui fut acceptée par les deux parties. Ainsi prit heureusement fin la grève.

La paix conclue ne fut hélas pas de longue durée. Des causes, cette fois d'un caractère essentiellement politique, devaient en amener la rupture. L'ouvrier Calvignac depuis de longues années au service de la Compagnie, fut élu conseiller municipal et maire de Carmaux. Pour remplir les obligations auxquelles l'assujettissaient ses fonctions administratives, le nouveau maire sollicita de son administration l'autorisation de s'absenter deux jours par semaine. Mais sa demande ne fut pas agréée. L'ouvrier Calvignac obtint alors un congé régulier pour cause de maladie. Il profita de la liberté que lui donnait ce congé, pour se porter au Conseil d'arrondissement; sa candidature eut un plein succès. Le baron Reille qui venait de subir plusieurs échecs électoraux, se sentit comme atteint par le choix du nouveau conseiller d'arrondissement et mal conseillé, congédia l'élu. C'était une atteinte directe au suffrage universel. Les ouvriers se solidariserent et en matière de protestation abandonnèrent le travail. Ils exigeaient la réintégration de leur camarade. Mais sur ce point on se montrait intraitable. Irrités, les ouvriers envahirent l'habitation de l'ingénieur. Des violences eurent lieu, la situation devenait grave. La grève prit cependant dans la suite une apparence de calme. Les ouvriers résistaient depuis deux longs mois. L'administration se refusait à accepter les propositions d'arbi-

trage qui lui étaient présentées. C'est alors que le Parlement résolut de s'occuper d'un état de chose aussi préjudiciable aux intérêts de toute une région (1). Contraint moralement le baron Reille consentit à accepter comme arbitre, M. Loubet alors ministre de l'Intérieur. Les grévistes après quelques hésitations adhérèrent à cet arbitrage et donnèrent mission à MM. Clémenceau, Pelletan et Millerand de les représenter.

Après avoir scrupuleusement examiné le conflit soumis à son examen, M. Loubet rendait la décision suivante : 1° Calvignac sera réintégré dans ses fonctions d'ouvrier de la Compagnie. Un congé lui sera également accordé pendant tout le temps que dureront ses fonctions de maire ; 2° seront repris par la Compagnie tous les ouvriers qui se sont mis en grève, à l'exception toutefois de ceux qui ont été condamnés par le tribunal correctionnel d'Albi. 3° Il n'y a pas lieu de pourvoir au remplacement de M. Humblot.

En recevant la réponse de l'arbitre, les délégués des ouvriers ne purent que constater l'échec complet de leur mission. Ils ne recevaient satisfaction sur aucun des points en litige, puisque Calvignac était mis d'office en congé. De plus, on ne leur accordait point la réintégration de tous les ouvriers. Enfin la sentence

1. Séance du 18 octobre 1892.

innocentait M. Humblot, l'ingénieur, contre lequel les ouvriers avaient fait valoir de nombreux griefs.

Après avoir écouté la lecture de la sentence arbitrale, les grévistes résolurent de ne point s'y soumettre, et décidés à épuiser les moyens pacifiques et légaux, ils firent appel de cette sentence devant l'opinion républicaine confiants en son verdict. Il faut l'avouer ce verdict ne fut pas en leur faveur. L'opinion du pays qui jusque-là avait été sympathique à la cause des travailleurs, fut en quelque sorte froissée par ce manquement à la parole donnée. Les ouvriers ne tardèrent pas à comprendre qu'ils se trouvaient en mauvaise posture, réduits qu'ils allaient être à leurs seules ressources ; la cessation de la grève fut décidée. Le trois novembre ils se remirent au travail.

Dans les deux grèves dont nous venons de voir le développement, on peut dire que la procédure de l'arbitrage fut faussée. Ainsi dans le département du Pas-de-Calais comme à Carmaux, le travail demeure suspendu durant l'arbitrage, c'est contraire aux principes, le travail ne devrait pas être interrompu. En Angleterre où le moyen de trancher les conflits a pris de grandes proportions, on n'arrête pas le travail, les ouvriers attendent à l'atelier, dans l'usine, ou la mine, la sentence qui doit être acceptée, quelle que soit la décision rendue

On peut juger les avantages d'un tel mode de procédé. Je critiquerai également l'intervention du Préfet

du Tarn, je trouve toujours dangereux au point de vue politique le choix d'un arbitre par le Gouvernement, surtout dans un pays de suffrage universel. L'intervention directe d'un Ministre de l'Intérieur dans une grève me paraît avoir les inconvénients les plus graves. Je sais que dans la grève de Carmaux, M. Loubet n'a accepté son rôle que pour mettre fin à une situation des plus troublée, il a mis toutes ses forces à sauvegarder les intérêts de tous. Il n'a pas empêché cependant que le gouvernement ait été atteint dans sa personne, puisque la sentence rendue n'a pas été accueillie des ouvriers. A Carmaux on est allé un peu vite, on aurait dû tenter la conciliation avant de recourir à la voie de l'arbitrage. L'arbitrage, il ne faut pas l'oublier, doit venir en dernier ressort.

Il y a un fait des plus importants à retenir de la grève de Carmaux, c'est qu'en définitive il apparaît qu'une sanction morale peut avoir une influence parfois considérable sur les décisions arbitrales. La sanction morale a été dans ce conflit assez puissante pour imposer de force la sentence arbitrale. Ceux qui seraient tentés de méconnaître la parole donnée apprennent ainsi qu'ils ne doivent plus compter sur les sympathies de l'opinion publique.

DE L'EXAMEN DES PROJETS DE LOI SUR
L'ARBITRAGE, ANTÉRIEURS A LA LOI DU
27 DÉCEMBRE 1892.

Lors de la discussion du projet de loi sur les associations en 1864, M. Emile Ollivier, ainsi que je l'ai déjà exposé, avait tenté vainement d'y apporter quelques modifications en proposant d'introduire dans le texte, l'obligation d'un essai d'arrangement, avant toute tentative de grève.

Le Gouvernement se montrait hostile à toutes propositions ayant pour but la conciliation. Vingt ans s'écouleront avant que la question ne soit de nouveau soumise à l'examen du Parlement. Ce n'est en effet que le 26 mai 1886 que MM. Camille et Benjamin Raspail, déposèrent une proposition touchant *l'arbitrage obligatoire*. La proposition ne visait aucune *sanction*. M. Camille Raspail la compléta en la renouvelant le 23 janvier 1890. Si le refus de se *soumettre à l'arbitrage obligatoire* venait du patron, le public en sera informé par des *affiches* placardées, par des avis insérés dans

les journaux de la région. L'article 2 portait que : « Si, au contraire, le refus d'accepter l'arbitrage obligatoire vient de la part des ouvriers ou de leurs délégués, ils ne pourront pas bénéficier de la loi du 27 mai 1864 (sur la liberté de coalition). »

Est-ce à dire que les ouvriers sont astreints à accepter la sentence rendue par les arbitres? pas le moins du monde. Ils peuvent se mettre en grève, si la décision arbitrale ne les satisfait pas. Ce projet n'impose en aucune façon l'arbitrage obligatoire, mais bien *l'obligation du recours à l'arbitrage*. Ce qui n'a aucun rapport. Tout différend entre patrons et ouvriers doit être soumis à des arbitres, à ce seul point de vue les ouvriers et patrons sont tenus de se conformer à la loi; mais toute faculté est laissée aux uns et autres, pour la suite qu'il convient de donner à la décision des arbitres. Au fond ce à quoi l'auteur du projet tend, c'est à éclairer l'opinion publique, de façon à ce qu'elle ne s'égare pas, et qu'elle puisse juger les torts ou les raisons des uns ou des autres, lorsque la grève se manifesterait. C'est aussi la même pensée qui avait inspiré M. Lockroy, à ce moment ministre du commerce, lorsque le 27 mai 1886 il déposait sa proposition (1). Il avait une confiance réelle en la vertu de la sanction

1. Chambre des Députés. Session de 1886. Documents parlementaires. N° 753. Projet de loi sur l'arbitrage présenté par M. Lockroy, ministre du commerce et de l'industrie.

morale qui lui apparaissait comme devant être suffisante. Pour M. Lockroy l'opinion publique doit imposer le dénouement, sa toute puissance est incontestable ; elle fait mieux que des lois, elle fait des mœurs. Il faut la contraindre à se prononcer et à agir dans les questions d'ordre social. Il sera difficile de résister au courant d'opinion qui viendra soutenir les décisions arbitrales et qui rendra impossible au condamné de se soustraire à l'arrêt prononcé contre lui.

Le maire devait, d'après les dispositions du projet, être saisi de la demande d'arbitrage. Si l'arbitrage n'est pas accepté, le maire délivre à la partie demanderesse une déclaration attestant que le tribunal n'a pu être constitué. C'est la sanction. Bien que la loi laisse aux parties toute latitude pour fixer le nombre des parties, elle exprime cependant le désir de voir ce nombre fixé à 2. La production de la comptabilité n'est pas exigée d'une façon impérieuse. La sentence arbitrale revêtue de la signature des arbitres est remise au maire qui la rend publique par voie d'affiches apposées à la place réservée aux publications officielles.

Les propositions d'arbitrage, ainsi que les refus qui leur seraient opposés, doivent être consignés, avec indication des motifs allégués, sur un registre conservé dans les mairies ; de plus, ils doivent être également portés à la connaissance du commerce et de l'industrie et livrés à la publicité par voie d'affichage

et d'insertion au *Moniteur officiel du commerce*. C'est toujours comme on le voit à l'opinion publique qu'il est fait appel en dernier ressort. Ce moyen serait-il infallible, il y aurait encore lieu de se demander, si l'opinion publique sera toujours à même de se prononcer en toute équité.

MM. Le Cour, de Lamarzelle et Albert de Mun, le 16 juin 1887, présentaient à leur tour un nouveau projet sur l'arbitrage. Certaines modifications étaient apportées au projet Lockroy. Le maire avait paru de par son caractère politique ne pas être assez exempt d'impartialité. Il semblait aux auteurs du nouveau projet que les influences politiques pèseraient moins sur le président du tribunal de commerce auquel ils prêtaient plus d'indépendance. Ce magistrat ne remplira qu'un rôle d'intermédiaire entre les parties, il recevra les propositions, les transmettra, mettra en présence les adversaires et s'efforcera de les amener à signer un compromis contenant un engagement à comparaître devant les arbitres et déterminant les conditions et l'organisation de cet arbitrage.

MM. Le Cour, de Lamarzelle et Albert de Mun espèrent que la convocation faite par le magistrat aura pour effet de rendre les arbitrages plus fréquents. C'est toujours sur l'opinion publique qu'ils comptent pour contraindre ouvriers et patrons à ne point se refuser à tenter un rapprochement. Toutefois ils repous-

sent l'idée d'afficher les propositions et de rendre public le refus d'accepter de faire trancher le conflit par la voie de l'arbitrage. Pour justifier leur opposition, ils disent que ce peut être souvent un acte sage et de prudence qui dicte ce refus. En effet il arrive souvent que les propositions faites à l'employeur sont inacceptables. Il pourrait y avoir danger à désigner ce patron à la vindicte populaire. Les mêmes conséquences ne sont point à redouter pour les salariés. Cependant l'affichage était maintenu pour la sentence arbitrale elle-même.

Le projet Lecour avait un côté véritablement original, c'était la constitution des conseils permanents (et non plus accidentels comme dans le projet Lockroy) de conciliation et d'arbitrage.

Les personnes appartenant à une même profession ou s'adonnant à des professions similaires, pouvaient constituer d'un commun accord, un conseil arbitral permanent, elles n'avaient besoin de solliciter aucune autorisation, la liberté la plus grande leur était laissée pour organiser ce conseil. Prévenir et régler les difficultés qui à chaque instant peuvent surgir entre patrons et ouvriers au sujet des règlements d'ateliers, des chômages, en un mot de toutes les conditions de travail, telle devait être la mission incombant à ces conseils permanents. D'après ces dispositions du projet la convention acceptée par les parties devait être écrite. Un double exemplaire de l'acte contenant ladite

convention devait être adressé au Président du tribunal de commerce ainsi que les dispositions réglant l'organisation du conseil. Au Président du tribunal de commerce appartenait le soin de fixer la date du jour des élections des membres faisant partie du conseil.

Le ressort du tribunal de commerce limitait la juridiction du conseil permanent.

Du Conseil proprement dit, se détachait un comité de conciliation. Toute latitude était laissée pour son organisation aux intéressés.

L'exposé des motifs était ainsi conçu : « Le comité
« de conciliation non seulement peut être saisi de toutes
« les difficultés prévues par une demande d'un des
« intéressés, mais il peut et doit intervenir d'office.
« Il a pour mission d'instruire toutes les affaires sus-
« ceptibles d'être soumises à la juridiction du conseil,
« de favoriser l'entente entre les deux parties. Il ne
« rend pas de sentence, et si l'affaire ne peut être ré-
« solue que par un jugement arbitral, il la transmet au
« conseil. Il doit se réunir non seulement toutes les
« fois que le président aura été saisi d'une affaire, mais
« régulièrement tous les mois ou tous les trois mois,
« pour voir s'il n'y'a pas lieu d'intervenir d'office ».

Une commission nommée en 1886, chargea M. Lyon-
nais d'examiner les trois projets qui lui étaient soumis.
Le rapporteur n'arriva à terminer son travail que le 27
juin 1889, c'est-à-dire à la fin de la législature, la Cham-

bre se trouvait donc dans l'impossibilité d'en aborder utilement la discussion.

Le rapporteur, M. Lyonnais était absolument convaincu qu'il était de la plus impérieuse nécessité qu'une loi fût votée donnant les moyens de mettre fin d'une façon pacifique aux conflits collectifs qui naissent entre patrons et ouvriers, mais dans l'état actuel de notre régime économique M. Lyonnais constatait l'impossibilité d'instituer l'arbitrage obligatoire. Quelle serait la sanction ? Voilà le point délicat, c'est le côté difficile du problème à résoudre. Force est pour l'instant de se contenter de la sanction morale préconisée dans le projet Lockroy. M. Lyonnais se prononçait en faveur des conseils accidentels. Il voulait bien cependant admettre que la faculté soit laissée aux syndicats professionnels de créer des conseils permanents. Il demeurerait bien entendu, que seuls les syndicats reconnus par la loi pourraient jouir de cette faveur.

Le projet fut accepté par la Commission qui le fit sien ; il renfermait deux titres. L'article 1^{er} autorisait les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers à constituer des comités de conciliation et d'arbitrage. Un acte écrit et consigné sur un registre spécial destiné à renfermer les délibérations du Conseil, devait indiquer le fonctionnement de l'institution. Une copie de l'acte devait être adressée et au Conseil de prud'hommes et au Ministre du Commerce. Un exemplaire de la convention devait de plus être également remis à cha-

que membre du syndicat. Cette convention avait force de loi devant les tribunaux compétents. Cependant quarante-huit heures étaient laissées à chaque membre du syndicat pour déclarer qu'il ne se regardait pas comme lié par ladite convention.

L'article 2 concernait la procédure à suivre en ce qui concernait l'arbitrage accidentel. C'était en quelque sorte avec de légères modifications la reproduction du projet Lockroy. Au maire était laissé le soin de diriger les pourparlers. Le rôle du maire est passif. La sanction morale du projet Lockroy subsistait. Ainsi que je l'ai déjà dit, ces propositions furent déposées trop tard pour être discutées utilement.

Dès le commencement de la nouvelle législature, M. Le Cour présenta de nouveau son projet, le 23 janvier 1890, M. Camille Raspail imita cet exemple. Avant de se prononcer, le Gouvernement chercha à se fixer sur l'opinion publique et par une circulaire du 16 mars 1890, demanda aux Chambres de commerce, aux Chambres consultatives des arts et manufactures, aux Conseils de prud'hommes, leurs avis sur les projets soumis. Les réponses faites furent examinées par le Conseil du Travail dans sa première session qui eut lieu du 18 au 28 février. En majorité, les déclarations faites étaient défavorables à tout projet de loi sur l'arbitrage. Certaines prétendaient que les conseils permanents de conciliation feraient naître des conflits en nombre infini.

Il est dangereux, disait la Chambre de Commerce de La Rochelle, d'habituer les ouvriers à l'idée qu'à tout moment ils ont le droit de modifier le taux de leur salaire et les engagements tacites ou explicites qu'ils ont pris en entrant dans un atelier ou dans un chantier. Pourquoi, disait la Chambre de commerce de Mazamet, offrir aux ouvriers le moyen de faire naître des conflits ?

La Chambre de Commerce de Paris, elle-même se prononçait contre le projet. Les dispositions, disait-elle, qui comportent les projets de la loi sur l'arbitrage sont *inutiles, insuffisantes, dangereuses*. L'arbitrage facultatif est déjà dans la loi. Il n'y a pas de sanction. « En un mot, il sera toujours en fait, facile d'exécuter la sentence arbitrale contre les patrons, il sera presque impossible de l'exécuter à l'égard de l'ouvrier ». L'affichage, seule sanction, manquera d'efficacité lorsqu'elle s'appliquera à une foule, mais lorsqu'elle s'appliquera au patron ? « L'affichage sur la maison de ce patron ne le désignera-t-il pas aux colères et à la fureur de cette foule ?.... » La Chambre de commerce de Paris attendait du progrès naturels des mœurs publiques la solution du problème. « Ce n'est donc pas, disait-elle, dans l'arbitrage obligatoire que nous trouvons la solution pacifique de la question sociale qui a préoccupé les auteurs des propositions ; nous comptons plutôt sur le bon sens des parties, sur leur intérêt bien entendu, pour amener

progressivement l'apaisement nécessaire au développement de notre industrie nationale.

« C'est par le progrès naturel des mœurs publiques que, sans qu'il soit besoin pour cela d'une nouvelle juridiction les intéressés, avant de recourir à des solutions violentes, se mettront d'eux-mêmes d'accord pour constituer, grâce à la loi du 21 mars 1884, des arbitres conformément au droit commun ».

Deux ans plus tard, la Chambre de commerce de Paris modifiait totalement sa manière de voir et dans sa séance du 7 décembre 1892, non-seulement elle se montrait très favorable à une loi sur l'arbitrage, mais encore elle se déclarait pour l'affichage.

« Vous savez, disait-elle, combien l'opinion publique se passionne pour des questions de la nature de celle dont nous nous entretenons, vous savez comment les faits sont présentés par la presse suivant le parti auquel elle appartient ; vous avez vu bien souvent une simple question d'intérêt, parfois bien modeste au début, atteindre sous l'influence d'un égarement de l'opinion, toute l'importance d'une question politique et sociale.

« L'affichage en ramenant constamment l'opinion aux origines du conflit, mettra un terme à ces exagérations.

« Nous voudrions seulement qu'en cas de refus d'arbitrage, le juge de paix fût tenu de faire connaître,

par cette voie officielle, les motifs qui lui auraient été transmis ».

De son côté le Conseil supérieur du travail émit l'avis que :

1° L'arbitrage doit être facultatif ; 2° que l'intermédiaire devait être non le maire mais bien le juge de paix. Il émettait également l'opinion que les décisions arbitrales devaient être soumises à une certaine publicité.

Sous l'influence de grèves qui eurent un grand retentissement, M. Jules Roche, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, présenta le 24 novembre 1891 un nouveau projet.

Dans son exposé des motifs, M. Jules Roche rappelait que si la législation française nous avait donné un moyen de régler rapidement et économiquement les litiges individuels qui s'élèvent entre le patron et l'ouvrier, sur l'exécution des conventions ou contrats relatifs au travail, elle s'était par contre fort préoccupée des différends collectifs que peuvent soulever l'établissement de ces conventions ou contrats. Il y a bien la procédure d'arbitrage instituée par le code civil, mais il n'y est jamais fait appel. Seule la loi du 21 mars 1884 a eu quelque heureuse influence.

En définitive, dans la majorité des cas, c'est la grève avec son cortège de ruines et de misères, qui détermine quel est celui des deux éléments en jeu dans toute

entreprise industrielle qui doit céder à l'autre. Cette situation est périlleuse, il faut y mettre fin. Il est de toute nécessité d'arrêter la grève avant qu'elle se produise. Une grève éclate qu'arrive-t-il, si quelques-uns sont disposés aux premières ouvertures, ils hésitent à aller les faire à l'adversaire, leur démarche pourrait être interprétée comme un signe de faiblesse. La situation serait tout autre, si ceux qui sont animés d'esprit de conciliation pouvaient s'adresser à un intermédiaire qui ne se présenterait pas en simple conciliateur, mais pour faire valoir les droits de chacun. C'est à la loi qu'incombe la mission de désigner cet intermédiaire. Le devoir du législateur est donc de faciliter l'arbitrage en instituant une procédure simple, entièrement gratuite, susceptible de s'appliquer presque instantanément dans tous les cas, dans tous les lieux et avec le moins de dérangement possible.

Le Ministre du commerce se prononçait contre l'arbitrage obligatoire. Il indiquait en outre pourquoi son choix se portait sur le juge de paix, dont le titre même proclame les dispositions conciliantes. C'est donc à ce magistrat qu'en cas de différend collectif la partie disposée à la conciliation, devra en premier lieu, faire connaître ses intentions. Le juge de paix en avisera immédiatement la partie adverse, en l'invitant à se rapprocher de l'autre devant lui et sur un terrain neutre. Ces débats contradictoires semblent faits pour dissiper la plupart du temps, les préjugés et les méfiances

réci-proques. Mais si même ce but n'était pas atteint tout espoir d'accord ne serait pas perdu, car le projet, dit l'exposé, offre comme un second moyen de terminaison des crises accidentelles, le recours à un arbitrage, pour lequel il institue également, une procédure rapide et simple.

Le projet de M. Jules Roche comprenait deux titres. Le titre premier s'occupait de l'organisation de l'arbitrage accidentel. Comme les propositions que j'ai déjà analysées, il établissait toute une procédure. Le juge de paix était choisi par la loi pour diriger les débats. On ne faisait que répondre aux vœux du conseil supérieur du travail.

Le titre II visait spécialement les conseils permanents de conciliation et d'arbitrage. Il y était dit que : « les comités accidentels de conciliation visés à l'article 6 peuvent, du consentement des parties qu'ils représentent et en se conformant aux prescriptions de l'art. 16 ci-après, se transformer en *conseils permanents de conciliation et d'arbitrage*, pour prévenir et régler tous nouveaux différends d'ordre collectif, portant sur les conditions du travail, qui pourraient s'élever entre les parties ».

L'examen de ce projet de loi fut soumis à une commission qui choisit M. Lockroy comme rapporteur. La commission ne fit subir que des modifications insignifiantes au titre 1^{er} du projet. Mais elle réserva le titre

II concernant les conseils permanents de conciliation et d'arbitrage. M. Lockroy explique ainsi la détermination prise. « Ce n'est pas que votre commission soit
« hostile au principe, elle lui est au contraire en gran-
« de majorité favorable, mais elle estime qu'une pa-
« reille institution, dont il est difficile, au premier abord
« de mesurer l'importance, mérite une étude très ap-
« profondie, et elle n'a pas voulu en s'y livrant, retar-
« der le vote de la partie de la loi que l'opinion pu-
« blique réclame avec tant d'ardeur... Déjà votre com-
« mission a commencé l'examen du titre II. Elle a mis
« en même temps à l'étude un remarquable contre-
« projet, présenté par M. Mesureur, le 14 décembre
« 1891. Elle n'a pu s'arrêter à des résolutions défini-
« tives. Cette question présente en effet les plus gra-
« ves difficultés. Ces difficultés sans doute ne sont pas
« insurmontables. La commission demande seulement
« le temps de les résoudre et de les aplanir. »

Le 14 décembre 1891, M. Mesureur déposa à la Chambre une proposition de loi tendant à la création de conseils du Travail (1). Les conseils du travail, organisés sur le modèle des conseils de l'industrie et du travail belges, devaient avoir : 1° un rôle de conciliation et d'arbitrage ; 2° un rôle de représentation professionnelle. Le titre de la proposition ne met en

1. M. Mesureur a renouvelé cette proposition le 20 janvier 1894.

évidence que le premier de ces deux rôles ; mais il n'y a pas de doute, M. Mesureur voulait bien leur attribuer également le second rôle. C'est ce qui ressort clairement de l'exposé des motifs. Ces conseils seraient mixtes, ils comprendraient à la fois l'élément patronal et l'élément ouvrier. Ils seraient institués, dans toute région industrielle où l'utilité en serait constatée. Ils comprendraient toutes les industries et étaient divisés en sections qui correspondaient aux diverses industries particulières.

Quant à la compétence ils pouvaient : 1° Délibérer sur les conditions du travail et donner les avis demandés. 2° Nommer les représentants patrons et ouvriers du conseil supérieur. C'est la section qui dans un conflit, remplirait le rôle d'intermédiaire entre les parties, rôle attribué au maire ou au juge de paix dans les autres projets de loi sur l'arbitrage. L'article 17 dispose que si les deux parties acceptent le principe de la conciliation, c'est la section qui choisit dans son sein quatre membres, deux patrons et deux ouvriers, pour former le comité de conciliation. La procédure d'arbitrage ne diffère pas de celle des projets précédents.

M. Jules Roche membre de la commission combattait vivement l'institution de ces chambres de travail. « Elles seront, disait-il, un organe de discussion et de délibération au moment où l'industrie et le commerce subissent une crise ; les conseils de prud'hommes sont eux-mêmes devenus une cause de trouble, surtout dans

le Nord ; les élections que vous allez provoquer, vont être dans les grandes villes une cause de troubles, vous donnerez carrière à tout ce que le cerveau humain peut enfanter d'irréalisable ».

La commission accepta les raisons invoquées, elle ne voulut point accueillir le projet de M. Mesureur malgré les efforts tentés, et adopta ainsi que je l'ai déjà dit le projet du gouvernement ayant trait à la conciliation et à l'arbitrage accidentels. Le 23 janvier 1892 M. Lockroy déposa son rapport.

LA LOI DE 1892 DEVANT LE PARLEMENT.

Discussion de la loi devant la Chambre des Députés.

Ce ne fut que le 20 octobre 1892, que la Chambre des députés aborda la discussion du projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage, qui lui était soumis.

Dans sa grande majorité le Parlement estimait qu'il était de toute nécessité d'instituer enfin une procédure rapide de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs industriels. M. Le Cour constate en ces termes les excellentes dispositions qui animaient ses collègues : « Par une rare bonne fortune, il se trouve que séparés d'ordinaire sur tant de questions, nous sommes tous du même avis, à quelque parti que nous appartenions, en ce qui concerne la nécessité absolue d'une

loi sur l'arbitrage. Nous sommes tous d'accord pour rechercher les moyens de mettre fin à cette organisation aussi absurde que funeste, qui existe trop souvent entre le capital et le travail ». M. Le Cour s'élevait contre ceux qui prétendaient que cette loi était superflue. Si elle n'accordait pas de liberté nouvelle, la loi avait au moins le très réel mérite de faciliter l'exercice d'un droit. Grâce à la procédure qu'elle allait organiser, il serait dorénavant plus facile d'avoir un contact. Ce n'est en effet pas un résultat à dédaigner, si l'on songe que souvent c'est la difficulté d'obtenir ce contact qui est la cause d'échecs nombreux de tentatives d'arbitrage.

Le projet n'était cependant pas accueilli sans réclamation ; de la part même de ceux qui étaient comme les promoteurs de l'institution d'une procédure sur la conciliation et l'arbitrage, s'élevèrent des protestations. MM. Le Cour, de Mun, Mesureur réclamèrent contre le caractère incomplet du projet soumis à la Chambre. « Votre projet, s'écriait M. de Mun, présente des « avantages incontestables que je reconnais et qui font « déjà de votre proposition, une œuvre utile à laquelle « nous allons tous nous associer. Mais ceci dit, ce « n'est pas à proprement parler une loi, c'est une invitation faite par les représentants du pays, aux « citoyens qui peuvent avoir entre eux des conflits ; « c'est une indication qui leur est donnée sur la manière « de recourir à l'arbitrage ; c'est enfin un appel à l'opinion

« publique pour empêcher les uns et les autres de s'y
« dérober. Voilà tout, et ce n'est pas assez. Ce n'est
« pas la réforme qu'on attendait et dont tout le monde
« sent le besoin. Je regrette très vivement que la
« proposition se présente devant la Chambre, amputée
« de sa partie principale, c'est-à-dire de ce titre II
« qui constituait les conseils permanents, car c'était là,
« permettez-moi de vous le dire, toute la loi ».

Devant ces observations, à mon avis si justifiées, la commission promettait de déployer ses plus grands efforts pour aboutir à l'organisation des conseils permanents. M. Le Cour accepta les promesses de la Commission sans grand enthousiasme. « Toujours la
« même conclusion désolante, disait-il, toutes les fois
« qu'il s'agit d'une réforme sociale, c'est très grave,
« tout le monde est d'accord, mais il convient de ne
« rien précipiter. Voilà sept ans qu'on nous fait cette
« réponse à propos des conseils permanents qui fonctionnent depuis 32 ans en Angleterre. La question
« est très grave. La commission va l'étudier. Nous savons hélas ! ce que cela veut dire ». Il faut reconnaître que les événements ont donné raison au pessimisme de M. Le Cour.

A son tour M. Raspail vint soutenir et défendre sa proposition tendant à rendre obligatoire le recours à l'arbitrage. Pour lui on ne pourra atteindre le but poursuivi que par l'application de son système. Jusqu'ici quel est donc l'obstacle qui a empêché la pratique de

l'obligation ? C'est l'impossibilité où l'on était de trouver une sanction à l'obligation, la difficulté était surtout du côté des ouvriers, le patron lui pouvait être encore facilement atteint. Cette difficulté, l'auteur de la proposition annonce qu'il est parvenu à la surmonter. Voici comment. La loi de 1864 n'a-t-elle pas donné aux ouvriers la faculté de se réunir et de se coaliser. Pendant une durée de 10 jours on supprime cette loi. Au bout de ce temps, la sentence aura été rendue et les parties recouvreront leur liberté. Cette proposition qui en définitive était une entrave au libre exercice du droit de grève fut vivement combattue, notamment par M. Dumay. La Commission de son côté la repoussa. 406 voix contre 127 rejetèrent le principe du recours obligatoire, malgré la nouvelle tentative faite par M. Raspail. Les partisans de l'obligation du recours à l'arbitrage ne se tinrent pas pour définitivement battus. M. Basly voulait instituer une procédure spéciale en faveur de l'industrie houillère. « Quand les différends se produi-
« ront entre des concessionnaires de mines et leurs
« ouvriers, ils devront être toujours portés devant un
« conseil d'arbitrage. En cas de refus de l'une des par-
« ties de désigner des délégués pour les représenter
« au comité de conciliation, le juge désignera d'office les
« représentants de la partie défaillante ». La proposition n'indiquait aucune sanction. De plus elle manquait son effet, surtout lorsque le refus de recourir à l'arbitrage viendrait des ouvriers, c'est ce que firent facilement

comprendre à la Chambre MM. Lockroy et Baïhaut ; à l'exception toutefois du groupe socialiste qui n'admettait pas que les ouvriers pussent ne pas vouloir recourir à la voie de l'arbitrage. D'après les socialistes le refus ne pouvait venir que des patrons. Contre ceux-ci, la sanction était toute trouvée, on frapperait de déchéance leur concession. La Chambre ne se laissa pas convaincre par ce nouvel argument ; l'amendement Basly ne réunit que 160 voix contre 359.

M. Jourde ne fut pas plus heureux. Il demandait que la loi sur l'arbitrage pût être invoquée par les travailleurs qui sont au service de l'Etat. 317 voix contre 179 rejetèrent cette proposition. Elle fut cependant reprise sous une forme nouvelle par M. Camille Cousse. Seuls les ouvriers des industries *qui ne touchent pas aux intérêts nationaux* auraient la faculté de recourir contre l'Etat aux bénéfices de la loi sur l'arbitrage.

M. Jules Roche, fit alors comprendre que, même présentée ainsi, la proposition avait un côté désavantageux : la chambre refuse aux ouvriers allumettiers une augmentation de salaire, on a recours à l'arbitrage ; la décision est en faveur des revendications des salariés ; le Parlement serait alors contraint de céder devant les arbitres. « Admettez-vous, ajoutait M. Jules Roche, que la décision de la représentation nationale soit cassée par une décision arbitrale quelconque ? Par 278 voix contre 132 la Chambre se rangea à l'opinion de l'ad-

versaire de la proposition de M. Camille Cousset. Je ne puis, quant à moi, comprendre la valeur de l'argument de M. Jules Roche. Je ne puis admettre un instant que la représentation nationale soit atteinte dans sa dignité parce qu'elle aura reconnu la décision rendue par des arbitres. Chaque jour l'Etat se voit, par les tribunaux, condamné à payer des indemnités aux particuliers. Les fonds nécessaires sont pris sur le budget. En accordant aux ouvriers des manufactures de l'Etat le droit de recourir à l'arbitrage, le Parlement aurait déclaré accepter la sentence des arbitres, comme il accepte aujourd'hui la décision des tribunaux.

La proposition d'autoriser les ouvriers à s'adjoindre une tierce personne pour défendre leurs intérêts, présentée par M. Dumay, fut également repoussée, sous le prétexte, tout au moins étrange, que la présence d'un avocat ne serait pas faite pour activer la conciliation.

M. Frédéric Grousset voulut compléter la loi par deux propositions. La première avait pour but le choix d'un tiers arbitre dans le cas, où il y aurait désaccord entre les arbitres. Qui choisirait ce tiers-arbitre. Les uns voulaient que ce fut le conseil des prud'hommes. La commission demandait à ce que le juge de paix fut chargé de cette mission. Enfin l'on se rangea à l'opinion de M. Grousset ; le président du tribunal désignerait le tiers-arbitre. La deuxième avait pour but d'élar-

gir les attributions du juge de paix. « En cas de grève, le juge de paix est tenu, disait l'amendement, de proposer d'office l'arbitrage, s'il n'a déjà été demandé par les intéressés ». Sous cette forme, la commission pensa que l'amendement visait en quelque sorte l'établissement de l'arbitrage obligatoire, elle s'opposa donc de toutes ses forces à son acceptation. La Chambre ne se laissa pas influencer par cet argument et la proposition Frédéric Grousset fut votée par 326 voix contre 157.

Un article additionnel présenté par M. Lechevalier et portant que : « les arbitres et les délégués nommés en exécution de la présente loi devront être Français », fut adopté malgré l'opposition de la commission qui craignait que dans les départements frontières cette condition ne fasse naître de sérieux inconvénients dans la pratique.

Le 22 octobre 1892 la Chambre des députés vota enfin l'ensemble de la loi.

DISCUSSION DE LA LOI DEVANT LE SÉNAT

Le Sénat constitua aussitôt une commission (1) en vue d'étudier le projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage que venait de voter la Chambre. M. René Goblet nommé rapporteur déposa son travail le 22 novembre 1892.

La discussion publique commença le 15 décembre. Les dispositions de la Haute-Assemblée étaient aussi favorables au projet que celles de la Chambre des députés.

Cependant une protestation se fit entendre. M. Fresneau se demandait si la nouvelle loi était bien utile. Il n'admettait pas cette façon de faire trancher les conflits industriels par l'opinion publique toujours portée à l'indulgence et surtout si facile à égarer. M. Fresneau trouvait une difficulté réelle pour la nomination des délégués ouvriers.

1. Cette Commission était ainsi composée : MM. Diancourt Président, Maret secrétaire, Marquis, Trarieux, René Goblet, Jules Godin, Alexandre Lefèvre, Tolain et Peaudecerf, membres.

Et pour organiser l'arbitrage, il fallait avant tout pouvoir nommer des délégués. On compte sur les syndicats, mais l'adversaire de la loi, est en même temps l'adversaire des syndicats qui a ses yeux ont le tort grave d'entraîner l'ouvrier dans une voie dangereuse. Ce qui effraye M. Fresneau c'est l'ingérence de l'Etat dans les difficultés entre salariés et entrepreneurs, ce n'est là en somme que du socialisme, le Sénat ne doit pas se prêter à une semblable conception politique. Les craintes exprimées par le Sénateur de la droite ne réussirent pas à faire impression sur le Sénat. M. Goblet n'eut aucune difficulté à démontrer que les arguments émis n'avaient aucune valeur. M. Fresneau avait préconisé la création des syndicats mixtes ; le rapporteur de la loi doute que leur influence soit de nature à empêcher les grèves ; chaque jour en effet des conflits éclatent là où cette institution fonctionne. Ce qui prouve bien que contrairement aux affirmations émises elles sont insuffisantes pour amener une pacification complète entre le Capital et le Travail. Le Sénat se rallia à l'avis émis par M. Goblet et il commença aussitôt l'examen très approfondi de la loi.

L'expression « Comité de conciliation » que renfermait le projet souleva une très longue discussion. Certains sénateurs prenant trop à la lettre cette dénomination, pensèrent qu'il était question de la création de véritables tribunaux. Tel n'était cependant pas le but de la loi qui ne tendait nullement à une création sem-

blable, l'erreur fut du reste vite dissipée. « Il ne peut
« être douteux, dit le rapporteur, pour le Sénat, que
« ce comité de conciliation n'a en aucune façon, la si-
« gnification que lui donnait tout à l'heure M. Poirrier.
« Ce n'est pas un tribunal, ce sont les parties en pré-
« sence, le patron d'une part, et les ouvriers représen-
« tés par des délégués, d'autre part. Ils cherchent à
« se concilier sous la médiation du juge de paix ; et
« c'est cet essai qui constitue le préliminaire de con-
« ciliation ; c'est la réunion de ces personnes le comité
« de conciliation. » Ces déclarations pourtant si nettes
ne furent pas comprises de tous. M. Tolain se trouva
dans l'obligation de fournir des explications complé-
mentaires : « Je voudrais protester de la façon la plus
« absolue contre les intentions qu'on prête à la com-
« mission. Qu'on l'accuse d'avoir mal rédigé l'article
« 1^{er} qu'on ajoute qu'on peut en tirer une interpréta-
« tion autre que celle qui est dans sa pensée, je le
« comprends, mais ce que je m'explique moins, c'est
« l'obstination avec laquelle on s'efforce de prétendre
« que la commission en conservant ces mots « comité
« de conciliation » a voulu en faire un tribunal et in-
« troduire des délégués. Je vous assure que, quand
« nous vous déclarons sincèrement qu'il n'en est pas
« ainsi, il n'y a pas lieu de douter des intentions de la
« commission et de lui prêter des vues qu'elle n'a pas
« et qu'elle n'a jamais eues. Si le mot de « délégués »
« revient dans la loi à chaque instant, c'est que si le

« patron peut toujours venir en personne, la masse
« des ouvriers ne peut pas tout entière être présente.
« Il faut bien qu'elle choisisse des délégués. Nous
« n'avons cependant pas davantage l'intention de faire
« nommer des délégués en nombre égal parce que le
« comité de conciliation ne doit pas voter. Il peut par-
« fois se produire qu'en face d'un patron seul, il y ait
« intérêt à ce qu'il n'y ait pas qu'un seul ouvrier qui
« vienne discuter avec lui. »

Nous savons que la loi s'en rapportait à l'opinion publique pour influencer patrons et ouvriers. Cet appel à l'opinion publique ne fut pas jugé de la même façon par tous. M. Seblin qui voyait dans l'affichage une cause d'attroupements se déclare l'adversaire de ce mode de procéder. Cette manière de voir est partagée par M. Trarieux qui n'a nullement confiance dans le verdict rendu par l'opinion publique trop facile à égayer. L'affichage peut avoir des conséquences contraires à ce qu'en attendent ses partisans, d'un conflit purement local, il peut l'étendre à toute une région « en lui demandant d'intervenir, c'est une étincelle qui peut propager bien des incendies. » Ce que veut M. Trarieux, c'est affirmer que les sentences obligent «..... l'accord établi en conciliation et la décision rendue par les arbitres seront exécutoires aussitôt après leur affichage dans les conditions mêmes des contrats qu'ils auront modifiés et confirmés ». La sanction morale est la seule qu'on ait réussi à découvrir jusqu'ici,

et cette sanction morale, c'est celle qu'on ne veut justement pas, c'est l'appel à l'opinion publique. Comment contraindre l'ouvrier à l'exécution des décisions arbitrales. Nous avons déjà pu constater que la difficulté est insurmontable.

Pour ces raisons le rapporteur s'oppose à l'amendement soutenu par M. Trarieux. Celui-ci devant ces objections si justes, ne se tient pas pour battu, il modifie ainsi sa proposition : « l'accord établi en conciliation et la décision rendue par les arbitres seront exécutoires aussitôt après leur affichage dans les conditions mêmes des contrats de louage. » C'est-à-dire, réplique le rapporteur, que cela signifie que : le contrat modifié par une sentence arbitrale continue à lier les personnes. Mais cette adjonction est parfaitement superflue, c'est en définitive la réédition de l'art. 1780 du Code civil. La loi sur la conciliation et l'arbitrage laisse subsister cet article en son entier. Pas n'est besoin de l'introduire dans la rédaction de la nouvelle loi. Le patron conservera toujours la faculté de recourir devant la juridiction compétente pour demander l'exécution du contrat. L'amendement de M. Trarieux ne parvint à réunir que 73 voix contre 176.

M. Poirrier présenta un amendement enjoignant au juge de paix d'interpeller officiellement les parties pour leur demander si elles entendaient exécuter la sentence. « Après la pression morale exercée sur les parties par l'affichage pour les déterminer à employer la procédu-

re de conciliation, je compte sur la pression morale finale qu'exercera sur les parties l'affichage du refus ou de l'acceptation de la sentence ». Le rapporteur après une courte réplique fit rejeter cet amendement.

Le projet de loi reconnaissait au juge de paix le droit d'intervenir d'office dans une grève pour engager les parties à user de la loi. M. Trarieux se déclare l'adversaire de cette initiative donnée au juge de paix qu'il trouve mauvaise et capable même de prolonger une grève sur le point d'échouer à son début. Le Président de la commission, à ces objections de si mince valeur, répliqua : « M. Trarieux ne tient pas compte « d'un sentiment qui joue un rôle très important dans « les grèves : *l'amour-propre des parties*. Une fois « que la grève est déclarée, il est difficile de décider « une des parties à faire le premier pas dans la voie de « la conciliation. C'est précisément pour faire cette dé- « marche que personne ne veut faire, que nous de- « mandons à un tiers d'apporter cette demande de con- « ciliation et de dire aux parties : il y a un terrain d'en- tente, cherchons-le ensemble. »

M. de Marcère demandait à établir une distinction entre les grèves licites et illicites. L'intervention du juge de paix ne serait admise que dans les premières seulement.

M. Delsol, de l'avis de M. de Marcère, craignait que le juge de paix qui, la veille, aurait eu à remplir le rôle de conciliateur, n'aurait pas eu le lendemain assez

d'indépendance pour juger une action civile intentée par l'une des parties contre l'autre. Mais ce cas se présente fréquemment. Le juge de paix juge bien après avoir agi la veille en conciliateur dans les préliminaires de conciliation. D'un autre côté la distinction entre les grèves licites et celles qui ne le sont pas est bien subtile. Ce que l'on sait, c'est que depuis la loi de 1864, toute grève est licite du moment où elle ne se traduit pas par des actes de violence. Ce furent ces raisons invoquées par la Commission contre les propositions de Marcère, qui, à mon avis, avait encore le défaut de restreindre le droit de coalition, qui réussirent à convaincre le Sénat.

M. Marcel Barthe voulait de son côté que la loi nouvelle contint une disposition déclarant expressément que les sentences arbitrales ne seraient point un obstacle à l'action du Ministère public. Une semblable disposition parut sans objet. En effet, en matière de délits, une transaction privée ne saurait en rien entraver l'action du Ministère public. A plus forte raison, l'arbitrage, qui n'est même pas revêtu du caractère exécutoire, pourrait encore bien moins y parvenir.

M. Félix Martin demandait à ce que l'obligation d'être Français ne fût pas imposée aux délégués et aux arbitres. Il n'obtint aucun succès.

Le Sénat fit une innovation en permettant aux femmes d'être choisies comme déléguées. Il n'alla cepen-

dant pas jusqu'à leur accorder le privilège de remplir les fonctions d'arbitres.

184 voix contre 4 votèrent l'ensemble de la loi, qui fut renvoyée ainsi amendée au Palais-Bourbon. La Chambre ratifia dans sa séance du 24 décembre toutes les modifications qui y avaient été introduites par la Haute Assemblée.

LOI SUR LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN
MATIÈRE DE DIFFÉRENDS COLLECTIFS ENTRE
PATRONS ET OUVRIERS.

(27 *Décembre* 1892.)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les patrons, ouvriers ou employés entre lesquels
s'est produit un différend d'ordre collectif portant
sur les conditions du travail peuvent soumettre les
questions qui les divisent à un comité de conciliation
et à défaut d'entente dans ce comité, à un conseil
d'arbitrage, lequel serait constitué dans les formes
suivantes :

ARTICLE 2.

Les patrons ouvriers ou employés adressent, soit ensemble, soit séparément en personne ou par mandataires, au juge de paix du canton ou de l'un des cantons où existe ce différend, une déclaration écrite contenant :

1° Les noms, qualités et domiciles des demandeurs ou de ceux qui les représentent ;

2° L'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués par la partie ;

3° Les noms, qualités et domiciles des personnes auxquelles la proposition de conciliation ou d'arbitrage doit être notifiée ;

4° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis parmi les intéressés par les demandeurs pour les assister ou les représenter, sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq.

ARTICLE 3.

Le juge de paix délivre récépissé de cette déclaration, avec indication de la date et de l'heure du dépôt, et la notifie sans frais dans les vingt-quatre heures, à la partie adverse ou à ses représentants, par lettre recommandée ou, au besoin, par les affiches apposées

aux portes de la justice de paix des cantons et à celles de la mairie des communes sur le territoire desquelles s'est produit le différend.

ARTICLE 4.

Au reçu de cette notification, et, au plus tard, dans les trois jours, les intéressés doivent faire parvenir leur réponse au juge de paix. Passé ce délai, leur silence est tenu pour refus.

S'ils acceptent, ils désignent dans leur réponse les noms, qualités et domiciles des délégués choisis pour les assister ou les représenter, sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq.

Si l'éloignement ou l'absence des personnes auxquelles la proposition est notifiée, ou la nécessité de consulter des mandants, des associés ou un conseil d'administration, ne permettent pas de donner une réponse dans les trois jours, les représentants des dites personnes doivent, dans ce délai de trois jours, déclarer quel est le délai nécessaire pour donner cette réponse.

Cette déclaration est transmise par le juge de paix aux demandeurs dans les délais de vingt-quatre heures.

ARTICLE 5.

Si la proposition est acceptée, le juge de paix invite, d'urgence, les parties ou les délégués désignés par elles à se réunir en comité de conciliation.

Les réunions ont lieu en présence du juge de paix, qui est à la disposition du comité pour diriger les débats.

ARTICLE 6.

Si l'accord s'établit, dans le comité, sur les conditions de la conciliation, ces conditions sont consignées dans un procès-verbal dressé par le juge de paix et signé par les parties ou leurs délégués.

ARTICLE 7.

Si l'accord ne s'établit pas, le juge de paix invite les parties à désigner soit chacune un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun.

Si les arbitres ne s'entendent pas sur la solution à donner au différend, ils pourront choisir un nouvel arbitre pour les départager.

ARTICLE 8.

Si les arbitres n'arrivent à sentendre ni sur la solution à donner au différend, ni pour le choix de l'arbitre départiteur, ils le déclareront sur le procès-verbal, et cet arbitre sera nommé par le président du tribunal civil sur le vu du procès-verbal qui lui sera transmis d'urgence par le juge de paix.

ARTICLE 9.

La décision sur le fond, prise, rédigée et signée par les arbitres, est remise au juge de paix.

ARTICLE 10.

En cas de grève, à défaut d'initiative de la part des intéressés, le juge de paix invite d'office, et par les moyens indiqués à l'article 3, les patrons, ouvriers ou employés, ou leurs représentants, à lui faire connaître dans les trois jours ;

1° L'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués ;

2° Leur acceptation ou refus de recourir à la conciliation et à l'arbitrage ;

3° Les noms, qualités et domiciles des délégués choi-

sis, le cas échéant, par les parties, sans que le nombre des personnes désignées de chaque côté puisse être supérieur à cinq.

Le délai de trois jours pourra être augmenté pour les causes et dans les conditions indiquées à l'article 4.

Si la proposition est acceptée, il sera procédé conformément aux articles 5 et suivants.

ARTICLE 11.

Les procès-verbaux et décisions mentionnées aux articles 6, 8 et 9 ci-dessus sont conservés en minute au greffe de la justice de paix, qui en délivre gratuitement une expédition à chacune des parties et en adresse une autre au Ministre du commerce et de l'industrie par l'entremise du préfet.

ARTICLE 12.

La demande de conciliation et d'arbitrage, le refus ou l'absence de réponse de la partie adverse, la décision du comité de conciliation ou celle des arbitres, notifiés par le juge de paix, au maire de chacune des communes où s'étendait le différend, sont, par chacun de ces maires, rendus publics par affichage à la place réservée aux publications officielles.

L'affichage de ces décisions pourra, en outre, se faire par les parties intéressées. Les affiches seront dispensées du timbre.

ARTICLE 13.

Les locaux nécessaires à la tenue des comités de conciliation et aux réunions des arbitres sont fournis, chauffés et éclairés par les communes où ils siègent.

Les frais qui en résultent sont compris dans les dépenses obligatoires des communes.

Les dépenses des comités de conciliation et d'arbitrage seront fixées par arrêté du préfet du département et portées au budget départemental comme dépenses obligatoires.

ARTICLE 14.

Tous actes faits en exécution de la présente loi seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ARTICLE 15.

Les arbitres et les délégués nommés en exécution de la présente loi devront être citoyens français.

Dans les professions ou industries où les femmes sont employées, elles pourront être désignées comme

déléguées, à la condition d'appartenir à la nationalité française.

ARTICLE 16.

La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 décembre 1892.

CARNOT.

Par le Président de la République.

Le Ministre du Commerce, de
l'Industrie et des Colonies.

JULES SIEGFRIED.

EXAMEN CRITIQUE DE LA LOI DU 27
DÉCEMBRE 1892.

Le livre troisième de notre code de procédure civile est tout entier consacré aux arbitrages. La loi du 27 décembre 1892 ne crée donc pas, mais elle n'en a pas moins son utilité. Les parties animées d'esprit de conciliation, manquaient des moyens nécessaires pour faciliter leurs efforts ; les conflits industriels d'ordre non juridique demandant une solution prompte, il était impossible de recourir pour leur règlement pacifique à la marche trop lente des articles 1003 et suivants de notre Code de procédure civile. Désormais la loi nouvelle va leur tracer une voie à la fois rapide et économique, dans laquelle elles pourront s'engager en toute sécurité. Les formalités requises pour bénéficier des avantages ne présentent aucun obstacle.

Il faut pour recourir à la loi qu'un différend éclate entre un patron et des ouvriers ou employés. L'article 1^{er} ne spécifie pas, par ouvriers et employés, elle entend

aussi bien l'ouvrier agricole que l'ouvrier industriel. Il suffit qu'il y ait d'un côté employeur, de l'autre employé. Cependant l'article 1^{er} n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un conflit entre l'Etat et les ouvriers de ses manufactures. Nous avons vu lors de la discussion de la loi que le Parlement s'était refusé à admettre les amendements présentés par MM. Cousset et Jourde en faveur de ces derniers.

Le différend doit porter sur les *conditions du travail*. Il convient de donner à cette expression le sens le plus large. Ainsi les demandes d'augmentation de salaires, de diminution d'heures de travail, les questions qui touchent le personnel etc. sont des faits qui rentrent bien dans la catégorie de ceux qu'a voulu viser la loi.

Le conflit doit être collectif. La loi n'a cependant pas fixé de minimum. C'est affaire d'appréciation. Du reste la solution ne saurait présenter aucune difficulté.

Certains reproches ont été adressés à la loi. On a dit, notamment, qu'elle n'avait pas nettement spécifié les conflits qui devaient être soumis à la juridiction des prud'hommes, et ceux qui devaient lui être réservés. Elle aurait dû indiquer, prétendent quelques-uns, qu'elle connaîtrait des conflits qui surgiraient entre patrons et ouvriers au sujet de la réglementation de leurs rapports futurs. Ainsi lorsqu'un patron soumettrait de nouvelles conventions à ses ouvriers, que ceux-ci se refuseraient à accepter les propositions faites, la

loi de 1892 pourrait entrer en jeu afin de s'opposer autant que possible à la rupture des relations. Si les contestations s'élèvent au sujet de la contestation des contrats existants, elles seront portées devant les conseils de prud'hommes. Je trouve ce reproche sans valeur. L'esprit de la loi est que chaque fois qu'une grève sera sur le point d'éclater, elle doit aussitôt intervenir. Son seul but est d'arriver à la conciliation et de faire tous ses efforts pour éviter un conflit. Elle n'avait donc pas à rentrer dans l'examen de questions d'ordre purement théorique. Chaque fois qu'en faisant appel à la loi, on aura évité une rupture entre patron et salariés, on aura répondu au vœu du législateur.

« Certes l'arbitrage organisé par la loi de 1892 n'est
« que facultatif ; on peut le réclamer ou le repousser
« en toute indépendance ; la liberté de coalition et de
« grève reste entière, sans aucune restriction. Mais
« la procédure gratuite instituée par la loi est si simple,
« elle est si propre à recevoir une application
« presque instantanée, dans tous les cas, dans tous
« les lieux et avec le moindre dérangement possible,
« elle est si respectueuse de toutes les susceptibilités
« et de tous les intérêts, que vous ne devrez vous faire
« aucun scrupule de la recommander en toute occurrence et sans hésitation ».

« Cette procédure convient, en effet, aux conflits qui
« s'étendent à tous les établissements d'une industrie
« dans plusieurs communes ou dans toute une région,

« comme à ceux qui n'intéressent qu'un seul atelier,
« une seule usine ou une section d'usine ; elle s'appli-
« que aussi, aux différends qui surgissent dans les tra-
« vaux temporaires, à personnel nomade, tels que cer-
« tains travaux d'agriculture et de terrassements ; elle
« peut être offerte aux ouvriers qui ont déjà cessé le
« travail, aussi bien qu'à ceux qui sont résolus à ne
« recourir à la grève qu'après avoir épuisé tous les
« moyens de conciliation. Les violations, même, de la
« liberté du travail dont certains grévistes pourraient
« s'être rendus coupables, ne devront pas vous dé-
« tourner de faire tous vos efforts pour ramener les
« parties en lutte à la considération des avantages de
« la loi du 27 décembre 1892 » (1).

MÉCANISME DE LA LOI

La loi du 27 décembre 1892 ne peut être mise en mouvement que par trois personnes ; les patrons, les ouvriers, et à leur défaut les juges de paix. La loi établit l'égalité la plus parfaite entre employeurs et employés. En effet elle n'exige pas que les deux parties soient d'accord pour que la demande en conciliation soit accueillie, c'est à la partie la mieux intentionnée qu'il appartient de faire le premier pas en vue d'arri-

1. Circulaire du ministre du commerce et de l'industrie aux préfets sur l'application de l'arbitrage. Paris, 23 janvier 1892.

ver à un rapprochement. Si le désir d'une entente est égal des deux côtés, la demande peut être réciproque : *Les patrons, ouvriers ou employés*, dit l'article 2, *adressent soit ensemble, soit séparément... au juge de paix...* une déclaration écrite. La demande peut émaner, d'ailleurs, non seulement des parties en personne, mais aussi de leurs mandataires ; dans ce dernier cas, et sans qu'il y ait lieu d'ailleurs d'assujettir la preuve du mandat à aucune forme solennelle, le magistrat devra en vérifier avec soin l'existence et l'étendue.

La demande en conciliation est faite en la forme d'une déclaration écrite, elle devra contenir :

1° Les noms, qualités et domiciles des demandeurs ou de ceux qui les représentent ;

2° L'objet du différend, avec l'exposé succinct des motifs allégués par la partie ;

3° Les noms qualités et domiciles des personnes auxquelles la proposition de conciliation doit être notifiée ;

4° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis parmi les intéressés par les demandeurs pour les assister ou les représenter, sans que le nombre des personnes désignées puisse être supérieur à cinq.

Cette dernière prescription seule nécessite des explications. Le nombre des ouvriers est trop considérable la plupart du temps pour permettre la comparution personnelle. Il a fallu obvier à cet inconvénient en leur donnant l'autorisation de se faire représenter par des délégués.

La plus grande liberté leur a été par contre laissée pour choisir leurs délégués. « La loi s'est volontairement abstenue de déterminer le mode de nomination des délégués des parties en cause. Elle s'en rapporte sur ce point aux intéressés eux-mêmes, éclairés à cet égard par une expérience déjà acquise. Elle n'a pas voulu imposer des formalités électorales qui n'auraient fait qu'apporter des entraves à la solution du conflit ». Ainsi s'exprime l'exposé des motifs. De son côté, pour bien affirmer cette liberté, le rapporteur devant la Chambre des députés disait : « La loi dispose, sans s'inquiéter de la formation du corps électoral, que les parties intéressées dans le débat, ouvriers et patrons, nommeront leurs délégués à leur fantaisie, comme ils ont l'habitude de le faire, sans règle de procédure électorale ».

Cependant, certaines restrictions sont apportées dans la liberté accordée aux ouvriers pour le choix de leurs délégués. Les délégués professionnels ne peuvent s'adjoindre un délégué supplémentaire pris en dehors de la profession. On a craint que l'intrusion d'un tiers ait pour résultat de nuire à la conciliation. En outre les délégués doivent non seulement appartenir à la profession, mais encore être choisis parmi les intéressés. C'est pour exprimer cette idée qu'aux mots *choisis dans la profession*, qui figuraient dans la première rédaction ont été substitués les mots *choisis parmi les intéressés*. L'article 15 de la loi

exige en outre que ceux-cidoivent jouir de la qualité de *citoyen français*.

Les femmes peuvent être également déléguées dans les industries ou professions qui les emploient. Elles doivent remplir les mêmes conditions que celles qui sont imposées aux délégués hommes.

Si la loi a limité à cinq les représentants des parties, c'est dans le seul but d'éviter les discussions confuses. Ce chiffre cinq est un maximum qui peut ne pas être atteint. Au patron est également laissée la faculté de se faire représenter par cinq personnes ou moins. Toutefois ces personnes ne doivent pas être étrangères à la fabrique ou à l'usine. Il n'est pas entré dans la pensée de la loi d'imposer aux deux parties en présence l'obligation de faire défendre leurs intérêts par un nombre égal de délégués.

Le devoir du juge de paix dès qu'il aura reçu la déclaration écrite des demandeurs en conciliation, sera d'en donner immédiatement récépissé sur papier libre et sans frais. Ce récépissé devra contenir la date et l'heure du dépôt. Dans un délai de vingt-quatre heures, le juge de paix avisera la partie adverse, par lettre recommandée si la notification doit être faite au patron, par affiches apposées aux portes de la Justice de Paix du canton en même temps qu'à celles de la mairie des communes sur le territoire desquelles s'est produit le différend, si l'initiative a été prise par le ou les patrons. Le nombre des ouvriers serait en

effet souvent trop considérable pour permettre de les aviser par notifications individuelles. Un délai de trois jours est accordé aux intéressés pour faire parvenir leur réponse. Mais ce délai peut-être prolongé dans certains cas, par exemple si le chef d'industrie est momentanément éloigné, si l'on se trouve dans l'obligation de consulter des mandants, des associés ou un conseil d'administration. Mais alors dans ces cas, les représentants desdites personnes doivent, dans ce délai de trois jours, déclarer quel est le délai nécessaire pour donner cette réponse (art. 4, § 3). Le juge de paix transmet cette déclaration aux demandeurs dans le délai de vingt-quatre heures (art. 4, § 4).

S'il y a refus de se rendre à la proposition de conciliation, le rôle du magistrat se trouve terminé. Si au contraire il y a acceptation, le juge de paix convoquera les parties. Il n'a pas à présider les débats, il n'a pas même voix délibérative. L'article 5 porte : « Les réunions ont lieu en présence du juge de paix, qui est à la disposition du comité pour diriger les débats. » S'il n'est pas sollicité par les parties, il sera tenu de rester étranger à la discussion. Mais il assiste néanmoins à la réunion où sa présence est indispensable puisque l'article 7, lui impose la rédaction du procès-verbal dans lequel sont indiqués les résultats de la tentative de conciliation, du fait, il arrive le plus souvent que, sur la demande expresse des parties, la présidence lui sera dévolue.

Pour la rédaction du procès-verbal, il sera fait application des dispositions de l'article 54 du code de procédure civile : « le procès-verbal dressé après la tentative de conciliation contiendra les conditions de l'arrangement s'il y en a, et dans le cas contraire, fera sommairement mention que les parties n'ont pu s'accorder. Cet acte est dispensé du timbre et enregistré gratis. La minute est versée au greffe de la justice de paix. Une expédition doit en être délivrée gratuitement à chacune des parties.

Le juge de paix doit également en transmettre une au Préfet.

Si les débats n'ont pu aboutir à un accord, le juge de paix invitera les parties à désigner soit chacune un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun. La plus grande latitude est laissée aux parties dans la désignation de leurs arbitres, qui doivent cependant être citoyens français. Nous avons déjà vu que les femmes qui peuvent être déléguées, sont incapables de remplir les fonctions d'arbitres, ceux-ci étant investis d'une véritable magistrature. Fréquemment il arrive que les délégués nommés auront reçu la mission de choisir les arbitres en cas d'échec de la tentative de conciliation. Dans le cas contraire, si les délégués des patrons ou des ouvriers n'ont pas reçu mission à cet effet, ils sont autorisés à solliciter du juge de paix un délai pour obtenir ce mandat. Les parties peuvent se refuser à ac-

cepter les propositions d'arbitrage. Contrairement à ce qui a lieu dans la fixation du nombre des délégués dans la tentative de conciliation, celle-ci n'est pas limitée pour les arbitres qui doivent être en nombre égal des deux côtés.

Si les arbitres ne sont point d'accord sur la solution à donner au différend, ils pourront choisir un tiers-arbitre pour les départager. A propos de la désignation de ce tiers-arbitre, il avait été fait une proposition de mettre les arbitres dans l'obligation de désigner le départiteur avant toute discussion. On a fait très justement remarquer que souvent les premiers juges suffiront à régler le conflit, et l'on s'est demandé alors quelle nécessité il pouvait y avoir à créer un nouveau juge qui peut-être n'aurait pas à intervenir. La proposition fut donc repoussée.

Ce que la loi cherche avant tout, c'est d'arriver au règlement le plus rapide des conflits. C'est pourquoi elle a spécifié qu'il n'y aurait qu'un seul arbitre-départiteur. Elle a craint avec raison, que les dissentiments premiers pourraient encore se renouveler s'il y avait en présence plusieurs arbitres départiteurs.

D'après les articles 1017, 1018 du Code de procédure civile, le tiers arbitre est tenu de se conformer à l'un des avis émis par les arbitres il ne peut proposer une solution nouvelle. Rien de pareil dans la loi du 27 décembre 1892, le *tiers arbitre* qu'elle désigne avec intention sous le nom de *nouvel arbitre* est libre de

proposer une autre transaction. Certains ont vu dans cette disposition une lacune. Si l'accord ne peut s'établir, le conflit peut recommencer, disent-ils. La loi aurait, selon eux, mieux fait de donner au nouvel arbitre le soin de prononcer seul. Cette manière de faire aurait pu présenter les plus sérieux inconvénients. Dans certains cas en effet, le nouvel arbitre peut ne pas être suivi par les intéressés. Si par exemple les arbitres ne se sont pas mis d'accord pour la désignation du tiers départiteur. Dans ce cas les arbitres indiqueront sur le procès verbal leur dissentiment ; ce procès-verbal sera remis au juge de paix, qui sera tenu de le transmettre aussitôt au président du tribunal de première instance de l'arrondissement. C'est à ce magistrat qu'il appartiendra alors de nommer, par ordonnance, le nouvel arbitre. « Si le juge de paix n'a point
« reçu la mission de nommer le départiteur, c'est
« parce qu'il a déjà connu du différend lors de la con-
« vocation de l'assemblée de conciliation, parce qu'il y
« a siégé, parce qu'il a pu diriger les débats et, à cette
« occasion, manifester ou laisser pressentir son opi-
« nion. Pour ces raisons, la désignation faite par lui
« aurait pu n'inspirer pas toute la confiance nécessaire.
« On a écarté de même le président du Conseil des pru-
« d'hommes, parce que ces sortes de tribunaux sont
« présidés alternativement par un patron et par un
« ouvrier ; on a craint que les hasards du roulement
« ne fissent naître quelque méfiance soit dans l'esprit

« des ouvriers, soit dans celui des patrons. Aucune
« de ces objections ne pouvait être invoquée contre le
« président du tribunal civil, et il était certainement
« impossible d'entourer de garanties meilleures le
« choix du nouvel arbitre. Ce magistrat ne devra point
« oublier, d'ailleurs, que la sanction de la sentence
« arbitrale est d'ordre purement moral, que cette déci-
« sion ne vaudra que dans la mesure où ceux qui l'au-
« ront rendue auront la confiance des parties intéres-
« sées, et il s'attachera à désigner un homme qui, par
« ses connaissances techniques, son désintéressement
« dans la lutte, son impartialité connue entre em-
« ployeurs et employés, pourra imposer à tous une
« indiscutable autorité » (1).

Quelle sera la sanction de la sentence rendue par les arbitres? Comme celle des résolutions du comité de conciliation la sentence du conseil d'arbitrage est purement morale; elle consiste simplement dans un *appel à l'opinion publique* par voie d'affichage. Les pièces qui leur sont notifiées par le juge de paix seront par les soins des maires affichées à la place réservée aux publications officielles. Les parties ont également la faculté de recourir à l'affichage, mais elles seront tenues de reproduire l'affiche officielle, sans commen-

1. *Circulaire du Ministre de la Justice aux Procureurs Généraux sur l'application de la loi sur l'arbitrage*, 18 février 1893.

taires. Les pièces soumises à l'affichage sont : la demande de conciliation et d'arbitrage, le refus ou l'absence de réponse de la partie adverse, la décision de conciliation ou la sentence des arbitres.

Ainsi l'on a du se contenter d'une simple sanction morale ; pour des motifs semblables à ceux qui ont fait écarter par le Parlement le principe de l'arbitrage obligatoire, on a compris qu'il était bien difficile, pour ne pas dire impossible, de rendre civilement exécutoire les décisions des conseils d'arbitrage ou de frapper de pénalités les infractions à ces décisions. On ne peut pas plus, en effet, contraindre une masse de salariés à se soumettre aux décisions d'un comité de conciliation ou d'un conseil d'arbitrage, qu'on ne peut l'obliger à se faire représenter, par des délégués ou des arbitres de son choix dans un comité de conciliation ou dans un conseil d'arbitrage.

On ne se heurte pas à semblables obstacles vis-à-vis des patrons. Contre eux il est des moyens faciles pour leur faire respecter les décisions rendues. Mais en votant la loi de 1802, les efforts du Parlement tendaient surtout à rapprocher le travail du capital, à fournir un instrument de pacification sociale ; imposer aux uns un régime plus rigoureux qu'aux autres, aurait été interprété comme un acte d'hostilité à l'égard du patronat. En se refusant à entrer dans cette voie, nos législateurs ont agi à la fois avec sagesse et justice.

RÉSULTATS DE LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1892

Bien que les applications de la loi de 1892 ne remontent qu'à quelques années, il est déjà néanmoins possible de juger l'accueil qui lui a été fait. L'analyse des données de la statistique permet d'apprécier les résultats acquis.

Durant l'année 1893 il y a eu 109 recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage. Sept de ces recours ont été formés par les ouvriers avant toute déclaration de grève, 102 l'on été en pleine grève. Cette même année on a compté 634 grèves. Ainsi la proportion des recours à la conciliation est bien faible, elle n'atteint pas 18 pour cent. Exactement 17, 19 pour cent.

Dans 56 cas ce sont les ouvriers qui ont fait appel à la conciliation. Le juge de paix est intervenu d'office dans 46 différends. Cinq fois seulement les patrons ont pris l'initiative d'une demande en conciliation. Enfin patrons et ouvriers dans 2 cas ont agi simultanément pour recourir à l'arbitrage.

La grève a pris fin d'elle-même dans 13 cas sans qu'il ait été utile de donner suite à la demande de conciliation. En dehors de ces 13 cas, les patrons se sont opposés 37 fois aux demandes de conciliation dont 28 avaient été présentées par les ouvriers, les 9 autres étaient dues à l'initiative du juge de paix. De leur côté les ouvriers ont repoussé trois demandes présentées par les patrons et ont également refusé d'accéder à trois propositions du juge de paix. Patrons et ouvriers dans deux grèves ont repoussé simultanément les ouvertures qui leur étaient faites. Ces refus entraînèrent la déclaration de deux grèves, dans 37 cas les grèves se continuèrent, dans six cas seulement les grèves se terminèrent.

Dans 56 conflits la procédure suivit son cours. 30 différends furent réglés; 25 par le comité de conciliation; 2 par les arbitres, 2 par les tiers-arbitres.

Il est bon de remarquer que, dans 5 grèves, les ouvriers ont témoigné de leur confiance dans la procédure de conciliation et d'arbitrage ainsi que de la loyauté de leurs intentions, en reprenant immédiatement le travail aussitôt que leur demande de conciliation a été accueillie par les patrons et avant que la décision sur le fond ait été rendue (1).

1. *Office du travail*. Statistiques des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1893, page 326.

Les comités de conciliation échouèrent dans leurs tentatives dans 24 conflits où ils étaient intervenus. Les grévistes refusèrent dans un cas de rectifier la décision de leurs délégués. 18 fois des propositions d'arbitrage furent faites, l'accord n'ayant pu être établi, les patrons refusèrent 9 fois de les accepter, les ouvriers 3 fois, les deux parties 3 fois également.

Dans 3 cas les arbitres n'ont pu réussir à se mettre d'accord : dans l'un, les arbitres patrons ont refusé de désigner un tiers arbitres dans l'autre les ouvriers n'ont pas voulu accepter la décision d'un tiers-arbitre nommé par le président du tribunal civil ; enfin deux tiers-arbitres nommés successivement par le tribunal civil ont décliné cette mission.

La grève à la suite de l'échec des comités de conciliation s'est continuée 23 fois et a été déclarée 1 fois.

En résumé si aux 30 conflits terminés en suivant régulièrement la procédure, on ajouté les 13 grèves terminées de suite pendant la période préparatoire et les 6 conflits qui prennent fin aussitôt après le refus des patrons d'aller devant le juge de paix, on voit que 49 grèves ont dû leur rapide solution à la loi de 1892. On peut même porter ce chiffre à 51, deux autres solutions ayant été obtenues à la suite d'une convocation nouvelle du comité de conciliation.

Les ouvriers obtinrent pleine satisfaction dans 12 cas, 13 fois les patrons eurent gain de cause, les au-

tres grèves se terminèrent par des solutions transactionnelles (1).

L'année suivante 391 grèves éclatèrent englobant 54.576 grévistes répartis en 1.731 établissements. 291 grèves ne comprirent pas 100 ouvriers. 90 en compaient de 100 à 1.000. 10 mirent en mouvement plus de 1000 grévistes. La durée de la suspension de travail fut de moins de quinze jours dans 314 cas ; de 15 à 100 jours dans 71 cas. Six grèves eurent une durée supérieure à 100 jours.

101 recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage furent signalés durant cette année 1894, soit une proportion de 25, 83 pour cent du nombre des grèves, en augmentation de 8, 64 pour cent sur l'année précédente, qui n'avait donné ainsi que je l'ai déjà dit, qu'une proportion de 17,19 pour cent.

L'initiative de la demande du recours à la conciliation fut prise cinquante et une fois par les ouvriers, les patrons ne prirent cette initiative que quatre fois seulement ; deux fois patrons et ouvriers présentèrent une demande simultanée. Le juge de paix intervint d'office quarante-quatre fois.

8 grèves prirent fin avant qu'une suite ait été donnée aux propositions d'arbitrage. Les patrons se refusèrent vingt-quatre fois à accepter les propositions faites, quatre fois seulement les ouvriers firent montre de

1. id. p. 327.

la même hostilité ; dans 1 cas patrons et ouvriers repoussèrent toute idée de recours à la conciliation.

Dans soixante-quatre cas la procédure fut organisée ; trente-deux conflits furent apaisés ; il fallut recourir une fois à l'arbitrage, une autre fois à la nomination d'un tiers-arbitre.

Dans six autres cas les ouvriers, bien que n'ayant pu se mettre d'accord dans le comité de conciliation, reprirent le travail le lendemain de la réunion, renonçant cinq fois à donner suite à leurs réclamations et accueillant une fois les propositions des patrons.

En résumé trente-huit conflits se terminèrent ensuite du rapprochement des parties dans le comité de conciliation.

La procédure fut sans action dans 26 cas, 16 fois on proposa l'arbitrage, 13 fois les patrons firent opposition à ces propositions ; 3 fois elles furent repoussées par les deux parties.

Si l'on ajoute aux 38 grèves qui ont pris fin à la suite des explications dans les comités de conciliation les 8 grèves de courte durée qui se sont terminées avant la constitution du comité de conciliation et les 7 autres qui prirent fin après l'échec des propositions de conciliation, on arrive à un total de 53 conflits dont la procédure de la loi de 1892 a permis de hâter la solution pacifique.

Au point de vue des résultats, 13 grèves se terminèrent par la victoire des ouvriers, 16 fois par celle

des patrons, 24 fois par une solution transactionnelle.

Les 48 autres grèves comptèrent 8 réussites, 19 transactions et 21 échecs (1).

405 grèves ont éclaté durant l'année 1895, atteignant 1.298 établissements et mettant en mouvement 45.801 grévistes. 276 grèves ont eu une durée d'une semaine ou de moins d'une semaine et parmi elles on en compte 104 qui ne durèrent pas une journée. Une vingtaine de conflits se prolongèrent plus d'un mois.

84 recours à la loi de 1892 ont été tentés, soit une proportion de 21 pour cent par rapport au nombre des grèves, d'où une diminution de 4,83 pour cent sur l'année 1894. 46 fois les ouvriers ont pris l'initiative de ces recours, 2 fois les patrons, 3 fois les patrons et les ouvriers réunis. Dans 34 conflits le juge de paix est intervenu d'office.

4 grèves ont pris fin avant qu'il ait été donné suite à la demande de conciliation ; les ouvriers ayant abandonné dans 3 cas leurs revendications et ayant accepté dans le 4^e les propositions qui leur étaient faites par les patrons.

32 fois les patrons ont refusé les demandes de conciliation, les patrons et les ouvriers se sont rencontrés dans 2 cas pour repousser des offres identiques.

1. *Office du travail* — Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1894, p. 224 et suivantes.

Les comités de conciliation parvinrent à aplanir 21 conflits. 22 autres comités présentèrent des propositions d'arbitrage qui ne furent point acceptées dans 18 cas, 7 fois l'opposition vint des patrons, 3 fois des ouvriers, 8 fois des patrons et des ouvriers réunis. Cependant dans 1 cas, les ouvriers se ravisant, sont revenus sur leur première détermination. Ce qui réduit le nombre définitif des refus d'arbitrage à 17. 3 arbitrages seulement ont été couronnés de succès.

En résumé 36 différends collectifs ont dû leur solution pacifique à l'application de la loi de 1892.

Les résultats se sont ainsi partagés ; 4 réussites pour les ouvriers contre 7 échecs et 25 transactions.

Les autres grèves au nombre de 48, dont 20 continuées après le désaccord dans 6 comités de conciliation et 28 après le rejet de la tentative de conciliation, se sont terminées par 7 réussites en faveur des salariés, 17 transactions et 24 échecs (1).

A côté des applications de la loi sur la conciliation, la fin de 24 grèves a été obtenue à la suite de négociations conduites par les syndicats ouvriers, et 22 autres conflits ont été terminés par l'intervention des préfets et des maires.

476 grèves ont été déclarées durant l'année 1896.

1. Consult. *Office du travail*. Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage, survenus pendant l'année 1895. Pages I et suivantes.

Dans 104 cas on a eu recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage. La proportion par rapport au nombre des grèves a été de 21.86 pour cent, en légère augmentation sur l'année précédente qui nous avait donné 20.74 pour cent.

Dans 37 grèves, les ouvriers ont demandé de recourir à la procédure de la loi du 27 décembre 1892 ; les patrons n'ont fait cette démarche que dans 4 cas, 4 fois également patrons et ouvriers se sont rencontrés pour y faire appel.

Dans 39 grèves le juge de paix est intervenu d'office.

Le travail a été repris dans 7 cas, sans qu'il ait été donné suite à la demande de conciliation. Les ouvriers ont abandonné leurs réclamations dans 4 de ces cas, obtenu une transaction dans 2 cas et subi un échec dans le septième.

Pour les 97 autres conflits, 44 fois les demandes de conciliation ont été repoussées, 41 fois par les patrons et 3 fois par les ouvriers.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, les ouvriers ont renoncé huit fois à leurs prétentions ; dans un cas, ils n'avaient pas quitté encore l'atelier.

La grève a été déclarée ou continuée dans les 36 autres cas ; elle s'est terminée par 5 réussites, 9 transactions et 22 échecs.

Les comités de conciliation ont eu à intervenir dans 53 différends.

21 grèves ont été terminées directement dans les comités de conciliation.

Des propositions d'arbitrage ont été faites dans 22 comités de conciliation qui n'avaient pu aboutir à une entente. Elles furent repoussées dix-neuf fois ; douze fois par les patrons, deux fois par les ouvriers et cinq fois par les patrons et ouvriers.

Ainsi le recours à l'arbitrage n'a été accepté que trois fois, encore faut-il ajouter, que dans un cas il y a eu désaccord sur le choix des arbitres ; dans un autre les arbitres n'ont pu réussir à s'entendre sur la désignation du tiers-arbitre ; le président du tribunal n'a pas eu à désigner ce dernier, les patrons sur ces entrefaites ayant cédé aux réclamations des ouvriers. En somme une seule grève a pris fin par l'arbitrage (1).

En résumé 22 grèves ont été terminées par la conciliation et l'arbitrage, se décomposant en 6 réussites, un échec, 15 transactions. Les 31 grèves dans lesquelles ont échoué les tentatives de conciliation et d'arbitrage ont été suivies de 5 réussites, 11 transactions et 15 échecs. Au total 37 conflits ont reçu une solution grâce à l'application de la loi (2).

1. Magnoncourt (Haute-Saône).

2. Consult. *Office du Travail*. Statistique des grèves et des recours à la conciliation survenus pendant l'année 1896, pages IV, V, VI.

RÉSULTATS OBTENUS DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE

PENDANT LES ANNÉES 1893-1894-1895 ET 1896.

Pour juger d'une vue d'ensemble les résultats obtenus de l'application de la loi du 27 décembre 1892, pendant ces quatre dernières années, il est utile de récapituler les données que nous ont fournies les statistiques.

Ainsi on compte en :

1893 : 634 grèves, 109 recours. Proportion des recours par rapport au nombre des grèves 17.19 pour cent.

1894 : 351 grèves, 101 recours. Proportion des recours par rapport au nombre des grèves 25.83 pour cent.

1895 : 405 grèves, 85 recours. Proportion des recours par rapport au nombre des grèves, 20.74 pour cent.

1896 : 476 grèves, 104 recours. Proportion des recours par rapport au nombre des grèves, 21.86 pour cent.

Soit au total 1906 grèves, 399 recours. C'est donc une moyenne de 20.93 pour cent des recours par rap-

port au nombre des grèves. Il faut ajouter que sur ces 399 demandes en intervention de la loi de 1892, 146 ont été repoussées par les parties intéressées et 32 recours sont devenus sans objet, les ouvriers ayant repris leur travail durant la marche de la procédure. Il reste donc 221 recours pour lesquels se sont constitués 226 comités de conciliation. Ce chiffre s'explique par ce fait, que plusieurs comités ont fonctionné pour une même grève.

104 comités sont parvenus à terminer les différends par la conciliation, 11 fois seulement et j'appelle l'attention de chacun sur le peu d'importance de ce chiffre, les conflits ont dû leur solution à l'arbitrage. C'est dire combien l'arbitrage rencontre peu de faveur auprès de la classe industrielle. Au total 115 solutions obtenues par les comités de conciliation et d'arbitrage.

Ces résultats sont plus que modestes, surtout lorsqu'on oppose au nombre des grèves, le nombre des cas où la loi de 1892 est parvenu à atteindre son but :

En : 1893	634 grèves	49 succès.
1894	391 grèves	53 succès.
1895	405 grèves	36 succès.
1896	476 grèves	37 succès.

Ces statistiques démontrent de la façon la plus évidente, le peu d'influence de la loi de 1892 dans les luttes industrielles. On y fait rarement appel et son intervention est rarement couronnée de succès. A quoi

donc attribuer cet échec? La pratique de cette loi depuis quatre années a révélé certaines déficiences, dont la disposition ne saurait présenter de sérieux obstacles, mais quand bien même les améliorations réclamées seraient apportées, je me demande si elles seraient suffisantes pour obtenir un résultat plus satisfaisant. Ainsi on a prétendu qu'il fallait reporter pour une partie l'échec de la loi sur le mode de nomination du tiers arbitre par le Président du tribunal civil. M. Groussier dans un compte-rendu fait à la Bourse du Travail de Paris, de la grève des métallurgistes qui éclata à Rive-de-Giers et qui se prolongea du 4 janvier au 23 mars 1893, déclare que le motif qui aurait fait repousser par les ouvriers l'application de la loi était uniquement la disposition de l'article 8, par laquelle en cas de désaccord entre ces arbitres, l'arbitre départiteur est nommé par le Président du tribunal civil. Il affirmait que les ouvriers ne pourraient jamais avoir confiance dans un arbitre qui ne tiendrait pas son mandat d'eux-mêmes. Je ne veux pas contredire l'affirmation de M. Groussier, le mode de nomination du tiers-arbitre peut certainement présenter des inconvénients, mais sa désignation par les ouvriers ne serait pas à elle seule une réforme de nature à modifier dans un sens bien favorable les résultats. J'ai en effet déjà démontré que c'est l'arbitrage en lui-même qui est mal accueilli, surtout des patrons.

On a également prétendu que la nécessité d'élire

des délégués de nationalité française était fréquemment l'obstacle qui empêchait de recourir à loi. C'est une exagération évidente, puisque sur 1.906 grèves, deux fois l'article 15 de la loi de 1892 a empêché la constitution du comité de conciliation. Ce fait s'est produit lors d'une grève de briquetiers à Lens qui dura du 3 au 8 mai 1893, les patrons et les ouvriers étant de nationalité belge, le juge de paix ne put appliquer la loi sur l'arbitrage. Le même fait se produisit dans les Bouches-du-Rhône les ouvriers étant de nationalité étrangère. Ce n'est donc pas, je le répète, la disparition de ces inconvénients en somme d'ordre secondaire, qui ajouterait une grande force à notre procédure sur la conciliation et l'arbitrage. Je ne voudrais cependant pas être taxé de repousser de parti pris toute amélioration de si peu d'importance soit-elle, mais je tiens à redire que je manque de confiance sur le résultat final.

M. Jaurès aurait voulu que le juge de paix put prendre avant toute cessation de travail, l'initiative des premières démarches. « Il nous a paru, disait-il, qu'une
« des raisons pour lesquelles la procédure était peu
« efficace, c'est qu'on n'y songe guère qu'après la ces-
« sation effective du travail, après la déclaration de
« grève. Alors les amours-propres sont engagés.
« Pourquoi ne pas permettre au juge de paix d'inter-
« venir avant la rupture définitive ? Il y a toujours
« dans sa magistrature un peu familière, une part
« laissée à sa liberté, à son action personnelle. Pour-

« quoi n'en serait-il pas ainsi dans la procédure de « l'arbitrage » (1).

M. Jaurès réclamait en outre l'affichage de la loi de 1892 dans toutes les usines et ateliers, de façon à ce que ses dispositions soient connues des ouvriers qui sont la plupart du temps ignorants à ce sujet.

Les intentions de M. Jaurès sont excellentes, mais à elles seules suffiront-elles pour rendre à la loi l'efficacité qui lui fait défaut ?

A la vérité on a fait très justement remarquer que l'on ne pouvait pas dire de notre loi qu'elle fonctionnait mal, mais qu'elle ne fonctionnait pour ainsi dire pas.

La vérité qui se dégage des difficultés que l'on rencontre dans l'application des moyens de conciliation et d'arbitrage ; c'est qu'en réalité on n'a pas su encore la comprendre. Ainsi chez les patrons il y a confusion entre la conciliation et l'arbitrage. C'est d'eux surtout que vient l'obstacle, ils se déclarent par dessus tout les adversaires absolus de l'arbitrage. N'ayant pas étudié jusqu'à ce jour la loi, ils n'en ont pas saisi le mécanisme. Ils ont toujours pensé qu'accepter de se rendre à la convocation en conciliation qui leur était adressée par le juge de paix, c'était par là même accepter par anticipation la désignation des arbitres. C'est là une er-

1. *Officiel* du 12 novembre 1895. *Document parlementaire*, n. 1465.

reur qu'il serait bon de dissiper ; l'acceptation du recours en conciliation n'impliquant nullement l'obligation de soumettre, en cas d'échec, le différend à l'arbitrage (1). Une connaissance plus exacte de la loi fera disparaître les hésitations qui entravent son application.

D'un autre côté, il ne faudrait pas cependant croire que les patrons soient sans restriction aucune favorables, à la tentative de conciliation. Non, au fond, ils voient toujours d'un très mauvais œil l'intrusion d'un magistrat dans leurs affaires personnelles. Si parfois ils l'acceptent, ce n'est qu'à contre-cœur. Ce qu'ils veulent surtout, c'est conserver la direction de leurs salariés, sans être soumis à un contrôle quelconque. Si quelques-uns d'entre eux, rompant avec la grande majorité qui s' imagine volontiers être quitte envers l'ouvrier dès

1. Cette ignorance a souvent été la cause de la prolongation de conflits, qui avec une connaissance plus sérieuse de l'esprit de la loi, eussent pu être rapidement éteints. Je citerai, entre autre exemple, à l'appui de mon affirmation, les grèves qui éclatèrent dans le Nord et le Pas-de-Calais en 1893 et auxquelles prirent part plus de 45.000 ouvriers. Pourquoi donc les compagnies se refusèrent-elles à tout essai de conciliation ? Il suffit de lire les réponses qui furent faites au juge de paix, pour être parfaitement fixé sur la cause de leur mauvais vouloir. Elles n'avaient pas compris le fonctionnement de la loi du 27 décembre 1892 ; c'est toujours la même erreur d'interprétation ; les compagnies étaient persuadées que l'arbitrage devait forcément avoir lieu si le comité de conciliation ne réussissait à établir l'accord entre les parties.

qu'elle lui a réglé son salaire, estiment que, si en droit strict leur dette est éteinte vis-à-vis de ce dernier dès qu'ils lui ont compté le prix de sa tâche, au point de vue moral ils ont encore des devoirs à remplir, ils ne vont pas encore jusqu'à admettre qu'il ait des droits à recourir à l'intervention de la loi pour sauvegarder ses intérêts. Fiez-vous à notre esprit de justice, lui disent-ils ; c'est à notre connaissance le seul recours pratique ; le sentiment de nos devoirs et de notre dignité, comme notre intérêt bien entendu nous interdisent tout abus (1).

Ce qui apparaît en outre d'une façon évidente c'est que notre éducation n'est pas encore faite sur ces questions de conciliation et d'arbitrage. D'ordinaire, et c'est ce qui y a lieu le plus fréquemment, les ouvriers abandonnent le travail durant l'exercice de la procé-

1. « On n'a pas produit d'objections vraiment sérieuses contre le procédé de l'arbitrage. Les patrons se feraient d'étranges illusions sur la justice et les réalités pratiques s'ils voulaient rester juges discrétionnaires des réclamations des ouvriers. Le rapport de 1872 (Angleterre) relate cependant la déclaration assez naïve d'un déposant au sujet des conseils d'arbitres et paraît l'approuver : « Moi patron j'ai la prétention d'être juste et je n'accepterai pas facilement l'intervention d'un arbitre entre mes ouvriers et moi ». L'homme le plus juste d'intention peut être aveuglé par l'intérêt, et c'est tenir un langage peu conciliant que de repousser tout examen contradictoire. Il ne s'est d'ailleurs jamais agi d'imposer aux patrons l'arbitrage contre leur gré. Cauwès, *Précis d'Economie politique*. Tome II, page 85.

dure. C'est là une très grave erreur. En Angleterre, pays où les ouvriers sont si puissamment organisés pour le triomphe de leurs justes revendications, le travail se continue jusqu'à ce que les négociations aient reçu une solution. On voit tout de suite les avantages qui découlent d'une telle façon d'agir.

Beaucoup disent : la loi a échoué parce qu'elle manque de sanction. La sanction morale, celle qui vient de l'opinion publique, est loin d'avoir porté tout le fruit qu'on en attendait. Du reste, l'opinion publique n'est pas toujours impartiale, elle n'est pas à l'abri des passions politiques. Elle pourra donc se montrer injuste parfois. Il faudrait chercher une sanction plus efficace. Certains n'ont pas craint de demander s'il ne conviendrait pas de rendre l'arbitrage obligatoire.

Cette mesure me paraît grave, l'arbitrage obligatoire ne serait en réalité rien autre chose que la suppression de la liberté dans le contrat de travail.

D'autres plus modestes, se sont contentés de réclamer l'obligation de la tentative de conciliation. Je ne suis pas plus partisan de l'obligation de la tentative de conciliation, que de l'arbitrage obligatoire, et pour les mêmes raisons. Elle tend en effet à un résultat semblable (1).

1. Les rapporteurs du Congrès corporatif de Tours, qui se tint dans cette ville du 14 au 19 septembre 1896, demandèrent que la conciliation fût rendue obligatoire. Il ne leur suffit pas d'une cons-

Enfin, quelques-uns s'inspirant de ce qui avait été pratiqué à l'étranger, notamment en Angleterre, demandaient à ce que les dispositions prises par le Conseil fussent exécutées obligatoirement (1).

titution facultative des comités de conciliation. Ils écartaient les vains scrupules de liberté, et voulaient « l'égalité avant tout ». Or la conciliation obligatoire, ce serait un premier pas fait dans la voie de l'arbitrage forcé, c'est-à-dire la suppression de toute industrie libre, et la main-mise de l'Etat sur la réglementation du travail.

1. L'article 9 des statuts du Conseil de l'Industrie de la soie de Macclesfield. (Fondé en 1849, en Angleterre) disait : « Le Conseil ne pourra donner son assistance à un patron en cas de contestation entre ses ouvriers et lui, que s'il paye les prix établis par le Conseil ». L'article 13 allait plus loin encore : « Dans le cas de violation manifeste des dispositions prises par le Conseil, le patron et l'ouvrier en faute seront punis d'une même amende, et leur délit sera porté à la connaissance de tous. En cas de récidive, l'amende sera doublée pour l'un et l'autre délinquants. Le dénonciateur recevra la moitié de l'amende ».

« Si un manufacturier refusait de se soumettre aux pénalités, il n'y avait évidemment pas d'autre alternative que de le laisser de côté ou de recourir à une grève, sinon organisée, du moins sanctionnée et appuyée par le Conseil. Ce dernier s'enquérât d'abord de la vérité des faits ; ceux-ci établis, le délinquant recevait une lettre officielle du secrétaire ; si cela ne suffisait pas, une députation de patrons et d'ouvriers allait le trouver, en cas de nouvel insuccès, le Conseil retirait formellement son appui au manufacturier coupable, ce qui revenait à laisser les ouvriers se mettre en grève. On dit même que certains patrons recueillaient des souscriptions parmi leurs tisserands pour soutenir les grévis-

Certes si l'on parvenait à découvrir un moyen tout à la fois pratique et équitable de rendre obligatoire les décisions arbitrales, la solution du problème social serait toute trouvée.

Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande s'est engagé depuis peu dans cette voie. Une loi de 1894 dispose que : « Toute partie intéressée dans un conflit industriel peut soumettre le différend à un conseil de conciliation et en cas de désaccord dans ce conseil, au tribunal central d'arbitrage, dont la décision sera également exécutoire sur la propriété de toute organisation de métier, soit de patrons, soit d'ouvriers ou sur la *propriété* ou la *personne des intéressés* ». L'appli-

tes, tandis que d'autres observaient la neutralité, tout en donnant la libre entrée de leurs fabriques à ceux qui venaient recueillir les fonds de la grève », Crompton.

— En 1892, la loi Mundella chercha à munir d'une sanction les sentences arbitrales. Pour que patrons et ouvriers soient mutuellement liés, une copie imprimée de la convention était remise à l'ouvrier à son entrée dans l'usine. Les sentences arbitrales sanctionnées par la bonne foi, étaient ainsi transformées en contrats individuels ayant une valeur légale. Cette loi n'a jamais été appliquée.

— Pour assurer une sanction matérielle à la loi, les tailleurs d'une importante maison de New-York, firent accepter une clause par laquelle le patron s'engageait à payer 500 dollars (2.500 fr.) à l'union ouvrière, s'il violait la convention et l'union s'engageait à payer la même somme si ses membres se mettaient en grève pour demander une augmentation de salaires avant le 1^{er} janvier.

cation trop récente de la loi ne permet pas d'en juger l'action.

Le 7 novembre 1897, MM. Avez, Dejeante, Fabert, Groussier, Toussaint, ont déposé un projet dans le but de rendre obligatoire la sentence arbitrale. Ce projet est plutôt dirigé contre l'employeur qui sera tenu, dans le cas d'un différend, de le soumettre au conseil d'arbitrage dont le verdict devra être exécuté. La sanction est des plus rigoureuse. Si l'usine ne renferme pas cent personnes, le patron sera condamné par le juge de paix « à une indemnité pécuniaire correspondant à la perte subie par son personnel du fait de la cessation de travail qu'il aura provoquée ou maintenue ».

Dans le cas où le nombre des ouvriers serait supérieur à cent, l'établissement serait saisi; un conseil d'administration provisoire serait élu par les ouvriers sous le contrôle de la municipalité et du juge de paix. Une commission arbitrale formée de conseillers municipaux et de délégués ouvriers, toujours sous le contrôle du juge de paix et de plus sous celui d'un représentant du patron, procéderait à l'inventaire de l'actif. Elle statuerait alors sur les conditions dans lesquelles l'Etat ou la commission pourrait s'emparer de l'actif. Le patron ainsi exproprié recevrait une part dans les bénéfices, jusqu'à ce qu'il ait ainsi touché le prix de son établissement. La Commission jugeant très justement ce procédé quelque peu révolutionnaire l'a rejeté

sans discussion. Il n'est pas à douter un seul instant que le même sort l'attend devant le Parlement.

Ainsi nous acquérons de plus en plus cette conviction que vouloir rendre obligatoire l'exécution de la sentence arbitrale rencontre dans la pratique des difficultés presque insurmontables. Peut-être, dans un avenir plus éloigné, alors que les forces en présence se seront égalisées, la sentence arbitrale s'exécutera d'elle-même, mais à l'heure actuelle il n'est pas possible de concevoir une pareille espérance. Il faut attendre de la formation de puissantes associations ouvrières ce que nous ne pouvons obtenir de la loi.

Apercevant le côté faible des projets voulant imposer l'exécution de la sentence arbitrale, on a prétendu qu'il serait d'une application pratique moins difficile de rendre obligatoire le recours à l'arbitrage. M. Mesureur a présenté un projet dans ce sens. « Rendre
« obligatoire, dit-il, la comparution, c'est rompre avec
« les traditions de notre droit. Une seule exception
« existait au caractère facultatif de l'arbitrage. Elle a
« disparu en 1856 par l'abrogation des dispositions du
« Code de Commerce en matière de sociétés com-
« merciales. Et cet échec du principe obligatoire ne
« semble pas fait pour y revenir. D'ailleurs qui
« dit arbitre dans les conflits du travail, dit un juge
« librement choisi par les parties, étranger à leurs
« intérêts et auquel s'adressent spontanément par
« estime pour son caractère et à raison de la con-

« fiance, quelles ont en sa capacité. Imposera-t-
« on cette confiance et cette estime ? Et si les par-
« ties allèguent qu'elles ne connaissent personne à qui
« elles puissent pleinement se fier, faudra-t-il leur
« enjoindre de demander l'appréciation d'arbitres qui
« ne réunissent pas ces conditions ? C'est évidemment
« impossible, et il n'en faut pas plus pour sentir que
« *l'arbitrage obligatoire* choque la raison et l'équité. »

Les objections présentées par M. Mesureur contre l'obligation de l'arbitrage me paraissent des plus sérieuses. J'estime également qu'il n'est pas possible d'imposer par jugement un contrat de travail à des parties qui ne sont liées par aucun engagement ; à mon avis même on ne saurait imposer le respect d'un contrat de travail en cours autrement que par le paiement d'une indemnité. Agir autrement ne serait rien autre chose, en définitive, que l'établissement, au moyen de la puissance publique, des conditions du travail. Ce serait du même coup supprimer le droit de grève, droit dont personne aujourd'hui ne conteste plus l'utilité et qui a coûté tant d'efforts à acquérir. Nous reviendrions au temps où le travail était réglementé de par la seule volonté du souverain. L'arbitrage obligatoire contient tout cela. Ses partisans prétendent qu'il est bien admis en matière civile. Je répondrai à cela qu'il y a une très grande différence entre des arbitres et des juges. Si sur la citation d'un tiers on se trouve dans l'obligation de soumettre un différend à une tierce person-

ne ou bien a plusieurs, puis de se soumettre à leur sentence, il n'y a pas là à proprement parler arbitrage ; les tiers constituent en ce cas un tribunal, leur sentence est un véritable jugement. On conçoit alors sans difficulté une telle façon de procéder pour trancher les réclamations *basées sur des textes de loi, sur des engagements antérieurs, sur des coutumes même* ; ainsi jugent nos conseils de prud'hommes. Il n'y a donc pas à établir de comparaison entre l'arbitrage en matière civile et l'arbitrage en matière de conflits collectifs industriels.

M. Mesureur se déclare par contre partisan de *l'obligation de la tentative de conciliation* qu'il propose dans son projet et contre laquelle on ne saurait formuler d'objections sérieuses : « Cette mesure, qui consiste
« à mettre les parties en présence avec l'assistance du
« juge de paix ne soulève pas les mêmes objections (1),
« et il semble bien que dans tous les cas il y ait avantage à y avoir recours. Elle est de nature à dissiper bien
« des malentendus et à former un rapprochement, sans
« présenter aucun inconvénient. Elle ne révolte pas la
« conscience des parties en leur imposant des arbitres
« privés de leur confiance, et elle ne peut aboutir à une
« décision inacceptable pour elles, puisqu'elles discutent et fixent elles-mêmes les conditions de leur
« accord (2) ».

1. L'auteur du projet fait allusion aux objections soulevées contre l'arbitrage obligatoire.

2. « La chambre de commerce de Valenciennes a adressé au

La commission du travail partage l'opinion émise par M. Mesureur, elle se montre complètement favorable à l'obligation de la tentative de conciliation : « Il est certain, dit-elle, que la société ne fait rien d'excessif en invitant l'ouvrier et le patron à s'entretenir de leurs griefs respectifs par devant le juge de paix. La tranquillité de la cité est trop intéressée à la bonne harmonie des deux facteurs, pour que le Gouvernement ne cherche pas à organiser des préliminaires de conciliation antérieurement à l'exercice du droit de grève ».

L'article I du projet de M. Mesureur pose en ces termes le principe de l'obligation de la tentative de conciliation : « les patrons, ouvriers ou employés entre lesquels s'est produit un différend d'ordre collectif *doivent* soumettre les questions qui les divisent à un comité de conciliation et, à défaut d'entente, *peuvent* recourir à un conseil d'arbitrage » (3).

Si les patrons et ouvriers divisés par un conflit *doivent* aller devant un comité de conciliation, le projet

Ministre du commerce une lettre dans laquelle elle exprime certains vœux au sujet de la réglementation de la conciliation et de l'arbitrage, en cas de conflits entre ouvriers et patrons.

Au nombre de ces vœux figure l'obligation de prévenir de la cessation projetée du travail, huit jours d'avance les intéressés adverses, en précisant les griefs qui motivent l'intention conçue. La chambre de Valenciennes admet la *tentative de conciliation obligatoire*, mais elle repousse l'*arbitrage obligatoire* ». Journal « *Le National* » n° du 28 mars 1897.

3. Projet Mesureur. *Journal officiel* du 17 février 1896.

dit bien, qu'à défaut d'entente, ils *peuvent* recourir à l'arbitrage. Ainsi donc les parties ne sont pas tenues de recourir à l'arbitrage, ce dernier moyen est laissé entièrement à leur appréciation (1).

En outre le projet augmente les pouvoirs du Juge de paix (2).

Dès qu'une grève sera sur le point d'éclater, le juge paix devra convier patrons et ouvriers à s'entendre sur leur différend, sans pour cela suspendre le travail, il les engagera à retarder au moins leur projet de se mettre en grève jusqu'après les échecs de la tentative de conciliation. C'est une méthode excellente et qui du

1. Obliger les parties à tenter la conciliation, ordonner une enquête arbitrale à la demande d'une seule partie, pourvu que la décision n'en soit pas imposée à l'autre par la loi, édicter des sanctions aux contrats collectifs par la définition légale des contrats individuels qui naissent des conventions et des décisions arbitrales régulières ; tout cela est compatible avec l'objet des conseils de conciliation et d'arbitrage. (*Les Grèves et la conciliation*. Arthur Fontaine, page 37).

2: M. Raoul Jay, professeur à la Faculté de droit de Paris, aurait voulu que le juge de paix fut remplacé par l'inspecteur du travail qu'il trouve plus préparé à servir d'intermédiaire entre patrons et ouvriers. C'est du reste ce qui a lieu en Autriche où les Inspecteurs du travail jouent ce rôle de conciliateurs. M. Laurent Dechesne, dans une étude parue dans la *Revue d'Economie politique* (mars 1897), nous donne les renseignements ci-après sur les résultats de l'intervention de ces fonctionnaires dans les grèves pendant l'année 1894.

District.	Nombre de grèves dans lesquelles ils sont intervenus.	Avec succès.	Sans succès.
—	—	—	—
I	24	0	24
II	13	9	4
IV	3	3	0
VII	3	1	2
—	—	—	—
Total....	43	13	30

Le nombre total des grèves en Autriche, pendant l'année 1891 étant de 159, les inspecteurs seraient donc intervenus dans 43 d'entre elles, soit plus du quart du total des grèves. Leur intervention aurait réussi dans un peu plus du tiers des cas, soit environ un douzième du total des grèves.

La substitution de l'inspecteur du travail au juge de paix ne peut présenter que des avantages, à condition toutefois que d'importantes modifications soient apportées dans le recrutement de ces fonctionnaires de façon à ce qu'ils puissent répondre aux obligations de cette nouvelle mission.

Le juge de paix est une personne tout à fait convenable à remplir les *formalités* requises, mais il n'offre guère la garantie d'exercer quelque influence salutaire lors des grands conflits. Il lui manque la *compétence* dans les affaires industrielles, peut-être aussi une *notoriété* suffisante. La compétence du juge de paix est fort restreinte en matière contentieuse, il ne jouit pas de l'immovibilité ; tout ce que la loi réclame de lui, c'est d'avoir atteint l'âge de 30 ans, c'est peu.

L'intervention du conseil de prud'hommes est préconisée par certains. Mais les conseils de prud'hommes n'ont plus la confiance des parties. Du reste, l'exemple de ce qui se passe en Allemagne n'a rien d'encourageant.

reste est pratiquée en Angleterre, où presque jamais le travail ne s'interrompt pendant les pourparlers. J'ai à plusieurs reprises, signalé les inconvénients de la manière de faire de nos ouvriers qui ont, le plus souvent, le tort de se mettre en grève, sans attendre le résultat des démarches de leurs délégués.

Le projet de M. Mesureur, dit aussi ; que si les parties se refusent à suivre ce conseil, elles doivent faire connaître au juge de paix, verbalement ou par écrit, les raisons qui dictent leur détermination. Si malgré tous les efforts, les parties quittent le travail, sans vouloir se soumettre à la loi qui leur impose de tenter la conciliation, le juge de paix avant de prononcer les pénalités encourues, doit inviter une dernière fois les parties à procéder aux préliminaires de conciliation.

Quelle est la sanction de ce nouveau projet de loi ? D'après les termes de l'article 9, le juge de paix pourra prononcer d'office, et en dernier ressort, une amende de 1 à 15 francs contre la partie qui se refusera de se prêter à la tentative de conciliation. Si le refus vient du patron l'application de la pénalité ne saurait présenter de difficulté, mais il en sera tout autrement si ce sont les salariés qui ne se décident à se soumettre aux prescriptions de la loi. L'amende atteindra-t-elle tous les ouvriers en grève, cela n'est pas possible. Le projet tourne la difficulté, d'après ses dispositions, l'amende frappera les délégués des ouvriers,

c'est-à-dire ceux qui ont, en quelque circonstance du conflit, accepté de représenter leurs camarades, ceux qui par exemple ont porté les réclamations aux patrons. Dans le paragraphe 4 de l'article 9 il est également dit que s'il existe un syndicat professionnel, les administrateurs de cette association seront passibles de l'amende. L'auteur du projet tient à ne pas être taxé de partialité, c'est pourquoi il décide que si dans des cas particuliers, qui à la vérité seront rares dans la pratique, il n'est pas possible d'atteindre les ouvriers, dans ces cas là, les patrons ne pourront pas être frappés d'amende non plus.

La Commission du travail, à l'examen de laquelle avait été soumis le projet de loi de M. Mesureur lui fit subir certaines modifications. Le 23 mars 1896 elle présenta à son tour un projet.

M. Mesureur avait dans sa proposition spécifié qu'en cas de refus, les parties seraient dans l'obligation de présenter les motifs qui s'opposaient à ce qu'elles acceptassent de suivre les conseils du juge de paix.

Ces dispositions parurent graves à la Commission du travail qui prétendit que « ce serait porter atteinte au droit de grève que d'entourer l'exercice de ce droit d'un formalisme qui courrait risque de n'être pas compris ». Aussi furent-elles repoussées, ce en quoi la Commission agit bien.

L'article 9 fut également modifié par la Commission qui ne considère dans son projet comme susceptibles

d'être frappés par l'amende que les patrons et ouvriers qui auront accepté de représenter leurs camarades dans le conflit. Poussé par le désir louable d'atteindre également ouvriers et patrons, M. Mesureur se montrait en effet quelque peu arbitraire dans son choix des représentants ouvriers.

Mais comme M. Mesureur, la commission du travail étendait les attributions du juge de paix ; elle déclarait également obligatoire la tentative de conciliation. Mais, en définitive, j'estime que les modifications apportées ne nous donnent pas de résultats plus favorables. Les difficultés ne sont nullement atténuées. Puisqu'il y aura encore des cas où l'on ne pourra pas plus, qu'avec le premier projet, désigner ceux qui doivent être atteints. Oui certes, on aura la possibilité de les frapper toujours, lorsque les contrevenants se trouveront être du côté des patrons, mais je trouve la pénalité absolument dérisoire et je continue à croire que ce n'est pas l'éventualité de quelques francs d'amende qui fera plier ceux qui ont résolu de ne point céder. Je veux aller plus loin, j'admets un instant que la sanction soit suffisante et que pour l'éviter, contraintes par la crainte, les parties se décident à aller en conciliation, elles iront là l'esprit déjà fortement irrité par une démarche qu'elles ne font qu'à contre cœur, et sans aucun doute la tentative faite du juge de paix en vue d'arriver à apaiser le conflit échouera. Obligation et conciliation sont en effet deux termes qui se heurtent ; on ne peut obliger

quelqu'un à se concilier, il faut que les adversaires mis en présence viennent spontanément avec le désir vraiment sérieux de combiner leurs efforts pour arriver à se tendre la main. C'est sans secousse, sans violence, sans menace qu'on doit les amener à discuter sans passion ni parti pris de leurs intérêts.

Ceux qui ont jusqu'ici envisagé le problème et cherché la meilleure solution à y apporter, semblent n'avoir pas suivi la meilleure voie. Le vice capital de notre loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage est de représenter en quelque sorte un comité temporaire, un comité accidentel. Ce comité formé des patrons et ouvriers entre lesquels s'est élevé un différend basé sur les mêmes griefs peut englober plusieurs établissements similaires. Son rôle est trop restreint : éviter la grève avant sa déclaration, ou bien en abrégier la durée, s'il lui a été impossible de réussir sur le premier point, là se borne toute son action ; ce n'est pas assez. Ce qu'il est urgent d'établir, ce qu'il convient d'instaurer, c'est le moyen non seulement de prévenir la grève mais même la tentative de grève. Comment peut-on arriver à un tel résultat ? En maintenant un accord permanent entre employeur et employés par des échanges de vue continues. Le comité formé ensuite de l'application de la loi du 27 décembre 1892, ne connaît lui que des conflits collectifs, cause de la coalition, ou des conflits individuels soutenus par elle. Il n'est pas apte à éviter le mécontentement qui

vient à la longue des réclamations isolées, lorsqu'aucune suite ne leur est donnée. Dans les différends d'ordre juridique, il ne peut user de la conciliation, son intervention est à la fois et trop tardive et d'une complication trop grande. En cas d'échec de la tentative de conciliation, on lui donne la mission de désigner des arbitres, cette désignation se fait en pleine effervescence du conflit ; il échouera donc le plus souvent, nous l'avons bien vu par les statistiques (1). Nous savons par expérience que ses décisions demeurent presque totalement privées de sanction effective.

La loi du 27 décembre 1892 est-elle donc d'une inefficacité absolue ? Je n'irai pas jusque-là, puisque dans bien des cas elle arrivera à abréger la durée des grèves ; elle pourra réussir également, alors qu'elle aura

1. M. de Mun, dans un discours prononcé à la Chambre des Députés (*Journal Officiel* du 23 octobre 1892) s'exprimait ainsi : « Les intéressés sont des étrangers, souvent des ennemis les uns pour les autres. Ils ne se connaissent pas. Leurs délégués se voient pour la première fois. Rien ne les prédispose à l'entente, à l'accord, aux concessions mutuelles. Voilà le mal auquel il faut porter remède. On n'y réussira qu'en mettant en présence les uns avec les autres et longtemps à l'avance, dans la vie de chaque jour, les représentants des intérêts opposés. C'est par ces rapports constants, par l'habitude qu'ils prendront alors peu à peu de se rencontrer, d'échanger leurs idées, de discuter leurs intérêts, de débattre dans leurs détails toutes les causes du conflit, qu'ils finiront par établir entre eux l'harmonie préexistante, la concorde préalable, la bonne volonté réciproque qui sont les con-

été impuissante à obtenir la conciliation, à permettre aux conflits de se développer sans violence, en facilitant la discussion.

Assurément ce sont-là des services quoique restreints, fort appréciables et nullement à dédaigner et qui la justifient.

Faut-il attendre d'autres résultats plus sérieux, des améliorations projetées ? Tous les perfectionnements que l'on se propose d'apporter pour faciliter le jeu de notre procédure sur la conciliation et l'arbitrage ne sauraient aboutir, son champ d'action est en effet trop limité.

C'est à la constitution de *conseils permanents et libres* qu'il faut demander la réalisation des espérances des auteurs de la loi de 1892.

Appréciant les avantages qu'on pourrait au point de vue social retirer de l'institution de ces conseils permanents, M. Lockroy avait dès l'année 1892 pris des engagements à ce sujet. Mais de simples promesses ne paraissaient nullement suffisantes à M. Lecour qui réclamait surtout des actes. « Toujours la même conclusion désolante, s'écriait-il, toutes les fois qu'il s'agit

ditions indispensables de la solution durable des conflits. Je dis de la solution durable : car je n'appelle pas une solution les arrangements transitoires qui naissent d'un arbitrage improvisé, qui sont le plus souvent conclus par force, arrachés, par la nécessité, et dans lesquels malheureusement, la plupart du temps, on n'apporte ni d'un côté ni de l'autre, une volonté suffisante de se concilier ».

« d'une réforme sociale. C'est très grave, il convient
« de ne rien précipiter. Voilà sept ans qu'on nous fait
« cette réponse à propos des conseils permanents qui
« fonctionnent depuis 32 ans en Angleterre. La ques-
« tion est très grave ; la commission va l'étudier. Nous
« savons ce que cela veut dire ». Les événements n'ont
que trop justifié les appréhensions de M. Lecour.

Dans son rapport du 23 mars 1896, la commission nous révèle en ces termes son impuissance : « La com-
« mission aurait voulu joindre à l'actuel projet l'orga-
« nisation de conseils permanents. Il lui a été pénible
« d'y renoncer. Mais pareille question soulève une
« foule de difficultés dont la complexité nous oblige à
« en différer l'examen ».

En 1895, le 25 novembre M. de Mun, dépose pour la 3^e fois un projet touchant la permanence des comités de conciliation.

M. Lebon, ministre du commerce et de l'Industrie avait également, le 8 juillet 1895, présenté un projet de loi sur les conseils permanents.

D'après les dispositions nouvelles tout groupement mixte, c'est-à-dire comprenant à la fois patrons et ouvriers, organisé dans le but de donner une solution rapide et pacifique aux différends, serait par la loi considéré comme association privilégiée. Le dépôt en triple exemplaire des statuts de l'association, à la mairie et au greffe de la justice de paix serait exigé.

M. Lebon voit dans la création de ces groupements

mixtes le moyen de prévenir les conflits ; c'est du reste la mission principale qui leur est dévolue par l'auteur du projet ; ils sont là surtout pour les « conflits à naître ». Ils auraient pour attribution spéciale l'étude des clauses des contrats intervenus entre patrons et ouvriers afin d'éviter l'injustice ou l'abus «... de purifier, pour ainsi dire, tous les éléments de discussion entre patrons et ouvriers ». Le patron veut-il, par exemple, établir un règlement d'atelier, il se trouvera de par les prescriptions de l'article 6, dans l'obligation de soumettre à l'examen du conseil de conciliation les dispositions qu'il se propose d'introduire dans son règlement. Toutefois le patron n'est pas tenu d'obtempérer aux observations qui peuvent lui être adressées par le conseil. Le conseil s'oppose-t-il à l'application du règlement, après un certain délai, le patron pourra passer outre.

Si une grève vient à éclater, ces conseils auront la faculté de se substituer aux conseils accidentels organisés par la loi du 27 décembre 1892. Dans ce cas les attributions du juge de paix sont dévolues au bureau du conseil. Mais, le juge de paix ne perd pas pour cela son droit d'intervention.

Les conditions du travail déterminées après accord entre patrons et le conseil feraient foi en justice pour le règlement des litiges individuels entre les parties qui auraient donné leur adhésion au conseil.

Telle est, en résumé, l'économie du projet défendu

par M. Lebon. Ce projet à le très grave défaut de vouloir réunir en un seul organe, les comités d'ouvriers, les chambres de travail et les comités de conciliation proprement dits. Les inconvénients que présente une semblable organisation ont été mis en relief par M. E. Schwiedland (1).

Il est bien évident que les chambres de travail et les conseils de conciliation et d'arbitrage sont par leur objet des institutions bien distinctes. En Belgique cependant on a tenté de recruter parmi les élus de la chambre de travail la totalité des membres ou le noyau permanent d'un conseil de conciliation. Les deux institutions n'ont-elles pas pour but principal de maintenir la paix entre patrons et salariés par un contrat continuuel entre ceux-ci et les premiers ? Mais la pratique a démontré qu'il n'y avait pas de cohésion suffisante entre les grands groupes d'électeurs institués par la loi et les délégués qu'elle leur donne mission de choisir ; il faut des liens plus étroits. Qu'un conflit vienne à surgir ; les parties se refuseront la plupart du temps à accepter leur intervention. Il est facile de concevoir que pour remplir le rôle d'arbitre, de conciliateur, il faut une autre autorité que pour émettre un avis sur les intérêts généraux de la profession. Les chambres de travail sont assurément des organes consultatifs de premier ordre, dont l'institution ne peut que porter des fruits

1. *Revue d'Economie politique* Avril 1896.

appréciables au point de vue social ; mais leur rôle est secondaire au point de vue de la conciliation et de l'arbitrage.

Si le conseil, qui peut selon le projet de M. Lebon, être réduit à une seule usine, émet la prétention de remplir le rôle d'une chambre de travail, il remportera le même insuccès que dans le cas précédent ; son autorité sera radicalement nulle.

Il y a un autre point à envisager, car les critiques que l'on vient d'entendre ne sont pas les seules à faire au projet. En effet pour créer des tribunaux permanents, il faut une base. Instituer des tribunaux permanents chargés de la défense des intérêts de la classe ouvrière, c'est reconnaître implicitement que celle-ci a des droits à faire valoir. Dès lors la question s'élargit, c'est le problème tout entier qui se pose. L'ouvrier a des droits, la loi doit donc le mettre en possession des moyens de les défendre ; il a des intérêts, il doit également avoir les moyens de les exposer. Il nous faut admettre que les ouvriers ont droit à se faire représenter. Comment se fera cette représentation. M. Mesureur a abordé la question dans son projet du 14 décembre 1881 renouvelé en janvier 1894.

Sur le modèle des conseils Belges, M. Mesureur instituait des conseils du travail. Ces assemblées devaient avoir pour mission :

- 1° Un rôle de conciliation et d'arbitrage.
- 2° Un rôle de représentation professionnelle.

Le titre de la proposition ne met en évidence que le premier de ces deux rôles ; mais il n'y a pas de doute, M. Mesureur voulait bien leur attribuer aussi le second rôle, comme le prouve clairement l'exposé des motifs.

Des emprunts étaient faits à la législation belge. Les conseils comprenaient à la fois l'élément patronal et l'élément ouvrier ; ils devaient être créés dans une localité, ils englobaient toutes les industries et étaient divisés en sections correspondant aux diverses industries particulières.

Ils étaient compétents pour :

1° Délibérer sur les conditions du travail et donner les avis demandés ;

2° Nommer les représentants patrons et ouvriers du Conseil supérieur.

Ces propositions ne furent pas discutées devant le Parlement, mais bien au Conseil supérieur du travail. En mars 1895 la commission permanente du travail présenta le projet Mesureur légèrement modifié. Les Conseils de travail prenaient le nom de Chambres de travail, et l'expression conseil de travail, désignait des conseils de conciliation établi d'un commun accord par les patrons et les ouvriers. Par 25 voix contre 32 le Conseil supérieur s'est prononcé contre ces chambres du travail.

Le 25 mars 1895, le Conseil supérieur vota le vœu suivant :

« 1° Les patrons et les ouvriers ou employés pour-

ront constituer d'un commun accord, dans chaque établissement ou entreprise, dans chaque profession ou métier similaire, des conseils permanents en vue de prévenir ou régler tous différends d'ordre collectif qui pourraient s'élever entre les parties et qui porteraient sur les conditions du travail.

« 2° Les syndicats professionnels légalement constitués, pourront également former des conseils permanents de même nature ;

« 3° Les membres des conseils permanents jouiront des avantages accordés par la loi du 27 décembre 1892 aux comités de conciliation et d'arbitrage. »

De son côté, M. Michelin a déposé un nouveau projet sur le bureau de la Chambre, le 7 novembre 1895. M. Michelin reconnaît que « l'intérêt des patrons « comme des ouvriers commande d'éviter les grèves. « Le travail et le capital ne peuvent se passer l'un de « l'autre. Il faut donc par tous les moyens, chercher « à concilier ces deux facteurs de la richesse. La solution désirée par tous est à notre avis de permettre « aux intérêts ouvriers et patrons de discuter eux-mêmes leurs intérêts respectifs. C'est pour leur donner cette facilité que nous vous proposons la création « de chambres de travail. »

« Ces chambres donneront au Gouvernement les « avis et renseignements qui leur seront demandés « sur les faits et les intérêts du travail. Elles recuei-

« leront les données relatives aux opérations ouvrière-
« res et présenteront leurs vues sur le moyen de dé-
« velopper le bien-être des travailleurs, ainsi que sur
« les améliorations à introduire dans la législation du
« travail. Quand il y aura des difficultés d'ordre col-
« lectif sur les conditions du travail entre patrons et
« ouvriers, la chambre du travail s'occupera de con-
« cilier les parties. A cet effet, elle nommera une
« commission de conciliation, et, pendant les travaux
« de cette commission, les parties seront invitées d'un
« côté à ne pas cesser le travail et de l'autre à ne pas
« renvoyer les ouvriers. »

Ainsi les projets sont nombreux qui veulent, à l'exemple de ce qui se passe, surtout en Belgique, créer pour le plus grand profit de la paix sociale, des chambres chargées de représenter les intérêts des ouvriers. Ces chambres serviraient comme de trait d'union entre les patrons et les travailleurs. Je crois que l'institution de ces organes est appelée à rendre, au point de vue social, les services les plus grands. Mais avant que nous en arrivions à pouvoir tirer de leur création des avantages sérieux, nous devons auparavant faire l'éducation de la masse. Elle n'est nullement préparée au rôle qu'on veut lui faire jouer. En France, l'organisation des forces ouvrières est bien loin d'être un fait accompli ; il nous reste sur ce point encore beaucoup à faire pour en être où en est l'Angleterre. Il est tou-

tefois bon de constater que de réels progrès dans cette voie se font chaque jour (1).

Ce qui ne laisse plus aucun doute, c'est que les comités accidentels de conciliation, les cours officielles, les organismes permanents extérieurs à l'usine ou au métier n'ont eu en définitive, qu'un résultat, et qui n'a même pas encore été toujours atteint; celui de diminuer la durée des grèves, d'en atténuer la violence en mettant les parties à même de discuter en toute liberté. C'est un avantage, je n'en disconviens pas, qui n'est certes pas à dédaigner; mais il est de toute nécessité de faire beaucoup plus; il faut et l'on doit arriver à rendre presque impossible la grève. Nous avons pu nous rendre compte que les organismes permanents ont été impuissants d'une manière générale à atteindre ce but.

C'est aux conseils d'usines, aux chambres ou comités d'explications qu'il faut faire appel. Ainsi seulement on parviendra à obtenir un contact permanent, on peut même dire presque personnel entre les employeurs et les employés. Au dessus de ces conseils d'usines, de ces chambres d'explications, on pourrait créer des conseils de métiers, auxquels incomberaient

1. Les syndicats en France sont, ainsi que je l'ai déjà démontré, encore bien faibles, ils manquent de cohésion. D'un autre côté les ouvriers et les chefs n'ont nullement cet esprit de calme et de conduite prudente, si nécessaire pour s'accorder dans toutes les questions d'affaires.

le soin de régler les chômages et les variations de salaire, ainsi que de veiller aux intérêts des travailleurs.

Bien entendu, ces comités permanents seraient *libres* et devraient avoir surtout pour rôle principal la conciliation. Les décisions seraient prises à la majorité, on devrait même s'efforcer d'arriver à l'unanimité. Dans le cas où patrons et ouvriers rencontreraient des difficultés à se mettre d'accord; ils pourraient former un tribunal arbitral ou bien à leur choix désigner des tiers étrangers au débat. On a proposé que ces tiers-arbitres fussent désignés d'avance pour trancher, en tous temps les points en litige. Ceci à l'imitation de ce qui se passe en Angleterre.

Je me rallie très volontiers à cette manière de voir. Mais l'arbitrage ne devra pas être consécutif à tout échec de conciliation. J'ai déjà dit les raisons pour lesquels je repoussais l'arbitrage obligatoire. Je suis le premier à reconnaître que la plus grande indépendance doit être laissée aux patrons dans la direction technique et commerciale de leur entreprise, et cela dans l'intérêt même de l'industrie. Moralement la sentence arbitrale est obligatoire; recourir à l'arbitrage est donc chose plus grave que d'aller en conciliation. Aussi en conciliation on devra déterminer d'avance les points sur lesquels, en cas de non accord, portera l'arbitrage. En dehors de ces cas l'arbitrage ne pourra intervenir qu'à la demande spéciale et expresse des parties.

Du reste, il arrive fréquemment que, même pratiquement, il est impossible de recourir à l'arbitrage. La décision arbitrale ne peut s'appuyer que sur des principes et des faits. Sans quoi, l'arbitre ne fait que « couper la poire en deux » et cette pratique si mauvaise a causé déjà de sérieux préjudices aux idées nouvelles, aussi bien chez les ouvriers que chez les patrons. Il faut qu'il s'agisse d'interpréter une coutume, de décider sur la réalité des faits invoqués par l'une ou l'autre des parties ; dans le cas contraire et pour éviter de porter atteinte au principe, il est de beaucoup préférable, de s'arrêter après l'échec de la tentative de conciliation.

Ainsi, si par exemple, des masses ouvrières réclament la journée de huit heures, que les patrons se refusent à accéder à ces prétentions, il ne peut, dans la circonstance, être question de recourir à un arbitrage pour trancher le différend. Il en serait tout autrement si des travailleurs alléguaient que, dans tel ou tel atelier, la durée exagérée du travail était nuisible à la santé des ouvriers.

En résumé, l'arbitre interprète et juge, non seulement dans les conflits juridiques où il intervient conformément aux règles du code civil, mais aussi dans les conflits sociaux ; et c'est seulement l'accord des parties, la conciliation, qui peut et qui doit modifier les bases du contrat de travail. L'arbitre ne doit donc intervenir que lorsque les parties réclament son inter-

vention, en dehors de ce cas, il ne peut que nuire à son autorité en même temps qu'aux idées d'arbitrage.

L'examen de ce qui se passe chez nos voisins, démontre l'excellence de ces institutions ; le conseil des charbonnages de Mariemont et Bascoup, en Belgique, le conseil de conciliation des houillères anglaises, créé après la grande grève de 1893 ont rendu déjà d'appréciables services (1). Les Comités mixtes, *permanents* et *libres* d'arbitrage et de conciliation, non seulement limitent d'une façon très appréciable le nombre et la durée des grèves ; mais encore assurent aux intérêts en présence le bénéfice d'une discussion libre et égale, conséquence non moins heureuse. Par eux, des rapports de confiance mutuelle s'établissent au grand profit de chacun. Les patrons apprennent à mieux comprendre l'esprit et les aspirations de la

1. En Angleterre, la pratique des Conseils de conciliation et d'arbitrage se développe de plus en plus. A la suite de la grève si considérable des docks de Londres en 1889, s'était créé un conseil de conciliation et d'arbitrage représentant toutes les industries de la ville. Son intervention a eu maintes fois d'heureux résultats. Sur ses avis furent institués, le conseil national d'arbitrage de la chaussure, le conseil d'arbitrage des porteurs de charbon de Londres, etc. En France, on commence à suivre cet exemple si encourageant. Ainsi les coiffeurs de Paris ont créé en 1894, une commission arbitrale ayant pour but d'examiner les différends. J'ai déjà cité le Conseil de la Fédération Nationale des travailleurs, celui des blanchisseurs de la Seine, etc. Il eut été préférable de voir fonctionner tout d'abord l'arbitrage dans la grande industrie, mais les tentatives ont malheureusement échoué fréquemment.

classe ouvrière qui, de son côté, est mieux à même de se rendre compte des difficultés commerciales et industrielles, contre lesquelles se débattent les patrons et qui se dressent souvent comme autant d'obstacles à la réalisation du désir sincère qu'ont ceux-ci d'améliorer le sort des travailleurs. Partout où ces institutions fonctionnent, les grèves ont perdu leur caractère de lutte de classes.

La constatation de ces résultats est faite en ces termes par M. Schwiedland secrétaire de la Chambre de commerce de Vienne : « Dans les entreprises où ces
« comités ouvriers (conseils d'usine) sont arrivés à
« leur plus haut développement, c'est-à-dire là où leur
« activité s'étend non seulement à l'administration des
« institutions humanitaires, mais encore à celle de l'en-
« treprise elle-même, ils ont produit les résultats les
« plus heureux. Loin d'en affaiblir en aucune façon les
« fonctions techniques et économiques, la représenta-

C'est ainsi que le syndicat des mineurs du Nord avait demandé aux Compagnies la constitution d'un comité de conciliation et d'arbitrage dans ce bassin houillier. A cette ouverture, les Compagnies ont répondu par un refus formel sous le prétexte étrange que « dans les périodes de calme, ces comités ne constituaient que des parlotes inutiles et que dans les moments de trouble, ils seraient impuissants à prévenir la grève. » Ces affirmations sont au moins osées. Jamais il n'est inutile de tenter un rapprochement entre patrons et ouvriers, de leur fournir les moyens de se connaître, de se comprendre et de tenter d'établir des rapports amicaux entre les uns et les autres.

« tion librement élue par les ouvriers a contribué à
« apaiser les différends, à adoucir les haines, à assu-
« rer l'entente par la coopération et par la compré-
« hension des vues et mobiles réciproques. La direc-
« tion économique et technique de la production,
« comme de l'achat et de la vente, continue naturel-
« lement à être du ressort exclusif du patron ; les
« comités sont pour ainsi dire des organes qui consti-
« tuent un self-gouvernement à certains égards tout
« en inaugurant un régime énergique et une étroite
« discipline. » (1)

M. Crompton, ancien arbitre du conseil d'arbitrage et de conciliation de la passementerie de Nottingham (conseil de métier) est également un partisan convaincu de l'institution.

« Qu'il s'agisse, dit-il, en effet, d'interpréter les ter-
« mes d'un contrat existant, de les appliquer à un nou-
« vel état de choses, ou encore de s'entendre sur les
« conditions du travail à fixer pour l'avenir, *l'arbitra-*
« *gese* pratique toujours *après coup*. Il implique donc
« l'existence d'un dissentiment que l'on demande aux
« experts d'aplanir, soit par un compromis, soit par
« une décision catégorique.

« *La conciliation*, au contraire, agit *préventive-*
« *ment*, et son but est ainsi plus élevé. Elle cherche
« à prévoir, à écarter les œuvres de discorde, elle don-

1. *Revue d'Economie politique*. Avril 1896, page 336.

« ne satisfaction aux parties, avant que les contesta-
« tions ne s'enveniment, ne dégénèrent en querelles.
« Un conseil de conciliation peut s'occuper des plus pe-
« tits détails de la vie industrielle, il favorise le déve-
« loppement de certaines coutumes utiles, et en supprime
« d'autres dangereuses ou donnant lieu à des plaintes
« fondées.

« L'arbitrage n'agit que temporairement, acciden-
« tellement, tandis que le Conseil de conciliation a un
« caractère de permanence ; il s'assemble à des épo-
« ques déterminées. C'est, de fait, un mécanisme fonc-
« tionnant régulièrement, et plus propre à maintenir
« l'accord entre les intérêts des patrons et des ou-
« vriers.

« Des deux systèmes, l'arbitrage est certaine-
« ment le plus ancien ; mais plus s'améliorent les
« mœurs et se développent les dispositions pacifiques,
« plus la conciliation gagne du terrain et l'emporte
« sur l'arbitrage qui tend chaque jour à rentrer dans
« son rôle *nécessaire*, mais subordonné.

« Il s'est fait, chez les patrons comme chez les ou-
« vriers, un grand progrès moral et intellectuel. Sans
« doute, il y a des parties de l'Angleterre, il y a cer-
« tains métiers où les relations entre les chefs de l'in-
« dustrie et la classe ouvrière sont encore aussi mau-
« vaises que jamais. Il existe telles professions où la
« sauvagerie la plus brutale est encore la règle ; mais
« c'est là le plus sombre des points noirs ; le nombre

« des points brillants augmente lentement, mais sûrement. »

Ainsi que je viens de le dire, il est assurément certain que par ce seul fait de traiter directement avec les patrons des questions les plus importantes, les ouvriers sont de par ce contact mis au courant des difficultés contre lesquelles viennent souvent se briser les meilleures volontés. Ce n'est pas tout, ils en viennent à saisir le rôle qui incombe aux patrons dans la lourde tâche dont ils ont assumé la responsabilité. Souvent même, ils seront contraints de reconnaître chez ceux que précédemment ils soupçonnaient d'hostilité à leur égard, un réel désir d'améliorer la situation de leurs humbles collaborateurs. De ces rapports nés d'un conflit, il pourra en découler plus qu'une meilleure entente : des rapports qui pourront aller jusqu'à l'affection, la reconnaissance même (1).

1. Le citoyen Claverie, délégué des employés du Gaz de Paris au congrès corporatif qui se tint à Tours du 14 au 19 septembre 1896, dans un rapport complet, raconte à propos des comités de conciliation, comment ses camarades et lui se sont préoccupés de savoir ce qui se passe à l'étranger et de quelle façon fonctionnent ces bureaux là où ils ont été établis : « ouvriers et patrons se considèrent comme ennemis. Ils croient à l'impossibilité de s'entendre, se prêtant souvent à tort la plus grande mauvaise foi réciproque. De cet état d'esprit naissent tous les conflits. Les *Comités permanents* de conciliation les rapprochent. De ces discussions fréquentes entre eux peuvent sortir une estime récipro-

On objectera que ce qui est bon chez nos voisins, ne peut être appliqué avec un égal succès chez nous. Notre esprit dit-on, se montre rebelle à la discipline ; nous sommes frondeurs par tempérament. Il est à craindre que ce seront les fortes têtes qui seront déléguées par leurs camarades. Cependant nos adversaires ne vont pas jusqu'à repousser d'une façon absolue toute idée de constitution de ces Conseils. Non ; ils demandent d'attendre à plus tard ; il faut que l'éducation publique ait progressé, affirment-ils. Mais ces institutions de conciliations réclamées, qu'il y aurait intérêt à voir s'implanter ici, seraient les meilleurs instruments de ce progrès. L'évolution qui s'est produite en Angleterre, n'est-elle pas là comme un enseignement, et ne vient-elle pas appuyer nos affirmations ? Ecoutons le Ministre du Commerce, M. Mundella, le fondateur du conseil de la bonnetterie à Nottingham : « Les hommes que les manufacturiers détestaient le plus furent ceux que les ouvriers choisirent pour les envoyer au Conseil. Nous trouvâmes en eux cependant, des hommes pleins de droiture. Ce sont en général les ouvriers les plus intelligents, et nous avons reconnu qu'ils étaient débordés par la masse qu'ils avaient derrière eux. Souvent leurs comettants insistaient

que, un désir ardent de s'entendre... Il faut compter sur le bon sens et la fermeté des délégués, choisis parmi les plus influents, grâce à la dignité de leur caractère à leur respectabilité et à leur énergie bienveillante.

« pour leur imposer des démarches qu'ils jugeaient
« contraires au bon sens, et ils ont su résister. Ils ont
« été les plus fortes barrières que nous ayons pu
« opposer à la foule ignorante. »

Ces témoignages viennent appuyer ma thèse. Pourquoi donc ainsi tarder, pourquoi ne point encourager les patrons à constituer des conseils d'usines, pourquoi ne point inciter les groupements industriels, syndicaux à fonder des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage ? Mais à la vérité pas n'est besoin d'une loi pour atteindre ce but. Rien ne s'oppose à ce que des délégués choisis par un patron se réunissent périodiquement aux délégués désignés par des ouvriers pour échanger leur vue sur des questions touchant leur travail. Mon conseil d'usine n'est pas autre chose que cette réunion de délégués. D'un autre côté, les conseils corporatifs ont toute facilité pour se constituer. N'y a-t-il pas déjà la loi du 21 mars 1884 qui a autorisé les syndicats professionnels à se former librement et qui leur a attribué la faculté de pouvoir être consultés sur tous les différends qui se rattachent à leur spécialité ? Je sais bien que l'on a prétendu que les syndicats favorisaient au contraire la grève. L'association est également mal vue des patrons qui ont toujours pensé qu'elle était dirigée contre eux. On a été jusqu'à prétendre, que les syndicats étaient agitateurs, que les grèves étaient pour la plupart leur œuvre person-

nelle (1). Je suis loin de partager cette opinion. L'avenir réservé aux syndicats est celui de diminuer la fréquence des refus concertés de travail (2). Quand autrefois, les ouvriers isolés étaient sans force pour obtenir une amélioration de leur condition, ou résister aux exigences des patrons, les grèves prenaient souvent une allure d'émeute. Aucun intermédiaire n'existant entre eux et les patrons, les malentendus s'accroissaient, et rapidement les rapports s'aggravaient.

1. Ce reproche leur a été adressé même en Angleterre. A cette accusation imméritée le Département du Travail anglais répond : « On affirme généralement que les grèves sont suscitées par les ordres ou à l'instigation du Comité central de l'union ouvrière représentant le métier, bien plutôt que causé par l'initiative des travailleurs eux-mêmes ; on affirme que les travailleurs de nos jours quittent le travail sous la pression de leur Trade-Union, malgré eux, contrairement à leurs souhaits et à leurs inclinations. C'est le contraire de la grande majorité des cas, dans les 9/10 au moins des grèves, le mouvement commence par les travailleurs d'une mine ou d'une localité, et ce n'est que plus tard que sont informés les chefs du syndicat ouvrier ».

2. En effet, ce qui facilite la grève, c'est surtout le manque d'organisation sérieuse ; les ouvriers sont en quelque sorte livrés aux agitateurs qui sont souvent poussés par des ambitions politiques. Cette situation ne saurait être à craindre avec les syndicats qui sont la plupart du temps dirigés par les hommes les plus sérieux et les plus aptes de la corporation ; avec leur concours on peut être assuré qu'on aura recours à tous les moyens propres à amener la conciliation. Si la grève éclate, tout aura été tenté pour l'éviter.

Il n'en est plus ainsi. Aujourd'hui on parlemente les ouvriers choisissent des délégués qui savent exposer leurs revendications, et il est bien rare qu'une transaction n'intervienne pas. En tout cas les violences ne sont qu'exceptionnellement pratiquées. C'est le premier effet et le plus heureux du régime de liberté inauguré en 1864 et consacré, vingt ans plus tard par le droit accordé aux ouvriers de même profession de former des syndicats. Les grèves dit-on, sont devenues plus nombreuses après 1864 ; mais on a fait remarquer avec raison qu'ainsi que les maladies qui en passant à l'état endémique deviennent plus bénignes, celles-ci furent de beaucoup moins violentes que jadis.

A l'appui de leur méfiance à l'encontre des dispositions pacifiques des syndicats, quelques-uns signalent pour justifier leurs appréhensions le congrès provoqué par la fédération lithographique qui s'est tenu à la Bourse du travail de Paris en août 1891, pour étudier

« S'ils (les syndicats) forment des caisses de grève pour les
« ouvriers et de résistance pour les patrons, s'ils se constituent
« comme des organes de politique et d'agitation sociale, ils ne
« peuvent pas faire de bien. S'ils forment, au contraire, des cen-
« tres d'étude, pour les intérêts communs, pour assurer à ces
« intérêts la satisfaction qui leur est due, tout en respectant la
« liberté des autres, s'ils amènent les patrons et les ouvriers à
« raisonner avec prudence et sans passion égoïste les conditions
« de leur collaboration à la production, ils feront du bien. »
M. Léon Say. *Rapport général sur le groupe de l'économie
sociale à l'Exposition de 1889*, page 27.

« les moyens de donner aux grèves la force nécessaire pour aboutir à la satisfaction des travailleurs ». L'assemblée a voté le principe de la création et de l'organisation d'une caisse générale des grèves alimentée par une cotisation de 0,05 centimes, par semaine.

Je ferai remarquer que le mois suivant, en septembre 1891, se passait toujours à Paris un fait plus consolant et qui prouve ce qu'on peut attendre des syndicats professionnels sagement administrés. A cette date, il se formait, entre tous les ouvriers des industries d'art, mouleurs, sculpteurs, menuisiers, ébénistes, bijoutiers, tisseurs, facteurs de pianos et orgues, peintres décorateurs, graveurs, etc., un syndicat dont l'article 1^{er} des statuts indique l'excellent esprit :

« Le syndicat a pour but de maintenir la supériorité
« du nom français dans l'art industriel, de propager
« par tous les moyens l'éducation artistique générale
« et l'enseignement professionnel spécial à chaque
« branche des industries d'art ; de développer le bien-
« être et les relations sociales des ouvriers d'art sous
« toutes les formes pratiques, assurances contre la vie
« et le chômage, retraite pour la vieillesse, etc. ; afin
« de leur assurer une existence honorable, aussi bien
« dans l'âge viril que dans la vieillesse, enfin *de rap-*
« *procher dans la mesure de la justice et de l'équité,*
« *les divers facteurs de la fortune nationale et de*
« *supprimer au moyen de l'arbitrage loyalement ac-*
« *cepté, l'antagonisme entre patrons et ouvriers.* Ce

« qui permettra à tous de n'avoir qu'une seule préoccupation : conserver à la France son premier rang dans les industries d'art ».

Voulant de plus affirmer l'esprit de concorde et de solidarité qui doit animer toutes les personnes appartenant aux industries d'art, le syndicat a choisi un arbitre permanent et fondé un conseil permanent de conciliation et d'arbitrage composé d'un représentant ouvrier pour chaque catégorie d'industrie figurant au syndicat.

Cette création peut être avantageusement mise en parallèle avec la précédente.

En toute loyauté on comprend que le syndicat n'a aucun intérêt à pousser ses affiliés à suspendre tout travail. En effet, la grève déclarée, la charge de la soutenir va lui incomber. C'est ainsi qu'en Angleterre, pays où les associations ouvrières sont parvenues à obtenir une organisation puissante, les Unions ont eu à verser en 1893 la somme énorme de 17.000.000 de francs pour venir en aide aux grévistes (1).

1. On a calculé que la seule grève fomentée en 1896 par L'A. S. E. (Amalgated Society of the Engineers) avait coûté aux trade-unions 28.000.000 de francs en secours.

Les caisses syndicales en Grande Bretagne ont dépensé 12.000.000 de francs en 1893. (800.000 adhérents).

En 1894, 81 caisses de chômage en France n'ont dépensé que 75.000 francs les secours de route n'ont pas atteint 10.000 francs (15.000 adhérents).

De très grands avantages au point de vue de l'apaisement social, résulteront dans un avenir prochain, de ces associations. Pour l'instant, il est vrai, leur champ d'action est limité ; nous manquons d'organisation sur ce point, et il nous reste beaucoup à faire pour atteindre les résultats obtenus par les trades-unions anglaises. Notre retard provient de ce que l'esprit d'association n'a point encore pénétré dans nos mœurs. Mais déjà l'on indique des progrès encourageants dans cette voie, qui font bien augurer de l'avenir (1).

1. Depuis la promulgation de la loi de 1884, le nombre des syndicats professionnels s'est progressivement accru. Le Ministère du Commerce et de l'Industrie dans son annuaire des syndicats professionnels de l'année 1897, nous donne les chiffres suivants :

Années	Syndicats industriels et commerciaux.			Syndicats agricoles	Totaux	Différence en plus d'une année sur l'autre
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes			
1884	101	68	1	5	175	»
1885	285	221	4	39	549	374
1886	359	280	8	93	740	191
1887	598	501	45	214	1.353	618
1888	859	725	78	461	2.123	765
1889	877	821	69	557	2.324	201
1890	1.004	1.006	97	648	2.755	431
1891	1.127	1.250	126	750	3.253	498
1892	1.212	1.589	147	863	3.811	558
1893	1.397	1.926	173	952	4.448	637
1894	1.518	2.178	177	1.092	4.965	517
1895	1.622	2.163	173	1.188	5.146	181
1896	1.730	2.253	169	1.275	5.427	281
1897	1.823	2.316	170	1.371	5.680	253

Durant quelques années les syndicats ouvriers augmentent ; mais il faut constater cependant que depuis quelque temps ce mouvement s'est ralenti.

Le nombre des adhérents était en 1897 de 159.293 pour les syndicats patronaux, de 431.794 pour les syndicats ouvriers. Les syndicats mixtes comptaient 32.237 membres contre 438.596 pour les syndicats agricoles.

Si le personnel des syndicats mixtes est stationnaire, l'accroissement du personnel des syndicats ouvriers est le plus lent dans ces trois ou quatre dernières années, alors que ce devrait être l'inverse à cause du nombre moins grand des patrons.

En ce qui concerne les unions de syndicats, le nombre n'a cessé de s'en accroître depuis 1884. En effet, en 1885, on ne comptait que 25 unions. Ce chiffre s'est élevé en 1897 à 166 se répartissant en : 46 unions de syndicats patronaux, 92 unions de syndicats ouvriers, 8 unions de syndicats mixtes, et 20 unions de syndicats agricoles.

Les unions patronales comprenaient 89.046 membres, les unions ouvrières 326.835, les unions mixtes 3.395. Enfin les unions agricoles réunissaient 596.534 membres.

En Grande-Bretagne, on compte 966.953 syndiqués. Le tableau ci-dessous publié par le *Bulletin de l'office du Travail* (février 1898) montre le mouvement du personnel des Trade-Unions dans le Royaume-Uni pendant les cinq dernières années.

Années	Nombre total		
	De Trade-Unions	De membres	
		Dans l'ensemble des Trade-Unions	Dans les 100 principales Trade-Unions
1892....	1.184	1.461.800	913.759
1893....	1.239	1.453.692	917.496
1894....	1.285	1.429.941	931.440
1895....	1.316	1.397.887	921.686
1896....	1.330	1.487.562	966.953

D'où viennent donc les hésitations, alors que l'on a l'instrument le plus apte à nous donner cette paix sociale, à laquelle aspirent tous ceux qui ont en eux et l'amour de la patrie et la foi en la solidarité ? Elles nous viennent, il faut bien l'avouer, de l'esprit autoritaire de l'employeur : (1) « le travail dans mon usine est payé tant, le règlement est tel, vienne qui trouve ces conditions bonnes et que les autres partent ! Charbonnier est maître chez lui... »

Voilà le raisonnement qu'il tient.

Il est vrai que ce principe disparaît de plus en plus. Les théories qui s'inspirent des préceptes de solidarité nous gagnent peu à peu, leurs progrès quoique lents, n'en sont pas moins sûrs. On peut juger des résultats chaque jour. On commence à comprendre qu'il est du devoir de tous de combattre énergiquement les principes d'autorité auxquels doit être rapportée la cause de la grève. Les haines de classe n'ont pas d'autre source. Leur triomphe, s'il devait à jamais se produire, serait pour nous amener à une catastrophe.

(1) Ainsi le Conseil de conseil de conciliation et d'arbitrage du Massachusetts (ce conseil a été créé en 1886) ; dans son 11^e rapport annuel (en 1893,) rend compte de l'accueil de plus en plus favorable qu'il rencontre auprès des syndicats ouvriers ; tout en exprimant le regret que l'esprit de conciliation ne semontre pas au même degré du côté des *employeurs*.

Je cite cet exemple, entre bien d'autres, pour montrer que cet esprit d'autorité n'est pas spécial à nos patrons ; mais qu'il se rencontre d'une façon générale chez tous les employeurs.

Tout donc doit tendre à faire disparaître cette idée d'autorité qui s'exerce d'en haut ; la remplacer par celle du contrat entre parties libres et jouissant d'une puissance égale, avec le respect de la parole donnée, tel doit être le but poursuivi.

C'est là, la garantie de paix qui est offerte aux hommes animés du désir d'arriver à sceller une union durable, à concilier le capital et le travail.

Il faut multiplier ces institutions qui ont pour but de rendre les hommes égaux et libres dans la conclusion du contrat de travail, pour cela nous aurons les syndicats professionnels ; au moyen des conseils libres de conciliation et d'arbitrage nous parviendrons à les unir (1).

1. Il est permis d'espérer que d'ici quelques années, lorsque les défiances réciproques des patrons au regard des syndicats ouvriers, et de ceux-ci au regard des patrons se seront dissipées, les discussions relatives aux salaires perdront ce caractère d'aigreur et de violence qu'elles revêtent trop fréquemment aujourd'hui. Pour que ce résultat fut obtenu, il suffirait que l'on vit se constituer en France, dans toutes les grandes exploitations industrielles, des commissions arbitrales permanentes, composées de délégués de patrons et d'ouvriers (analogues à celles qui fonctionnent dès maintenant en Belgique, en Angleterre et aux États-Unis) commissions investies de pouvoirs suffisants pour traiter au nom des deux syndicats rivaux, et susceptibles de rendre des services au moins aussi considérables que les syndicats mixtes, ayant même sur les syndicats mixtes cette supériorité de laisser à chaque groupe, son indépendance, son autonomie pleine et

entière, tout en supprimant les causes de conflit. Le législateur français a indiqué aux syndicats la voie dans laquelle il conviendrait pour eux de s'engager en promulguant la loi du 27 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs, en cas de différends collectifs entre patrons et ouvriers ; c'est à eux qu'il appartient par leur accord spontané d'achever l'œuvre ébauchée par le législateur, — Paul Pic — *Traité élémentaire de législation industrielle*, pages 164 et s.

CONCLUSION

On ne saurait songer à la complète disparition des grèves, leur cause permanente repose en effet sur la liberté du contrat de travail. Mais il est toutefois possible d'en diminuer le nombre et d'en atténuer les effets. Les procédés de conciliation et d'arbitrage seront d'excellents moyens pour arriver à ce résultat. A côté d'eux il conviendra également de donner de plus grand développement à ces institutions créées par les patrons en faveur de leurs collaborateurs ; telles qu'instruction des enfants, habitations à bon marché, crèches, salles d'asile orphelinats. Ce qui surtout ferait faire un pas décisif à la pacification sociale, serait la création, depuis si longtemps attendue, d'une caisse de retraite des ouvriers. Tout nous donne lieu d'espérer que la prochaine législature accomplira cette grande œuvre.

De tout ce qui précède, il ne faudrait pas cependant en conclure que la grève doive être définitivement repoussée comme inefficace et dangereuse. Assurément non. Mais dans la suite elle perdra de plus en plus son caractère actuel pour n'être employée, pour ainsi dire, qu'à titre préventif ; elle sera en quelque sorte comme le frein à opposer aux exigences que pourraient

avoir certains patrons. « Son utilité sociale se manifestera moins par la pratique, que par le droit d'y recourir, mais comme l'on recourt à une mesure extrême. La crainte de la grève deviendra ainsi, dans l'organisation du travail qui résultera du développement des syndicats, un élément de paix » Alors les refus concertés de travail ne seront plus motivés que sur des revendications personnelles. Conscients de la force qu'ils auront acquise des bienfaits de l'union (1), instruits de leurs véritables intérêts, les ouvriers travailleurs se refuseront dorénavant à suivre les conseils de ceux qui, trop souvent, spéculent sur la misère de la classe ouvrière dans le seul but de réaliser leurs ambitions.

1. On se souviendra ensuite, qu'en vue d'une action étendue et satisfaisante des conseils de conciliation et d'arbitrage, avant tout, une organisation professionnelle des ouvriers est nécessaire, capable d'apaiser d'une manière uniforme des conflits qui concernent un grand nombre d'ouvriers et d'ateliers, une organisation qui sache se faire respecter aussi par la partie adverse et fournisse des garanties relativement à l'observation des conventions arrêtées. *En général on ne fait des compromis que quand on redoute les forces de l'adversaire.* — Victor Mataja.

Vu par le Président de la thèse.

JAY

Vu par le Doyen,
L. GARSONNET

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	7
Situation économique de la classe ouvrière dans la période	
antérieure à la Révolution.	14
Régime des corporations	14
Causes de la fin du régime des corporations	16
L'ouvrier sous le régime corporatif	17
Situation économique de la classe ouvrière après	
la Révolution	20
L'ouvrier sous le régime de la liberté du travail . .	20
Arbitrage et conciliation	35
Grève des ouvriers de la compagnie des omnibus de	
Paris	59
Grève de la compagnie des mines de Vicoignes. . . .	62
Grèves de Carmaux.	67
De l'examen des projets de loi sur l'arbitrage,	
antérieurs à la loi du 27 décembre 1892	73
Projets : de MM. Camille et Benjamin Raspail.	73
id. de M. Lockroy	74
id. de MM. Le Cour, de Lamarzelle et Albert de Mun. .	76
id. de M. Jules Roche	83
Proposition de M. Mesureur tendant à la création de con-	
seils du travail	86

La loi de 1892 devant le Parlement	88
Discussion de la loi devant la Chambre des Députés	88
Discussion de la loi devant le Sénat	95
Loi sur la conciliation et l'arbitrage en matière de	
différends collectifs entre patrons et ouvriers	103
Examen critique de la loi du 27 décembre 1892	111
Mécanisme de la loi.	114
Résultats de la loi du 27 décembre 1892.	124
Résultats obtenus de l'application de la loi sur la concilia-	
tion et l'arbitrage pendant les années 1893, 1894, 1895 et	
1896.	132
Proposition de M. Jaurès	136
Projet de MM. Avez, Dejeante, Fabert, Groussier, Toussaint.	143
Projet de M. Mesureur	144-159
Projet de la commission du travail	151
Projet de M. De Mun	156
Projet de M. Lebon.	156
Vœu du conseil supérieur du travail	160
Projet de M. Michelin	161
Conseils permanents et libres.	164
Syndicats ouvriers	173
Conclusion	182

Imprimerie des Écoles, H. JOUVE, 15, rue Racine, Paris.
